

**La Caisse Régionale de Crédit  
Agricole Mutuel de la Touraine et du  
Poitou**

**INFORMATIONS AU  
TITRE DU PILIER 3  
Au 31 décembre 2022**

# Sommaire

---

<b>1. INDICATEURS CLES (EU KM1)</b>	<b>3</b>
<b>2. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL</b>	<b>5</b>
2.1 Cadre réglementaire applicable	6
2.2 Supervision et périmètre prudentiel	7
2.3 Politique de capital	7
2.4 Fonds propres prudentiels	8
2.5 Adéquation du capital	11
2.6 Ratio de levier	18
2.7 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales	23
2.8 Conglomérat financier	25
<b>3. ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS</b>	<b>26</b>
<b>4. COMPOSITION ET EVOLUTION DES EMPLOIS PONDERES</b>	<b>30</b>
4.1 Synthèse des emplois pondérés	30
4.2 Risque de crédit et de contrepartie	63
4.3 Risque de contrepartie	118
4.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie	130
4.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire	132
4.6 Expositions de titrisation	132
4.7 Risques de marché	133
4.8 Risque opérationnel	134
<b>5. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE</b>	<b>136</b>
5.1 Gestion du Risque de Liquidité	136
<b>6. RISQUES DE TAUX D'INTERET GLOBAL</b>	<b>144</b>
6.1 Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire	144
6.2 Informations quantitatives sur le risque de taux	149
<b>7. ACTIFS GREVES</b>	<b>151</b>
<b>8. POLITIQUE DE REMUNERATION</b>	<b>155</b>
<b>9. ANNEXES</b>	<b>164</b>

# 1. INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

## INDICATEURS CLÉS PHASES AU NIVEAU DE LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA TOURAINE ET DU POITOU (EU KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) de CRR2. Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride. Ils incluent également le résultat conservé de la période.

EU KM1 - Indicateurs clésphasés en milliers d'euros		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2021
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>				
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	1 457 984	1 391 429	1 420 276
2	Fonds propres de catégorie 1	1 457 984	1 391 429	1 420 276
3	Fonds propres totaux	1 457 984	1 391 429	1 420 276
<b>Montants d'exposition pondérés</b>				
4	Montant total d'exposition au risque	5 332 789	5 267 842	5 112 551
<b>Ratios de solvabilité (en % des RWA)</b>				
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	27,34%	26,41%	27,78%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	27,34%	26,41%	27,78%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	27,34%	26,41%	27,78%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>				
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	□	□	0,00%
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	□	□	0,00%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,00%	8,00%	8,00%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>				
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00%	0,00%	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,03%	0,03%	0,03%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%	0,00%	0,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%
11	Exigence globale de coussin (%)	2,53%	2,53%	2,53%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	10,53%	10,53%	10,53%

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en milliers d'euros		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2021
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	19,34%	18,41%	19,78%
<b>Ratio de levier</b>				
13	Mesure de l'exposition totale	14 173 736	15 205 121	14 190 663
14	Ratio de levier (%)	10,29%	9,15%	10,01%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>				
14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%
14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00%	□	0,00%
14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>				
14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%
14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>				
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	1 867	1 871	1 802
16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	1 264	1 201	1 167
16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	168	172	169
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	1 096	1 029	998
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	170,70%	182,17%	180,52%
<b>Ratio de financement stable net</b>				
18	Financement stable disponible total	12 767	11 778	12 299
19	Financement stable requis total	11 865	10 987	11 201
20	Ratio NSFR (%)	107,61%	107,20%	109,80%

## 2. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

---

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités.

Pour la réalisation de cet objectif, La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe qui permet un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou (décrit dans le chapitre "Gestion des risques").

## 2.1 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1er janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur 7 jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier, qui fait l'objet d'une exigence réglementaire de Pilier 1 depuis le 28 juin 2021.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1er janvier 2018 et continuent de s'appliquer aux instruments de dette hybride jusqu'au 1er janvier 2022) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9

## 2.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

## 2.3 Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Projet de Groupe et le Plan moyen terme 2022 et précisé les objectifs en termes de résultat et ressources rares qui en découlent :

Le Groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16 % à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80 % de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le Groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24 % à 25 % des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) d'au moins 8 % du TLOF (Total Liabilities and Own Funds).

Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif un ratio CET1 de 11 % sur la durée du plan. Il s'engage sur un taux de distribution de 50 % en numéraire. Dans un contexte économique et réglementaire incertain, cette politique de capital permet d'aboutir à un équilibre entre une politique de distribution attractive pour l'actionnaire et une allocation de capital agile.

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte notamment les exigences réglementaires locales et les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement.

## 2.4 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période Fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1)

### 2.4.1 Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la prudent valuation ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation (voir détail dans le tableau EU PV1 ci-après),
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,
  - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),

- les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

## 2.4.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

La Caisse Régionale la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'émet pas d'instruments de fonds propres AT1.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

## 2.4.3 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
  - les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
  - une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion

d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;

- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Ces instruments sont publiés annuellement et détaillés, en annexe dans le tableau EU CCA « Principales caractéristiques des instruments de fonds propres ». Ils correspondent aux titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI), aux titres participatifs (TP) et aux titres subordonnés remboursables (TSR).

## 2.4.4 Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de huit ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;
- la partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

CRR 2 est venu compléter ces dispositions en introduisant une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- des fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous CRR 2 (AT1) ;
- des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 1* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des instruments de Tier 1 non éligibles en date de clôture (post calls éventuels, rachats, etc.),
  - de 10 % (seuil réglementaire pour l'exercice 2021) du stock de Tier 1 existant au 31 décembre 2012, qui s'élevait à 0 milliers d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 0 milliers d'euros,
  - le montant de Tier 1 dépassant ce seuil prudentiel est intégré au Tier 2 phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au Tier 2.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 2* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des titres Tier 2 non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres Tier 1 en excédent par rapport au seuil de 10 % (seuil pour l'exercice 2021) des titres Tier 1 non éligibles,
  - de 10 % (seuil pour 2021) du stock de Tier 2 non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 ; le stock de Tier 2 non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 0 milliers d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 0 milliers d'euros.

## 2.4.5 Situation au 31 décembre 2022

### FONDS PROPRES PRUDENTIELS SIMPLIFIÉS

Fonds propres prudentiels simplifiés (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
	phasé	phasé
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 420 276</b>
dont Instruments de capital	629 573	619 468
dont Réserves	1 814 018	1 862 536
dont Filtres prudentiels et autres ajustements réglementaires	(985 607)	(1 061 547)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>	<b>(0)</b>	<b>□</b>
<b>TOTAL TIER 1</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 420 276</b>
Instruments Tier 2	□	□
Autres éléments Tier 2	□	□
<b>TOTAL CAPITAL</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 420 276</b>
<b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE (RWA)</b>	<b>5 332 789</b>	<b>5 112 551</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>27,34%</b>	<b>27,78%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>27,34%</b>	<b>27,78%</b>
<b>Ratio Total capital</b>	<b>27,34%</b>	<b>27,78%</b>

Par souci de lisibilité, les tableaux complets sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) sont présentés en annexe.

#### Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 1 458 millions d'euros au 31 décembre 2022 et font ressortir une hausse de 38 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2021.

Cette variation s'explique principalement par le maintien du résultat non distribué dans les fonds propres de la Caisse Régionale de la Touraine et du Poitou (+59 millions d'euros).

## 2.5 Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

## 2.5.1 Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

### Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le superviseur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

L'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigences de fonds propres SREP	31/12/2022	31/12/2021
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,00%	0,00%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,53%	2,53%
<b>Exigence de CET1</b>	<b>7,03%</b>	<b>7,03%</b>
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
P2R en AT1	0,00%	0,00%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
P2R en Tier 2	0,00%	0,00%
<b>Exigence globale de capital</b>	<b>10,53%</b>	<b>10,53%</b>

### Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 comprennent un ratio minimum de fonds propres CET 1 de 4,5 %, un ratio minimum de fonds propres Tier 1 de 6 % et un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %

### Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres, à couvrir intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1 et dont l'exigence globale ressort comme suit :

Exigences globales de coussins de fonds propres	31/12/2022	31/12/2021
Coussin de conservation phasé	2,50%	2,50%
Coussin systémique phasé	0,00%	0,00%
Coussin contracyclique	0,03%	0,03%
<b>Exigence globale de coussins de fonds propres</b>	<b>2,53%</b>	<b>2,53%</b>

Plus spécifiquement :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019) vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %) vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le

taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;

- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.
- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas soumise à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

À ce jour, des coussins contracycliques ont été activés dans 6 pays par les autorités nationales compétentes. Compte tenu des expositions portées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou dans ces pays, le taux de coussin contracyclique s'élève à 0,03% au 31 décembre 2022.

Par ailleurs, le HCSF a reconnu depuis 2019 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités estoniennes et depuis juillet 2021 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités norvégiennes. Compte tenu des modalités d'application de ce coussin et de la matérialité des emplois pondérés portés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou dans ces pays, le taux de coussin pour risque systémique est à 0% au 31 décembre 2022.

Les tableaux ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 440 (a et b) de CRR2.

## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PERTINENTES POUR LE CALCUL DU COUSSIN CONTRACYCLIQUE (EU CCYB1)

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)	
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total				
Angola	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Algerie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Afrique du Sud	□	2	□	□	□	2	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%	
Allemagne	□	159	□	□	□	159	1	□	□	□	10	0,00%	0,00%	
Andorre	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Argentine	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Arménie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Australie	□	16	□	□	□	16	□	□	□	□	3	0,00%	0,00%	
Autres - Non souverain	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Autriche	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Azerbaïdjan	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Bahamas	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Bahrein	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Bangladesh	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%	
Belgique	□	5 929	□	□	□	5 929	652	□	□	□	652	8 148	0,18%	0,00%
Benin	□	2	□	□	□	2	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Bermudes	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Bresil	□	464	□	□	□	464	6	□	□	□	6	81	0,00%	0,00%
Bulgarie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	1,00%
Republique Tchèque	□	178	□	□	□	178	1	□	□	□	1	17	0,00%	1,50%
Caimanes- Iles	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Cameroun	□	132	□	□	□	132	□	□	□	□	□	2	0,00%	0,00%
Canada	□	387	□	□	□	387	9	□	□	□	9	115	0,00%	0,00%
Chili	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Chine	□	155	□	□	□	155	□	□	□	□	□	2	0,00%	0,00%
Chypre	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de cousin contractuel (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Colombie	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Congo- République démocratique du	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Coree du sud	□	7	□	□	□	7	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%
Cote d'Ivoire	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Croatie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Cuba	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Curacao	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Danemark	□	53	□	□	□	53	□	□	□	□	1	0,00%	2,00%
Egypte	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Emirats Arabes Unis	□	1 305	□	□	□	1 305	16	□	□	16	198	0,00%	0,00%
Espagne	□	530	□	□	□	530	10	□	□	10	125	0,00%	0,00%
Etats-Unis	□	751	□	□	□	751	2	□	□	2	26	0,00%	0,00%
Finlande	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
France	489 798	9 841 492	□	□	136	10 331 427	333 657	□	2	333 660	4 170 744	93,96%	0,00%
Royaume uni	□	5 636	□	□	□	5 636	105	□	□	105	1 312	0,03%	1,00%
Grece	□	15	□	□	□	15	□	□	□	□	2	0,00%	0,00%
Gabon	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Ghana	□	503	□	□	□	503	3	□	□	3	42	0,00%	0,00%
Guernesey	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Hongrie	□	54	□	□	□	54	□	□	□	□	4	0,00%	0,00%
Hong kong	□	1 392	□	□	□	1 392	8	□	□	8	103	0,00%	1,00%
Inde	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Irlande	□	6	□	□	□	6	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%
Iles vierges Britanniques	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Indonesie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Iran	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Israel	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Italie	□	11	□	□	□	11	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Japon	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Jersey	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Jordanie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Kenya	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Koweït	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Luxembourg	2 073	3 658 611	□	□	□	3 660 684	20 519	□	□	20 519	256 484	5,78%	0,50%
Lao- rep. démocratique populaire	□	7	□	□	□	7	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Lettonie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Liban	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Liberia	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Liechtenstein	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Lituanie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Madagascar	□	8	□	□	□	8	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Mali	□	16	□	□	□	16	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Malte	□	2	□	□	□	2	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Man- Ile de	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Maroc	□	328	□	□	□	328	1	□	□	1	8	0,00%	0,00%
Marshall- Iles	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Maurice	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Mauritanie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Mexique	□	301	□	□	□	301	6	□	□	6	71	0,00%	0,00%
Monaco	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Mongolie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Pays-Bas	□	2 254	□	□	□	2 254	58	□	□	58	722	0,02%	0,00%
Namibie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Norvege	□	60	□	□	□	60	1	□	□	1	13	0,00%	2,00%
Nouvelle-Calédonie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Nouvelle-Zélande	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Oman	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Philippines	□	25	□	□	□	25	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Portugal	□	281	□	□	□	281	1	□	□	1	15	0,00%	0,00%
Panama	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Paraguay	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Perou	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Pologne	□	212	□	□	□	212	2	□	□	2	28	0,00%	0,00%
Qatar	□	6	□	□	□	6	□	□	□	□	2	0,00%	0,00%
Russie	□	4	□	□	□	4	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Roumanie	□	1	□	□	□	1	□	□	□	□	□	0,00%	0,50%
Arabie Saoudite	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Singapour	□	13	□	□	□	13	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%
Senegal	□	73	□	□	□	73	1	□	□	1	7	0,00%	0,00%
Serbie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Slovaquie	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	1,00%
Suisse	□	2 821	□	□	□	2 821	17	□	□	17	212	0,01%	0,00%
Suede	□	2 013	□	□	□	2 013	32	□	□	32	401	0,01%	1,00%
Syrienne- République arabe	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Taiwan	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Thaïlande	□	7	□	□	□	7	□	□	□	□	1	0,00%	0,00%
Togo	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Tunisie	□	188	□	□	□	188	1	□	□	1	7	0,00%	0,00%
Turquie	□	3	□	□	□	3	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Ukraine	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Uruguay	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Viet nam	□	76	□	□	□	76	□	□	□	□	2	0,00%	0,00%
Yemen	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>491 871</b>	<b>13 527 096</b>	□	□	<b>136</b>	<b>14 019 103</b>	<b>355 124</b>	□	<b>2</b>	<b>355 126</b>	<b>4 439 081</b>	<b>100,00%</b>	

## MONTANT DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE SPÉCIFIQUE À L'ÉTABLISSEMENT (EU CCYB2)

		31/12/2022
1	Montant total d'exposition au risque	5 332 789
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,03%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	1 563

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

Au 31 décembre 2022, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou dispose d'une marge de sécurité de 1 681 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 896 milliers d'euros de capital CET1.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,00%	0,00%	0,00%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin systémique			
Coussin contracyclique	0,03%	0,03%	0,03%
<b>Exigence SREP (a)</b>	<b>7,03%</b>	<b>8,53%</b>	<b>10,53%</b>
<b>31/12/2022 Ratios de solvabilité phasés (b)</b>	<b>27,34%</b>	<b>27,34%</b>	<b>27,34%</b>
Distance à l'exigence SREP (b-a)	2 031 pb	1 881 pb	1 681 pb
<b>Distance au seuil de déclenchement du MMD</b>			<b>1 681 pb ( 0M€)</b>

## 2.6 Ratio de levier

### 2.6.1 Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne *via* l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 de 3% applicable à compter du 28 juin 2021.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de

modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

### Situation au 31 décembre 2022

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 451 de CRR2.

## INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RATIO DE LEVIER (EU LRA)

Le ratio de levier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou s'élève à 10,29% sur une base de Tier 1 phasé au 31 décembre 2022.

Le ratio de levier est en hausse de 28 points de pourcentage sur l'année 2022. Le ratio reste à un niveau élevé, supérieur de 729 points de pourcentage à l'exigence.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou.

## RATIO DE LEVIER – DÉCLARATION COMMUNE (EU LR2)

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>					
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	16 447 577	16 180 191	16 447 577	16 180 191
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	□	□	□	□
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	□	□	□	□
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	□	□	□	□
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	□	□	□	□
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(974 900)	(1 064 816)	(974 900)	(1 064 816)
7	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>	<b>15 472 677</b>	<b>15 115 375</b>	<b>15 472 677</b>	<b>15 115 375</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>					
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	17 510	250 164	17 510	250 164
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	□	□	□	□
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	84 117	76 867	84 117	76 867
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	□	□	□	□
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	□	□	□	□
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	□	□	□	□

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>					
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	□	□	□	□
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale))	□	□	□	□
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	□	□	□	□
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	□	□	□	□
13	<b>Expositions totales sur dérivés</b>	<b>101 627</b>	<b>327 031</b>	<b>101 627</b>	<b>327 031</b>
<b>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</b>					
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	□	□	□	□
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	□	98	□	98
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	10 959	□	10 959	□
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'Article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'Article 222 du CRR	□	□	□	□
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	□	□	□	□
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	□	□	□	□
18	<b>Expositions totales sur opérations de financement sur titres</b>	<b>10 959</b>	<b>98</b>	<b>10 959</b>	<b>98</b>
<b>Autres expositions de hors bilan</b>					
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	1 783 227	1 818 972	1 783 227	1 818 972
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(800 646)	(814 483)	(800 646)	(814 483)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	□	□	□	□
22	<b>Expositions de hors bilan</b>	<b>982 581</b>	<b>1 004 489</b>	<b>982 581</b>	<b>1 004 489</b>
<b>Expositions exclues</b>					
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(2 394 108)	(1 241 872)	(2 394 108)	(1 241 872)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	□	□	□	□
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	□	□	□	□
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	□	□	□	□
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	□	□	□	□
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	□	□	□	□
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	□	□	□	□
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	□	□	□	□
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	□	□	□	□
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	□	□	□	□
EU-22k	<b>(Total des expositions exemptées)</b>	<b>(2 394 108)</b>	<b>(1 241 872)</b>	<b>(2 394 108)</b>	<b>(1 241 872)</b>
<b>Fonds propres et mesure de l'exposition totale</b>					
23	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 391 429</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 391 429</b>

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>					
24	Mesure de l'exposition totale	14 173 736	15 205 121	14 173 736	15 205 121
<b>Ratio de levier</b>					
25	Ratio de levier (%)	10,29%	9,15%	10,29%	9,15%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	10,29%	9,15%	10,29%	9,15%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	10,29%	9,15%	10,29%	9,15%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes</b>					
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire	Transitoire	Non-Transitoire	Transitoire
<b>Publication des valeurs moyennes</b>					
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	□	□	□	□
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	□	□	□	□
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	14 173 736	□	14 173 736	□
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	14 173 736	□	14 173 736	□
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	10,29%	0,00%	10,29%	0%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	10,29%	0,00%	10,29%	0%

**RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (EU LR1)**

		31/12/2022	
		Montants Phasés	Montants Non Phasés
<i>(en milliers d'euros)</i>			
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	16 835 962	16 835 962
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	□	□
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	□	□
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	□	□
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	□	□
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	□	□
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	□	□
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	(280 500)	(280 500)
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	10 959	10 959
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	982 581	982 581
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	□	□
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(2 394 108)	(2 394 108)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	□	□
12	Autres ajustements	(981 158)	(981 158)
13	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>14 173 736</b>	<b>14 173 736</b>

## VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, SFT ET EXPOSITIONS EXEMPTÉES) (EU LR3)

		31/12/2022
		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>EU-1</b>	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:</b>	<b>14 293 090</b>
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	□
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	14 293 090
EU-4	Obligations garanties	□
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	572 227
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	754 632
EU-7	Établissements	46 967
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	6 776 879
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	2 845 667
EU-10	Entreprises	2 182 427
EU-11	Expositions en défaut	180 820
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	933 471

## 2.7 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*) le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élevait initialement à 9,2 milliards d'euros, soit 33,9 milliards d'euros d'emplois pondérés.

Crédit Agricole S.A. a informé les Caisses régionales en février 2021 de son intention de démanteler complètement le mécanisme d'ici à la fin de l'année 2022. Plus précisément, 50% de la garantie avaient été débouclés au premier trimestre 2021, avec le débouclage complémentaire de 15% réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2021, faisant suite au débouclage partiel de 35% réalisé en mars 2020. Crédit Agricole S.A. a procédé, le 16 novembre 2021, au débouclage des 50% restant, dont 114 millions consentis par la Caisse régionale.

(Cf. détail dans Comptes consolidés au 31 décembre 2022)

Autres liens de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

## 2.7.1 Adéquation du capital en vision interne

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est (ou peut être) exposé, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou complète son dispositif d'adéquation du capital en vision réglementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP qui couvre également le programme de stress-tests afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité de La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 5 via sa transposition dans la réglementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

L'ICAAP est avant tout un processus interne et il appartient à chaque établissement de le mettre en œuvre de manière proportionnée. La mise en œuvre, mais également l'actualisation de la démarche ICAAP à leur niveau, sont ainsi de la responsabilité de chaque filiale.

### ICAAP INFORMATION (EU OVC)

---

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438 (points a et c) de CRR2.

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe en matière de notation externe ;

- enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 31 décembre 2022 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou mesure notamment le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque de variation de valeur du portefeuille titres, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne, vision interne des fonds propres, définie en tenant compte du principe de continuité d'exploitation.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

## 2.8 Conglomérat financier

### **PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE NON DÉDUITES DES FONDS PROPRES (INS1)**

---

### **INFORMATIONS RELATIVES AUX EXIGENCES EN FONDS PROPRE ET AU RATIO D'ADÉQUATION DU CAPITAL DES CONGLOMÉRATS FINANCIERS (INS2)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication des tableaux INS1 « Participations dans des entreprises d'assurance non déduites des fonds propres » et INS2 « Informations relatives aux exigences en fonds propre et au ratio d'adéquation du capital des conglomérats financiers ».

### 3. ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS

#### DIFFÉRENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ET CORRESPONDANCE ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS ET LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES (LI1)

		31/12/2022						
		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie			Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché			
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Actif</b>								
1	Caisse, banques centrales	61 912	61 912	61 912	□	□	□	□
2	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	295 979	295 979	202 580	93 399	□	93 399	□
3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	93 399	93 399	□	93 399	□	93 399	□
4	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	202 580	202 580	202 580	□	□	□	□
5	Instruments dérivés de couverture	294 986	294 986	□	294 986	□	□	□
6	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 179 375	1 179 375	1 179 239	□	136	□	□
7	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	24 523	24 523	24 387	□	136	□	□
8	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 154 852	1 154 852	1 154 852	□	□	□	□
9	Actifs financiers au coût amorti	14 871 747	14 871 747	14 871 747	□	□	□	□
10	Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 115 007	2 115 007	2 115 007	□	□	□	□
11	Prêts et créances sur la clientèle	12 167 569	12 167 569	12 167 569	□	□	□	□
12	Titres de dettes	589 171	589 171	589 171	□	□	□	□
13	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(241 996)	(241 996)	□	□	□	□	(241 996)
14	Actifs d'impôts courants et différés	80 935	80 935	80 935	□	□	□	□
15	Compte de régularisation et actifs divers	151 895	151 895	150 875	□	□	□	1 020
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	□	□	□	□	□	□	□
17	Participation aux bénéfices différés	□	□	□	□	□	□	□
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	□	□	□	□	□	□	□
19	Immeubles de placement	74 753	74 753	74 753	□	□	□	□
20	Immobilisations corporelles	60 222	60 222	60 222	□	□	□	□
21	Immobilisations incorporelles	2 575	2 575	□	□	□	□	2 575
22	Ecart d'acquisition	3 579	3 579	□	□	□	□	3 579
	<b>Total de l'actif</b>	<b>16 835 962</b>	<b>16 835 962</b>	<b>16 682 263</b>	<b>388 385</b>	<b>136</b>	<b>93 399</b>	<b>(234 822)</b>

31/12/2022

		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Passif</b>								
1	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□
2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	88 279	88 279	□	□	□	□	88 279
3	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	88 279	88 279	□	□	□	□	88 279
4	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□	□	□	□	□	□
5	Instruments dérivés de couverture	46 499	46 499	□	□	□	□	46 499
6	Passifs financiers au coût amorti	13 584 584	13 584 584	□	140 118	□	□	13 444 466
7	Dettes envers les établissements de crédit	8 803 660	8 803 660	□	140 118	□	□	8 663 542
8	Dettes envers la clientèle	4 727 021	4 727 021	□	□	□	□	4 727 021
9	Dettes représentées par un titre	53 903	53 903	□	□	□	□	53 903
10	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(33 848)	(33 848)	□	□	□	□	(33 848)
11	Passifs d'impôts courants et différés	15 385	15 385	15 385	□	□	□	□
12	Comptes de régularisation et passifs divers	613 623	613 623	41 412	□	□	□	572 211
13	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	□	□	□	□	□	□	□
14	Provisions techniques des contrats d'assurance	□	□	□	□	□	□	□
15	Provisions	58 151	58 151	□	□	□	□	58 151
16	Dettes subordonnées	□	□	□	□	□	□	□
17	Total dettes	14 372 673	14 372 673	56 797	140 118	□	□	14 175 758
18	Capitaux propres	2 463 289	2 463 289	□	□	□	□	2 463 289
19	Capitaux propres - part du groupe	2 463 289	2 463 289	□	□	□	□	2 463 289
20	Capital et réserves liées	630 063	630 063	□	□	□	□	630 063
21	Réserves consolidées	1 514 710	1 514 710	□	□	□	□	1 514 710
22	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	224 895	224 895	□	□	□	□	224 895
23	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	□	□	□	□	□	□	□
24	Résultat de l'exercice	93 621	93 621	□	□	□	□	93 621
25	Participations ne donnant pas le contrôle	□	□	□	□	□	□	□
	<b>Total de passif</b>	<b>16 835 962</b>	<b>16 835 962</b>	<b>56 797</b>	<b>140 118</b>	□	□	<b>16 639 047</b>

Les valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire (colonne b) ne sont pas égales à la somme de leur ventilation par type de risque (colonne c à g).

## PRINCIPALES SOURCES D'ÉCARTS ENTRE LES VALEURS COMPTABLES ET RÉGLEMENTAIRES DES EXPOSITIONS (LI2)

		Total	Éléments soumis au 31 décembre 2022			
			Cadre du risque de crédit	Cadre des titrisations	Cadre du risque de crédit de contrepartie	Cadre du risque de marché
<i>(en milliers d'euros)</i>						
1	Valeur comptable des actifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	17 070 784	16 682 263	388 385	136	93 399
2	Valeur comptable des passifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	196 915	56 797	140 118	□	□
3	Montant total net selon le périmètre de consolidation prudentielle	16 873 869	16 625 466	248 267	136	93 399
4	Montants hors bilan	6 885 144	1 694 573	□	□	□
5	Différences de valorisation	79 590	11 978	67 612	□	
6	Différences dues à des règles de compensation différentes, autres que celles déjà incluses dans la ligne 2	(134 767)	□	(134 767)	□	
7	Différences dues à la prise en compte des provisions	270 037	270 037	□	□	
8	Différences dues à l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC)	□	□	□	□	
9	Différences dues aux facteurs de conversion du crédit	(82 897)	□	□	□	
10	Différences dues aux titrisations avec transfert de risque	□	□	□	□	
11	Autres différences	(805 523)	(747 521)	(58 002)	□	
12	Montants d'exposition pris en compte à des fins réglementaires	17 977 779	17 854 533	123 110	136	□

## **DESCRIPTION DES DIVERGENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION (LI3 : ENTITÉ PAR ENTITÉ)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'a pas de divergences entre les périmètres réglementaires et consolidés.

## **EXPLICATIONS DES ÉCARTS ENTRE LES MONTANTS COMPTABLES ET LES EXPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES (EU LIA)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'a pas de divergences entre les périmètres réglementaires et consolidés.

## **AUTRES INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE CHAMP D'APPLICATION (EU LIB)**

---

Toutes les filiales sont incluses au périmètre de consolidation, il n'y a pas d'éléments à indiquer au titre du LIB.

## 4. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

### 4.1 Synthèse des emplois pondérés

#### 4.1.1 Emplois pondérés par type de risque (EU OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 5 334 millions d'euros au 31 décembre 2022 contre 5 113 millions d'euros au 31 décembre 2021.

		Montant total d'exposition au risque (TREA)		Exigences totales de fonds propres
		31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022
<b>1</b>	<b>Risque de crédit (hors CCR)</b>	<b>4 722 708</b>	<b>4 525 522</b>	<b>377 817</b>
2	Dont approche standard	559 453	719 282	44 756
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	1 425 772	1 241 011	114 062
4	Dont approche par référencement	□	□	□
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	1 476 524	1 354 461	118 122
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	1 260 958	1 210 767	100 877
<b>6</b>	<b>Risque de crédit de contrepartie - CCR</b>	<b>70 340</b>	<b>43 737</b>	<b>5 627</b>
7	Dont approche standard	12 825	26 992	1 026
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	□	□	□
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	□	□	□
EU 8b	Dont ajustement de l'évaluation de crédit — CVA	57 515	16 745	4 601
9	Dont autres CCR	□	□	□
<b>15</b>	<b>Risque de règlement</b>	<b>5</b>	□	□
<b>16</b>	<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>2</b>
17	Dont approche SEC-IRBA	□	□	□
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	□	□	□
19	Dont approche SEC-SA	29	26	2
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	□	□	□
<b>20</b>	<b>Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)</b>	□	□	□
21	Dont approche standard	□	□	□
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	□	□	□
<b>EU 22a</b>	<b>Grands risques</b>	□	□	□
<b>23</b>	<b>Risque opérationnel</b>	<b>539 708</b>	<b>543 266</b>	<b>43 177</b>
EU 23a	Dont approche élémentaire	□	□	□
EU 23b	Dont approche standard	22 896	2 564	1 832
EU 23c	Dont approche par mesure avancée	516 812	540 703	41 345
<b>24</b>	<b>Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)</b>	<b>171 153</b>	<b>151 040</b>	<b>13 692</b>
<b>25</b>	<b>Total</b>	<b>5 332 789</b>	<b>5 112 551</b>	<b>426 623</b>

Les emplois pondérés s'établissent à 5 334 millions d'euros (ligne 29) au 31 décembre 2022, en hausse de 220 millions d'euros (soit +4%) sur l'année, en raison notamment :

- D'une augmentation des emplois pondérés sur la clientèle de détail (+50 millions d'euros)
- D'une augmentation des emplois pondérés sur le secteur des entreprises (+172 millions d'euros)

## APPROCHE DE L'ÉTABLISSEMENT EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES (EU OVA)

---

### Appétence aux risques, Gouvernance et organisation de la gestion des risques

#### Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. La déclaration d'appétit pour le risque de la Caisse régionale est élaborée en cohérence avec le processus d'identification des risques. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse régionale. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme, de la déclaration d'appétit, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

**L'appétit pour le risque (*Risk Appetite*)** du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou est le type et le niveau agrégé de risque que la Caisse régionale est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable ;
- une exposition au risque de marché limitée ;
- la maîtrise des risques ALM (Liquidité, RTIG et change) ainsi que la maîtrise de la croissance des emplois pondérés et de la taille de bilan ; un encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel avec un appétit nul au risque juridique et un cadre de gestion des risques informatiques et cyber rigoureux intégrant entre autres une politique de sécurité des SI et une organisation forte de la fonction sécurité informatique ;
- un risque de non-conformité limité au seul risque subi, lequel est strictement encadré ;
- une gestion des risques environnementaux à travers les grands facteurs de risque (notamment crédit), en cohérence avec la stratégie et les engagements de la Caisse régionale, et suivant la réglementation évolutive. La formalisation de l'appétit pour le risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou en cohérence avec le Plan Moyen Terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions stratégie, finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque est coordonnée avec les Directions opérationnelles des différentes entités et vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétit pour le risque ;
- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétit pour le risque du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou reprend les grands indicateurs stratégiques définis dans le Plan Moyen Terme et forme le cadre de gestion des risques dans lequel s'inscrit

la stratégie. Les objectifs PMT que le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou se fixe sont ensuite déclinés annuellement dans le cadre du budget. L'appétit pour le risque s'exprime ainsi annuellement dans la déclaration et la matrice d'appétence. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'indicateurs stratégiques encadrés par des zones d'appétence, de tolérance, et, pour les indicateurs pour lesquels il existe des seuils réglementaires, des seuils de capacité.

Outre la déclaration annuelle, du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou exprime également son appétence tout au long de l'année dans des cadres de risques approuvés par le Conseil d'administration, après avis du Comité des risques du Conseil. Le Comité des risques appuie ses revues sur les validations données par le Comité des risques du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou présidé par le Directeur Général.

La déclaration synthétique et la matrice sont complétées par le tableau de bord des risques et limites internes et réglementaires du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou qui permet de suivre des indicateurs plus opérationnels représentatifs des risques majeurs et constitués d'une sélection de limites ou seuils d'alerte fixés dans ces cadres de risques. Ce tableau de bord est présenté trimestriellement au Comité des risques du Conseil et au Conseil d'administration du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou.

L'appétit pour le risque du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou s'exprime au moyen :

• **d'indicateurs clés portant sur :**

– la solvabilité qui garantit la pérennité du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement ;

– le résultat, car il nourrit directement la solvabilité future et la capacité de distribution aux sociétaires, et constitue donc un élément clé de la communication financière du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou. De plus, son niveau reflète également la matérialisation des risques ;

- la liquidité dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution ;

- le risque de taux et d'inflation qui sont de nature à impacter fortement les résultats du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou compte tenu de son activité de transformation et de collecteur d'épargne réglementée

- le risque de crédit qui constitue le principal risque compte tenu de son positionnement commercial et de sa stratégie de développement. Une vigilance toute particulière lui est dédiée dans le contexte lié aux suites de la crise sanitaire et de la crise en Ukraine.

- et des risques clé que sont les risques de marché, le risque opérationnel du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou et le risque de non-conformité.

• **de limites et seuils d'alerte sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs ;

• **d'axes qualitatifs**, inhérents à la stratégie et aux activités du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise qui traduit la préoccupation du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra financiers.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

• **l'appétit** correspond à une gestion normale et courante des risques et à des indicateurs dont le niveau est au-dessus du seuil de tolérance ;

• **la tolérance** correspond à un niveau de pilotage plus rapproché du Conseil d'Administration. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information du Comité des risques ou du Conseil d'administration. Les actions correctrices adaptées doivent alors être présentées ;

• **la capacité**, définie uniquement pour les indicateurs pour lesquels il existe un seuil réglementaire, commence lors du franchissement de ce seuil réglementaire. L'entrée dans la zone de capacité conduit à un dialogue rapproché avec les superviseurs.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou s'appuie sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs

du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou et à les classer par catégorie et sous catégories selon une nomenclature homogène.

### Profil de risque global :

L'activité du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité sur son territoire avec un stock de défaut faible et un taux de provisionnement prudent.

Le profil de risque du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou est suivi et présenté a minima trimestriellement en Comité des risques et Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque. Les principaux éléments du profil de risque de la Caisse régionale au 31 décembre 2022 sont détaillés respectivement dans les sections "Gestion des risques et Pilier 3" du Rapport Financier Annuel :

- Risque de crédit : partie 5.3.4 (Gestion des risques) et partie 3.2 (Pilier 3) ;
- Risque de marché : partie 5.3.5 (Gestion des risques) et partie 3.4 (Pilier 3) ;
- Risques financiers (taux, change, liquidité et financement) : partie 5.3.6 (Gestion des risques) et parties 4 et 5 (Pilier 3) ;
- Risque Opérationnels : partie 5.3.7 (Gestion des risque) et partie 3.6 (Pilier 3).

Un échantillon des indicateurs clefs de la déclaration d'appétit pour le risque est repris dans le tableau ci-dessous :

	Ratio CET 1 (Phasé)	Ratio LCR (niveau de fin d'année)	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	Taux de créances dépréciées sur encours
<b>31 décembre 2022</b>	27,34%	116,20%	21,1 m€	93,6 m€	1,4%
<b>31 décembre 2021</b>	27,78%	201,60%	20,1 m€	72,5 m€	1,5%

Au 31 décembre 2022, les indicateurs d'appétit pour le risque de solvabilité, résultat, coût du risque et dépréciations de créances se situent dans la zone d'appétit pour le risque défini par le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

### Adéquation aux risques des dispositifs de l'établissement l'article 435.1 (e) du règlement de l'Union européenne n°575/2013

#### Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou, mis en oeuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier Risques (pilotee par la DRG – Direction des risques Groupe), indépendante des métiers et rapportant à la Direction Générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des pôles métiers qui assurent le développement de leur activité, la DRG a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé le Groupe sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité du Groupe.

La DRG assure un suivi consolidé des risques à l'échelle du Groupe, s'appuyant sur un réseau de responsables de la fonction Gestion des risques (RFGR), rattachés hiérarchiquement à la Directrice des risques et des contrôles permanents et fonctionnellement à l'organe exécutif de l'entité ou du pôle métier. Les responsables des risques et contrôles permanents (RCPR) des Caisses régionales sont pour leur part, rattachés hiérarchiquement au Directeur Général de leur entité et fonctionnellement au RCPR du Groupe.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein du Groupe, la DRG assure les missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétit pour le risque du Groupe en collaboration avec les fonctions Finances, Stratégie et Conformité et les lignes métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi de l'ensemble des risques jugés majeurs du Groupe tels que définis dans le process annuel d'identification des risques ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des pôles métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des pôles métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques ;
- assurer le recensement et l'analyse des risques des entités collectés dans les systèmes d'informations risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital sont assurés par le département Pilotage Financier de la Direction des finances Groupe (FIG).

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe la DRG.

### **Principaux Comités traitant des risques**

Les principes d'organisation et les composantes du dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale, et communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, recouvrent des obligations en matière :

- d'information de l'organe de surveillance (stratégies risques, limites fixées aux prises de risques et utilisation de ces limites, activité et résultats du contrôle interne) ;
- d'implication directe de l'organe de direction dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l'ensemble des acteurs ;
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, de délégations formalisées et à jour ;
- de normes et procédures, notamment en matière comptable, formalisées et à jour.

A ce titre, les dirigeants participent aux différents comités de suivi des risques :

- Comité financier
- Comité de contrôle interne
- Comité de Gouvernance OFAC
- Comité Mif-Conformité
- Comité des risques crédit
- Comité de recouvrement
- Comité des engagements

Les Comités d'audit et risques du Conseil d'administration se sont réunis 6 fois en 2022. Le rapport annuel de contrôle interne a été présenté le 25 février 2023, le rapport semestriel de contrôle interne le 18 octobre 2022, la révision de la politique financière, de la politique de maîtrise des risques et des limites afférentes et la déclaration d'appétence au risque le 08 décembre 2022.

Le Conseil d'administration a été informé :

- Au moins semestriellement de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements financiers de la Caisse régionale,

- Du rapport annuel de contrôle interne. Ce rapport décrit le dispositif de contrôle interne incluant les domaines du contrôle permanent (surveillance des risques crédits, comptables et financiers, risques opérationnels, PSEE...), du contrôle périodique et du contrôle conformité (Lutte anti-blanchiment, NAP, ...),
- Du rapport semestriel du contrôle interne,
- Des révisions des politiques financières, de maîtrise des risques et des limites afférentes et la déclaration d'appétence aux risques,
- Du suivi trimestriel des risques crédits et des limites fixées par la politique de maîtrise des risques,
- Des scénarios majeurs des risques opérationnels,
- Du plan de remédiation OFAC,
- Des résultats des stress test,
- De la déclinaison de la loi SAPIN 2,

En outre, conformément à ses obligations la Caisse régionale a mis en place une fonction Risques et contrôles permanents :

- Un Responsable du Contrôle permanent et des risques (RCPR) est nommé ;
- Il supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre, qui couvre les missions de pilotage et de contrôle permanent des risques du ressort de la ligne métier ;
- Il bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés. Il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (comités...), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable. Il est associé aux projets de l'entité, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

### Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble du Groupe, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- des Comités carrières et talents au sein de la ligne métier Risques, qui permettent de planifier le renouvellement des "postes clés", de favoriser la mobilité des hommes et des femmes relevant de cette expertise et ainsi d'enrichir les trajectoires en diversifiant les portefeuilles de compétences ;
- des carrières valorisées et une expérience recherchée par les autres filières grâce à un passage dans la ligne métier Risques ;
- une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs intra et hors Ligne Métier Risques. Ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des collaborateurs du Groupe avec notamment un e-learning, permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;
- des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque, amorcées depuis 2015. Elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un atout au quotidien.

### Suivi des risques sur base consolidée

Le Comité des Risques du Conseil d'Administration et le Comité des risques du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou examinent trimestriellement les principales évolutions de la situation des risques, le tableau de bord des risques et limites réalisés par la Direction des risques et contrôles permanents. Ces documents offrent une revue détaillée de la situation des risques du Groupe sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

### Dispositif de stress tests

Les stress tests, simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques de la Caisse régionale. Les stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à

l'évaluation de l'adéquation du capital sous un scénario stressé et répondent à des exigences réglementaires. A ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de stress tests apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou du Groupe utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétit pour le Risque. Le dispositif de stress tests couvre les risques de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de stress tests pour la gestion des risques du groupe Crédit Agricole regroupe des exercices de natures diverses.

### Différents types de stress tests

- **Gestion prévisionnelle du risque par les stress tests** : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction Générale dans le cadre du Comité des Risques ou du Comité Financier. A ce titre, des stress tests encadrant le risque de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, des stress tests ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur les risques majeurs. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en Comité des Risques en matière de limites globales d'exposition.

- **Stress tests budgétaires ou stress tests ICAAP** : un exercice annuel est mené par le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce stress test sont utilisés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire de la Caisse régionale à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ce stress test dans le processus budgétaire et ICAAP est de mesurer les effets et la sensibilité en résultat des scénarios économiques (central – baseline et stressé – adverse) sur les activités de la Caisse régionale dans son ensemble. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de confronter ces indicateurs aux niveaux de tolérance de la Caisse régionale.

- **Stress tests réglementaires** : cette typologie de stress tests regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) ou émanant d'un autre superviseur.

### Gouvernance

Reprenant les orientations de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne), le programme de stress tests explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétit pour le risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction Economique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe est en risque.

### Procédures de contrôle interne et gestion des risques

L'organisation du contrôle interne de la Caisse régionale témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations, conformément aux références présentées au point 1 ci-après.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources de la Caisse régionale ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée.

Les moyens, outils et reportings mis en oeuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, au Comité des risques, à la Direction générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctives, etc.).

### Références en matière de contrôle interne

Les références en matière de contrôle interne procèdent des dispositions du Code monétaire et financier(6), de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du Règlement général de l'AMF et des recommandations relatives au contrôle interne, à la maîtrise des risques et à la solvabilité émises par le Comité de Bâle et sa transposition européenne (CRR2 / CRD5).

Ces normes, nationales et internationales, sont complétées de normes internes propres au Crédit Agricole :

- corpus des communications à caractère permanent, réglementaire (réglementation externe et règles internes au Groupe) et d'application obligatoire, relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents ;
- Charte de déontologie ;
- recommandations du Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales ;
- corps de "notes de procédure", applicables à Crédit Agricole S.A., portant sur l'organisation, le fonctionnement ou les risques. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. avait dès 2004 adopté un ensemble de notes de procédures visant au contrôle de la conformité aux lois et règlements. Ce dispositif procédural a été depuis lors adapté aux évolutions réglementaires et déployé dans les entités du Groupe, notamment en matière de sécurité financière (prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, gel des avoirs, respect des embargos...) ou de détection des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques, par exemple. Ces notes de procédure font l'objet d'une actualisation régulière, autant que de besoin, en fonction notamment des évolutions de la réglementation et du périmètre de surveillance sur base consolidée.

### Principes d'organisation du dispositif de contrôle interne

Afin que les dispositifs de contrôle interne soient efficaces et cohérents entre les différents niveaux d'organisation du Groupe, le groupe Crédit Agricole s'est doté d'un corps de règles et de recommandations communes, basées sur la mise en oeuvre et le respect de principes fondamentaux.

Ainsi, la Caisse régionale se doit d'appliquer ces principes à son propre niveau.

## Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne de la Caisse régionale, communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, recouvrent des obligations en matière :

- d'information de l'organe de surveillance (stratégies risques, limites fixées aux prises de risques, activité et résultats du contrôle interne, incidents significatifs) ;
- d'implication directe de l'organe de direction dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l'ensemble des acteurs ;
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, de délégations formalisées et à jour ;
- de normes et procédures formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques : de crédit, de marché, de liquidité, financiers, opérationnels (traitements opérationnels, qualité de l'information financière et comptable, processus informatiques), risques de non-conformité et risques juridiques ;
- un système de contrôle, s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (réalisés par les unités d'Inspection générale ou d'audit) ;
- l'adaptation des politiques de rémunérations du Groupe (suite aux délibérations du Conseil d'administration des 9 décembre 2009 et 23 février 2011) et des procédures de contrôle interne – en application de la réglementation nationale, européenne ou internationale en vigueur et notamment les réglementations liées à la Capital Requirements Directive (CRD 5), à l'AIFM, à UCITS V et à Solvabilité 2, aux dispositions relatives à la Volcker Rule, à la loi de Séparation bancaire et à la directive MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques (cf. partie I du présent rapport).

## Pilotage du dispositif

En application de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié en 2021, l'obligation est faite à chaque responsable d'entité ou de métier, chaque manager, chaque collaborateur et instance du Groupe, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Cette exigence repose sur des principes d'organisation et une architecture de responsabilités, de procédures de fonctionnement et de décision, de contrôles et de reportings à mettre en œuvre de façon formalisée et efficace.

## Comité de contrôle interne

Le Comité de contrôle interne, instance faîtière de pilotage des dispositifs, s'est réuni régulièrement sous la présidence de la Direction générale.

Ce Comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en œuvre au sein de la Caisse régionale. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le Comité de contrôle interne, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est composé notamment du Directeur général et du Directeur général adjoint. À ce titre, il est distinct du Comité des risques, démembré du Conseil d'administration, et il est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Audit interne, Gestion des risques, Vérification de la conformité.

### Trois lignes métiers intervenant sur l'ensemble du Groupe

Le responsable de la Direction des risques Groupe, l'Inspecteur général Groupe et le Directeur de la conformité Groupe sont directement rattachés au Directeur général de Crédit Agricole S.A. et disposent d'un droit d'accès au Comité des risques ainsi qu'au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le Directeur des risques Groupe a été désigné comme responsable de la gestion des risques pour Crédit Agricole S.A., ainsi que pour la Caisse régionale.

Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Elles effectuent à ce titre :

- le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, financiers et opérationnels, par la Direction des risques Groupe, également en charge du contrôle de dernier niveau de l'information comptable et financière et du suivi du déploiement par le responsable de la sécurité informatique Groupe de la sécurité des systèmes d'information et des plans de continuité d'activités ;
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité par la Direction de la conformité Groupe qui assure notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités de la Caisse régionale par l'Inspection générale Groupe.

En complément de l'intervention des différentes fonctions de contrôle, les autres fonctions centrales de Crédit Agricole S.A., les directions et les lignes métiers concourent à la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne sur base consolidée, que ce soit au sein de comités spécialisés ou via des actions de normalisation des procédures et de centralisation de données.

Organisée en ligne métier, la Direction des affaires juridiques a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

### En ce qui concerne Crédit Agricole S.A. et ses filiales

Les fonctions, directions et lignes métiers sont elles-mêmes relayées par des dispositifs décentralisés au sein de chacune des entités juridiques, filiales de premier rang, relevant du périmètre de surveillance sur base consolidée de Crédit

Agricole S.A., comportant :

- des comités de contrôle interne, trimestriels, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, regroupant le Directeur général de l'entité et les représentants des fonctions de contrôle de l'entité et de Crédit Agricole S.A., chargés notamment du pilotage du dispositif de contrôle interne mis en œuvre dans l'entité, de l'examen des principaux risques auxquels l'entité est exposée, de l'évaluation critique des dispositifs de contrôle interne et de l'action de l'audit, du suivi des missions et des mesures correctives éventuellement nécessaires ;
- des comités spécialisés propres à chaque entité ;
- un réseau de correspondants et d'instances dédiés à chaque ligne métier.

### En ce qui concerne la Caisse régionale

Pour la Caisse régionale, l'application de l'ensemble des règles du Groupe est facilitée par la diffusion de recommandations nationales sur le contrôle interne par le Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales et par l'activité des fonctions de contrôles centrales de Crédit Agricole S.A. Le Comité plénier, chargé de renforcer le pilotage des dispositifs de contrôle interne des Caisses régionales, est composé de Directeurs généraux, de cadres de direction et de responsables des fonctions de contrôle des Caisses régionales, ainsi que de représentants de Crédit Agricole S.A. Son action est prolongée au moyen de

rencontres régionales régulières et de réunions de travail et d'information entre responsables des fonctions de contrôle de Crédit Agricole S.A. et leurs homologues des Caisses régionales.

Le rôle d'organe central dévolu à Crédit Agricole S.A. amène celui-ci à être très actif et vigilant en matière de contrôle interne. En particulier, un suivi spécifique des risques et des contrôles des Caisses régionales est exercé à Crédit Agricole S.A. par des unités dédiées de la Direction des risques Groupe et par la Direction de la conformité Groupe.

### Rôle du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise et approuve son dispositif de contrôle interne. Il approuve l'organisation générale ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétit pour le risque, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du Rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire et aux normes définies par Crédit Agricole S.A.

Le Conseil est informé, au travers du Comité des risques, des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Président du Comité des risques rend compte au Conseil des travaux du Comité et en particulier du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques.

### Rôle du Directeur Général en matière de contrôle interne

Le Directeur Général définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficace par des personnes habilitées et compétentes. Il est directement et personnellement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. En particulier, il fixe les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par le Conseil d'administration, dans le cadre de la déclaration d'appétence au risque.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permettrait d'identifier et des mesures correctives proposées. À ce titre, le Directeur général est destinataire des notes de synthèse circonstanciées présentant les conclusions des missions du Contrôle périodique.

### Dispositifs de contrôle interne spécifiques et dispositifs de maîtrise et surveillance des risques de la Caisse régionale

La Caisse régionale met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, opérationnels, risques financiers, etc.) adaptés à ses activités et à son organisation, faisant partie intégrante du dispositif de contrôle interne, dont il est périodiquement rendu compte à l'organe de direction, à l'organe de surveillance, au Comité des risques, notamment via les rapports sur le contrôle interne et la mesure et la surveillance des risques.

### Fonction Risques et contrôles permanents

La ligne métier Risques a été créée en 2006 en application des modifications du règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

La ligne métier Risques a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques de la Caisse régionale : risques de crédit, financiers et opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations de services essentielles externalisées.

La gestion des risques s'appuie sur un dispositif selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques, et de limites de risques formalisées dans les stratégies risques. Ces limites sont revues a minima une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Comité des risques.

Elles sont accompagnées de limites, notamment sur les grandes contreparties. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité.

Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

La ligne métier est placée sous la responsabilité de la Direction générale.

Le fonctionnement de la ligne métier s'appuie sur des instances de gouvernance structurées, parmi lesquelles les Comités de contrôle interne, le Comité des risques dans le cadre duquel l'exécutif valide les stratégies et est informé du niveau de ses risques.

### Fonctions Risques et contrôles permanents centrales de Crédit Agricole S.A.

Au sein de Crédit Agricole S.A., la Direction des risques Groupe assure le pilotage et la gestion globale des risques et des dispositifs de contrôle permanent du Groupe.

### Gestion globale des risques Groupe

La mesure consolidée et le pilotage de l'ensemble des risques du Groupe sont assurés de façon centralisée par la Direction des risques Groupe, avec des unités spécialisées par nature de risque qui définissent et mettent en oeuvre les dispositifs de consolidation et de risk management (normes, méthodologies, système d'information).

Le dispositif de la Direction des risques Groupe comprend également une fonction de "pilotage risques métier" en charge de la relation globale et individualisée avec chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Le suivi des risques Groupe par les unités de pilotage risque métiers s'effectue notamment dans le cadre du Comité des risques Groupe et du comité de suivi des risques des Caisses régionales.

Il s'effectue également au travers d'une procédure d'alerte déclinée sur l'ensemble des entités et qui permet une présentation des risques les plus significatifs à un Comité Spécifique sur un rythme bimensuel (Comité de suivi des alertes).

Crédit Agricole S.A. mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

Ces mesures sont complétées par des mesures périodiques de déformation de profil de risque sous scénarios de stress et d'une évaluation régulière basée sur différents types de scénarios.

Outre les exercices réglementaires, du point de vue de la gestion interne, des stress sont réalisés a minima annuellement par l'ensemble des entités. Ces travaux sont réalisés notamment dans le cadre du processus budgétaire annuel afin de renforcer la pratique de la mesure de sensibilité des risques et du compte de résultat du Groupe et de ses différentes composantes à une dégradation significative de la conjoncture économique. Ces stress globaux sont complétés par des analyses de sensibilité sur les principaux portefeuilles.

La surveillance des risques par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur base individuelle ou collective passe par un dispositif de suivi des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, de la correcte classification des créances au regard de la réglementation en vigueur (créances dépréciées notamment), de l'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques sous le contrôle des Comités risques ainsi que par la revue périodique des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les affaires sensibles.

Dans un contexte de risque contrasté et incertain, Crédit Agricole S.A. mène une politique de revue active des politiques et stratégies de risques appliquées par les filiales. Par ailleurs, les principaux portefeuilles

transverses du Groupe (habitat, énergie, professionnels et agriculteurs, crédits à la consommation, capital investissement, etc.) ont fait l'objet d'analyses présentées en Comité des risques du Groupe (CRG). Le périmètre des risques couverts dans les stratégies risque examinées en CRG intègre également le risque de modèle, le risque opérationnel, le risque conglomérat et le risque environnemental.

Des procédures d'alerte et d'escalade sont en place en cas d'anomalie prolongée, en fonction de leur matérialité.

### **Contrôles permanents des risques opérationnels**

La Direction des risques Groupe assure la coordination du dispositif du Contrôle Permanent (définition d'indicateurs de contrôles clés par type de risques, déploiement d'une plateforme logicielle unique intégrant l'évaluation des risques opérationnels et le résultat des contrôles permanents, organisation d'un reporting des résultats de contrôles auprès des différents niveaux de consolidation concernés au sein du Groupe).

### **Fonctions Risques et contrôles permanents déconcentrées, au niveau de chacun des métiers du Groupe - Au sein de Crédit Agricole S.A.**

Le déploiement de la ligne métier s'opère sous forme de ligne métier hiérarchique par la nomination d'un Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR) pour chaque filiale ou pôle métier. Le RFGR métier est rattaché hiérarchiquement à la Directrice des risques Groupe et fonctionnellement à l'organe de direction de l'entité concernée. Ce positionnement assure l'indépendance des Directions risques et contrôles permanents locales.

Chaque filiale ou métier, sous la responsabilité de son RFGR, se dote des moyens nécessaires pour assurer la gestion de ses risques et la conformité de son dispositif de contrôle permanent, afin de mettre en œuvre une fonction de plein exercice (vision exhaustive et consolidée des risques, de nature à garantir la pérennité de l'entité sur l'ensemble de son périmètre de surveillance sur base consolidée).

Les relations entre chaque filiale ou métier et la Direction des risques Groupe sont organisées autour des principaux éléments suivants :

- mise en œuvre par chaque filiale ou métier des normes et procédures transverses du Groupe, élaborées par la Direction des risques Groupe ;
- détermination pour chaque filiale ou métier d'une stratégie risques, validée par le Comité des risques Groupe sur avis de la Direction des risques Groupe, précisant notamment les limites globales d'engagement de l'entité ;
- principe de délégation de pouvoirs du RFGR Groupe aux RFGR métier qui lui sont hiérarchiquement rattachés dans l'exercice de leurs missions, sous condition de transparence et d'alerte de ces derniers vis-à-vis de la Direction des risques Groupe ;

### **Fonctions Risques et contrôles permanents déconcentrées, au niveau de chacun des métiers du Groupe - Sur le périmètre de la Caisse régionale**

La réglementation bancaire relative aux risques s'applique à la Caisse régionale à titre individuel. La Caisse régionale est responsable de son dispositif de risques et contrôles permanents et dispose d'un Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR), rattaché à son Directeur général, en charge du pilotage des risques et des contrôles permanents. Celui-ci a également sous sa responsabilité le responsable de la Conformité.

En outre, en qualité d'organe central, Crédit Agricole S.A., via la Direction des risques Groupe, consolide les risques portés par les Caisses régionales et assure un rôle de normalisation, de pilotage, de coordination et d'animation de la ligne métier Risques dans les Caisses régionales, notamment en leur diffusant les normes nécessaires, en particulier pour la mise en place d'un dispositif de contrôle permanent de niveau Groupe.

Par ailleurs, les risques de crédit importants pris par les Caisses régionales sont présentés pour prise en garantie partielle à Foncaris, établissement de crédit, filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A. L'obligation faite aux Caisses régionales de demander une contre-garantie à Foncaris sur leurs principales opérations (supérieures à un seuil défini entre les Caisses régionales et Foncaris) offre ainsi à l'organe central un outil efficace lui permettant d'apprécier le risque associé avant son acceptation.

## Dispositif de contrôle interne en matière de plans de continuité d'activité et de sécurité des systèmes d'information

Le dispositif de contrôle interne mis en place permet d'assurer auprès des instances de gouvernance un reporting périodique des risques relatifs aux plans de continuité d'activité et à la sécurité des systèmes d'information.

### Plans de continuité d'activité

En ce qui concerne les plans de secours informatique, les productions informatiques de la majorité des filiales de Crédit Agricole S.A. ainsi que celles des 39 Caisses régionales hébergées sur le bi-site sécurisé Greenfield bénéficient structurellement de solutions de secours d'un site sur l'autre.

Ces solutions sont testées de manière récurrente. La Caisse régionale suit le même processus en termes de tests.

En ce qui concerne les plans de repli des utilisateurs, la Caisse régionale dispose de deux centres administratifs sur chacun des deux départements qui offrent une sécurisation élevée en cas d'indisponibilité de l'un des immeubles. Par ailleurs, et conformément à la politique Groupe, la Caisse régionale est en capacité à faire face à une attaque virale massive des postes de travail avec des solutions adaptées (site de secours physique, banc de matricage de poste et stock de PC de crise).

### Sécurité des systèmes d'Information

Le Groupe Crédit Agricole a poursuivi le renforcement de sa capacité de résilience face à l'ampleur des risques informatiques et en particulier des cyber-menaces et ce, en termes d'organisation et de projets.

Une gouvernance sécurité Groupe est en place avec un Comité sécurité Groupe (CSG), faitier décisionnaire et exécutoire, qui définit la stratégie sécurité Groupe par domaine en y intégrant les orientations des politiques sécurité, détermine les projets sécurité Groupe, supervise l'exécution de la stratégie sur la base d'indicateurs de pilotage des projets Groupe et d'application des politiques et enfin, apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines relevant de sa compétence : plan de continuité des activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des systèmes d'information.

Les fonctions Manager des risques systèmes d'information (MRSI) et Chief Information Security Officer (CISO) sont déployées au sein de de la Caisse régionale. Le Responsable de la Fonction de Gestion des Risques (RFGR) consolide les informations lui permettant d'exercer un second regard.

## Dispositifs de contrôle interne spécifiques et dispositifs de maîtrise et surveillance des risques du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou

### Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

Se reporter à la partie 4.8.1 du Rapport Financier Annuel

Au niveau de chaque filiale, la Direction financière constitue un relais, chargé de la déclinaison, en fonction des spécificités du métier, des normes et principes du Groupe dans ces domaines. Elle constitue également dans certains cas un palier d'élaboration des données comptables et des données de gestion du métier. Chaque direction risques et contrôles permanents de filiale au sein du Groupe est également responsable de la production des données risques utilisées dans le cadre de l'élaboration de l'information financière et de la mise en œuvre de contrôles permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables.

Chaque entité se dote des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables, de gestion et risques transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables au Groupe, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe de surveillance, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

## **PROCEDURES D'ELABORATION ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

Chaque entité du Groupe a la responsabilité, vis-à-vis du Groupe et des autorités de tutelle dont elle dépend, de ses comptes individuels, qui sont arrêtés par son organe de surveillance ; selon la dimension des entités, ces comptes sont préalablement examinés par leur Comité d'audit, quand elles en sont dotées.

Concernant les Caisses régionales de Crédit Agricole, l'arrêté des comptes s'accompagne d'une mission d'approbation réalisée par la Direction de l'Information Comptable et Réglementaire de Crédit Agricole S.A., dans le cadre de l'exercice de sa fonction d'organe central. Les comptes consolidés du Crédit Agricole S.A. sont présentés au Comité d'audit et arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

L'information financière publiée s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion et des données risques.

### **Données comptables**

Les données individuelles des entités sont établies selon les normes comptables applicables dans le pays d'exercice de l'activité. Pour les besoins d'élaboration des comptes consolidés du Groupe, les comptes locaux sont retraités pour être en conformité avec les principes et méthodes IFRS retenus par Crédit Agricole S.A.

### **Données de gestion**

Les données de gestion sont issues de la Direction Finances Groupe ou de la Direction des Risques Groupe. Elles sont remontées en anticipation des données comptables définitives selon les mêmes normes de définition et de granularité et servent à alimenter le reporting de gestion interne du Groupe.

Les données de gestion peuvent provenir également de sources d'information externes (Banque Centrale Européenne, Banque de France) pour le calcul des parts de marché notamment.

Conformément aux recommandations de l'AMF et du « European Securities and Markets Authority » (ESMA) », l'utilisation de données de gestion pour élaborer l'information financière publiée respecte les orientations suivantes :

- qualification des informations financières publiées : informations historiques, données pro forma, prévisions ou tendances ;
- description claire des sources desquelles est issue l'information financière.

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait mention des sources et de la définition des modes de calcul ;

- comparabilité dans le temps des données chiffrées et des indicateurs qui impliquent une permanence des sources, des modes de calcul et des méthodes.

### **DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERMANENT COMPTABLE**

Le dispositif de Contrôle Permanent Comptable a pour objectif de s'assurer que la couverture des risques comptables susceptibles de remettre en cause la qualité de l'information comptable et des reportings réglementaires est satisfaisante et efficace.

Rattachée hiérarchiquement à la Direction Risques Financiers Groupe, les missions de la fonction sont réalisées par le service Contrôle Comptable qui assure :

- Le Contrôle permanent des Directions opérationnelles du pôle FIG hors DPF de Crédit Agricole SA entité sociale ;
- Le pilotage des dispositifs de Contrôle Permanent Comptable de toutes les entités du Groupe Crédit Agricole, en étroite collaboration avec le réseau de contrôleurs comptables des Caisses régionales et des filiales.

Les missions suivantes sont réalisées :

- Assurer les travaux de contrôle permanent applicables aux directions de Crédit Agricole SA entité sociale sous sa responsabilité ;

- Coordonner la gouvernance du Contrôle permanent pour les Directions de Crédit Agricole SA sous sa responsabilité ;
- Définir les méthodologies relatives au contrôle comptable, au sein du groupe Crédit Agricole ;
- Assurer la surveillance et la supervision des dispositifs de Contrôle permanent comptable déployés au sein des filiales et des Caisses Régionales du Groupe ;
- Emettre des avis risques comptables, dans le cadre des Stratégies risques présentées par les entités, sur la base d'analyses approfondies des dispositifs de contrôle permanent comptable. La fonction Contrôle permanent Comptable, responsable des contrôles comptables de second niveau à la Direction de l'information Comptable et Réglementaire de Crédit Agricole SA, a mené des travaux qui ont mis en évidence un niveau de maturité des dispositifs globalement satisfaisant. Des études ponctuelles ont été menées ; elles n'ont pas mis en évidence de dysfonctionnement majeur. Des plans d'actions destinés à mieux maîtriser les risques des processus contrôlés ont été préconisés. Un suivi de ces plans d'actions est mis en place.

La fonction Contrôle permanent Comptable, responsable des contrôles comptables de second niveau à la Direction de l'information Comptable et Réglementaire de Crédit Agricole SA, a mené des travaux qui ont mis en évidence un niveau de maturité des dispositifs globalement satisfaisant. Des études ponctuelles ont été menées ; elles n'ont pas mis en évidence de dysfonctionnement majeur. Des plans d'actions destinés à mieux maîtriser les risques des processus contrôlés ont été préconisés. Un suivi de ces plans d'actions est mis en place.

Le chantier de Mise à jour du Guide du Contrôle comptable, débuté en 2020, a été finalisé fin 2021. La diffusion de ce document, élaboré en 2010 et mis à jour une première fois en 2015, a été assurée via une Note de Procédure et une Lettre Jaune à destination de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole : NP 2022-01 / LJ 2022-001 « Guide du Contrôle comptable et des reportings réglementaires ».

Ce document de référence pour l'ensemble des contrôleurs comptables 2.1 et 2.2 du groupe Crédit Agricole, intègre les contrôles sur les nouveaux reportings ainsi que les demandes formulées par l'Agence Française Anticorruption (AFA) sur la prévention du risque de corruption défini dans la loi Sapin II de 2016.

## **RELATIONS AVEC LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Conformément aux normes d'exercice professionnel en vigueur, les Commissaires aux comptes mettent en oeuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- lecture d'ensemble des informations financières trimestrielles et des supports de présentation de l'information financière aux analystes financiers.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'Audit de la Caisse régionale leur programme général de travail, les différents sondages auxquels ils ont procédé, les conclusions de leurs travaux

relatifs à l'information comptable et financière qu'ils ont examinée dans le cadre de leur mandat, ainsi que les faiblesses significatives du contrôle interne, pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

### **Prévention et contrôle des risques de non-conformité**

Voir partie 5.3.9 "Risques de non-conformité" du RFA.

### **Contrôle périodique**

L'Inspection générale Groupe, directement rattachée au Directeur général de Crédit Agricole S.A., est le niveau ultime de contrôle au sein du Groupe Crédit Agricole. Elle a pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène, du pilotage de la ligne métier Audit-Inspection de Crédit Agricole S.A. qui lui est hiérarchiquement attachée, et de l'animation des unités d'audit interne des Caisses régionales.

A partir d'une approche cartographique actualisée des risques se traduisant par un cycle d'audit en général compris entre 2 et 5 ans, elle conduit des missions de vérification sur place et sur pièces à la fois dans les Caisses régionales, dans les unités de Crédit Agricole S.A. et dans ses filiales, y compris lorsque celles-ci disposent de leur propre corps d'Audit-Inspection interne, dans le cadre d'une approche coordonnée des plans d'audit.

Ces vérifications périodiques intègrent un examen critique du dispositif de contrôle interne mis en place par les entités auditées. Ces diligences sont établies pour apporter des assurances raisonnables sur l'efficacité de ce dispositif en termes de sécurité des opérations, de maîtrise des risques et de respect des règles externes et internes.

Elles consistent notamment, au sein des entités auditées, à s'assurer du respect de la réglementation externe et interne, à apprécier la sécurité et l'efficacité des procédures opérationnelles, à s'assurer de l'adéquation des dispositifs de mesure et de surveillance des risques de toute nature et à vérifier la fiabilité de l'information comptable.

Grâce à ses équipes d'audit spécialisées, l'Inspection générale Groupe conduit annuellement plusieurs missions à caractère informatique portant sur les systèmes d'information des entités du Groupe ainsi que les problématiques d'actualité, largement en lien avec la sécurité informatique, ou dans le domaine des modèles dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres des entités ou du Groupe. Enfin, comme prévu par la réglementation, l'Inspection générale Groupe effectue des missions d'audit des prestations de services essentiels externalisées d'enjeu Groupe ou au niveau de la Place.

L'Inspection générale Groupe assure par ailleurs un pilotage central de la ligne métier Audit-Inspection sur l'ensemble des filiales ainsi que l'animation du contrôle périodique des Caisses régionales, renforçant ainsi l'efficacité des contrôles, par une harmonisation des pratiques d'audit à leur meilleur niveau, afin d'assurer la sécurité et la régularité des opérations dans les différentes entités du Groupe et de développer des pôles d'expertise communs. La ligne métier regroupe près de 1 210 collaborateurs, équivalent temps plein, fin 2020 au sein de Crédit Agricole S.A. (y compris Inspection générale Groupe) et du périmètre des Caisses régionales.

Des missions d'audit conjointes entre l'Inspection générale Groupe et les services d'audit de filiales sont régulièrement menées, ce qui contribue aux échanges sur les meilleures pratiques d'audit. Une importance particulière est donnée aux investigations à caractère thématique et transversal.

Par ailleurs, l'Inspection générale Groupe s'assure, dans le cadre des Comités de contrôle interne des filiales concernées du Groupe – auxquels participent la Direction générale, le responsable de l'Audit interne, le responsable de la Fonction Gestion des Risques et le responsable de la Conformité de chaque entité – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

Les missions réalisées par l'Inspection générale de Crédit Agricole S.A., les unités d'audit-inspection ou tout audit externe (autorités de tutelle, cabinets externes le cas échéant) font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi dans le cadre de missions de suivi contrôlé à caractère réglementaire, inscrites au plan d'audit sur base a minima semestrielle. Pour chacune des recommandations formulées à l'issue de ces missions, ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité, et à l'Inspecteur général Groupe d'exercer, le cas échéant, le devoir d'alerte auprès de l'organe de surveillance et du Comité des risques en vertu de l'article 26 b) de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

En application de l'article 23 de l'arrêté, l'Inspecteur général Groupe rend compte de l'exercice de ses missions au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

La ligne métier audit inspection regroupe 1 196 collaborateurs, équivalent temps plein, fin 2021 :

- 752 au sein de Crédit Agricole S.A. et ses filiales ;
- 444 au sein du périmètre des Caisses régionales.

Au sein de la Caisse Régionale de Touraine et de la Poitou, l'activité du service Audit Contrôle Périodique de la Caisse régionale s'effectue dans le cadre de l'Animation Audit Inspection exercée par l'Inspection Générale Groupe, et s'inscrit dans le corpus méthodologique de la ligne Métier. Le service Audit Contrôle Périodique de la Caisse régionale exerce son rôle de contrôle de 3ème degré, de manière indépendante des unités opérationnelles, et intervient sur la Caisse régionale (siège et réseaux), mais aussi sur toute entité relevant de son périmètre de contrôle interne. Le Responsable du service Audit Contrôle Périodique est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général de la Caisse régionale.

Les missions d'audit sont réalisées par des équipes dédiées, selon des méthodologies formalisées, conformément à un plan annuel validé par la Direction générale. Les missions visent à s'assurer du respect des règles externes et internes, de la maîtrise des risques, de la fiabilité et l'exhaustivité des informations et des systèmes de mesure des risques. Elles portent en particulier sur les dispositifs de contrôle permanent et de contrôle de la conformité. Le plan annuel d'audit s'inscrit dans un cycle pluriannuel, visant à l'audit régulier et selon une périodicité aussi rapprochée que possible, de toutes les activités et entités du périmètre de contrôle interne.

Les missions réalisées par le service Audit Contrôle Périodique, ainsi que par l'Inspection Générale Groupe ou tout audit externe (autorités de tutelle, cabinets externes) font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi. Pour chacune des recommandations formulées à l'issue de ces missions, ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées dans des délais raisonnables, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité et au Responsable du service Audit Contrôle Périodique d'effectuer les retours nécessaires aux organes exécutif et délibérant.

## Gestion du risque de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

### Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, a évolué en 2020 en conformité avec les exigences prudentielles relatives au nouveau défaut dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement de plus de 90 jours et supérieur aux seuils de matérialité réglementaires sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

### Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'EBA (forbearance) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'EBA a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructuré » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont

prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, les entités du Groupe ont mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces solutions ont été maintenues et adaptées autant que nécessaire au contexte de crise sanitaire, dans le respect des textes EBA. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Les montants des expositions performantes en situation de forbearance au sens de l'ITS 2013-03 sont déclarés dans la note annexe 3.1. Les principes et méthodes comptables applicables aux créances sont précisés dans la note annexe 1.2 des états financiers consolidés.

### Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou doit s'inscrire dans le cadre de l'appétit pour le risque de la Caisse régionale et des stratégies risques validées par le Conseil d'administration. Les stratégies risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces stratégies risques sont déclinées autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect de ces stratégies risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables des Risques et contrôles permanents.

Le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou s'efforce de diversifier ses risques afin de limiter son exposition au risque de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel. Dans cet objectif, le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou surveille régulièrement le montant total de ses engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur, en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements (cf. notamment paragraphe II.2.2 « Mesure du risque de crédit »).

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.

S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients « sains » un mécanisme d'évaluation du risque CVA (Credit Valuation Adjustment) économiquement comparable à une provision collective, et pour les clients en défaut une dépréciation adaptée à la situation du dérivé, tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

En cas de défaut, le niveau de dépréciation est examiné suivant les mêmes principes que pour le risque de crédit (estimation du risque de perte des dérivés relativement à leur rang dans le « waterfall »), en tenant compte de l'existence du mécanisme de CVA, selon deux cas : soit les dérivés sont maintenus en vie (CVA ou dépréciation individuelle), soit ils sont dénoués (dépréciation individuelle).

### Gestion du risque de crédit

#### Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entité étatique ou parapublique.

## Méthodologies et systèmes de mesure des risques

### Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par la Directrice des risques et des contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de backtesting ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, la Caisse régionale a la responsabilité de définir, mettre en œuvre et justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole disposent de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole S.A. Des procédures de contrôles a posteriori des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (Particuliers, Agriculteurs, Professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à 1 an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

#### Correspondances entre la notation Groupe et les agences de notation

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1/Aa2	Aa3/A1	A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1	Ba2	Ba3	B1/B2	B3	Caa/Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+/AA	AA-/A+	A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+/B	B-	CCC/CC/C
Probabilité de défaut à 1 an	0,001 %	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,16 %	0,30 %	0,60 %	0,75 %	1,25 %	1,90 %	5,0 %	12,00 %	20,00 %

Au sein du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou, la grande clientèle regroupe principalement les Etats souverains et Banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, les entités du groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du Front Office. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- l'uniformité de mise en oeuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- la correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- la fiabilité des données support de la notation interne.

Le Comité normes et méthodologies entre autres, s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation des méthodologies de notation et de leurs backtestings annuels.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. et ses filiales continuent de porter leurs efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des encours aux portefeuilles bâlois ;
- le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Au cours de l'année 2021, la Banque Centrale Européenne a autorisé le Groupe à utiliser les modèles de probabilité de défaut dédiés aux professionnels de l'immobilier et d'étendre l'utilisation des modèles de probabilité de défaut concernant les opérations à effet de levier (leverage buy-out ou LBO) aux Caisses régionales et à LCL.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

### **Mesure du risque de crédit**

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés. Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole S.A. et ses filiales utilisent différents types d'approches pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (swaps ou produits structurés par exemple).

Le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.2 sur les principes et méthodes comptables et 11.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfiques de la compensation et les sûretés détenues, et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillées dans la note annexe consolidée 6.8 relative à la compensation des actifs financiers des comptes consolidés.

### **Dispositif de surveillance des engagements**

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

### **Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées**

Les engagements consolidés sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend, par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de

ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein des systèmes d'information internes à chaque filiale ou métier. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou transmet trimestriellement à la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe le montant de ses engagements par catégorie de risques. Les grandes contreparties non bancaires, c'est-à-dire celles sur lesquelles les engagements cumulés du groupe Crédit Agricole dépassent 300 millions d'euros après effet de compensation, font l'objet d'une présentation spécifique au Comité des risques du Groupe.

### **Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel**

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

### **Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance**

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec le responsable des Risques et contrôles permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel au sein des Comités des Risques de la Caisse régionale.

### **Processus de surveillance et de gestion du risque pays**

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique, et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Chaque pays justifiant d'un volume d'affaires suffisant fait l'objet de limites revues annuellement et de stratégies risques sauf exception.

Cette approche est complétée par des analyses de scénarios qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques et financières défavorables, et qui donnent une vision intégrée des risques auxquels le Groupe pourrait être exposé dans des situations de tensions extrêmes.

Les missions de gestion et de contrôle des risques pays du Groupe se déclinent selon les principes suivants :

- la détermination des limites d'exposition acceptables en termes de risque pays est effectuée à l'occasion des revues des stratégies pays en fonction de l'évaluation du degré de vulnérabilité du portefeuille à la matérialisation du risque pays. Ce degré de vulnérabilité est déterminé par la nature et la structuration des opérations, la qualité des contreparties et la durée des engagements. Ces limites d'expositions peuvent être revues plus fréquemment si l'évolution d'un pays le nécessite. Ces stratégies et limites sont validées selon les enjeux en termes de risques par les Comités stratégies et portefeuilles (CSP) de Crédit Agricole CIB et le Comité des risques du Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A. ;
- le maintien d'un système d'évaluation régulière des risques pays ainsi que la mise à jour trimestrielle de la notation de chaque pays sur lesquels le Groupe est engagé sont assurés par la Banque de financement et d'investissement. Cette notation est établie grâce à l'utilisation d'un modèle interne de rating pays fondé sur des analyses multicritères (solidité structurelle, gouvernance, stabilité politique, capacité à/volonté de payer).

Des événements de nature spécifique peuvent justifier une révision de la notation en dehors du calendrier trimestriel ;

- la validation par le département des Risques pays et portefeuille de Crédit Agricole CIB d'opérations dont la taille, la maturité et le degré d'intensité au titre du risque pays sont susceptibles d'altérer la qualité du portefeuille.

La surveillance et la maîtrise de l'exposition au risque pays, tant d'un point de vue quantitatif (montant et durée des expositions) que qualitatif (vulnérabilité du portefeuille) s'opèrent grâce à un suivi spécifique et régulier de l'ensemble des expositions pays.

Les pays d'Europe de l'Ouest affichant une notation interne (inférieure à B) les rendant éligibles à une surveillance rapprochée au titre du risque pays font l'objet d'une procédure de suivi ad hoc séparée. Les expositions au risque souverain et non souverain sur ces pays sont détaillées dans la note 3.2 des annexes aux comptes consolidés.

Par ailleurs, les expositions aux autres pays dont la notation interne est inférieure à la note B sont détaillées dans le chapitre III paragraphe 2.4 "Risque pays" ci-dessous.

### **Stress tests de crédit**

Le dispositif stress test pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit (PD et LGD) aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité Normes et Méthodologies au même titre que les modèles Bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de stress test est backtesté. Ces modèles satellites sont utilisés pour les stress réglementaires (stress test 2021 organisé par l'EBA par exemple) pour le stress budgétaire (ou stress ICAAP) et pour certains stress sur des portefeuilles spécifiques. En outre, depuis le 1er janvier 2018, ces modèles contribuent également au calcul des ECL selon la norme IFRS9 (cf. partie IV.1 ci-dessous).

En cohérence avec la méthodologie EBA, les stress tests pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres IFRS9 (PD, LGD, EAD) conditionnels aux scénarios économiques pour l'estimation du coût du risque incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et sur les paramètres Bâlois pour estimer l'impact en emploi pondéré.

La Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction Générale dans le cadre du Comité des Risques Groupe.

Un stress test crédit global est réalisé a minima annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la DRG, concernent l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles bâlois, qu'ils soient traités réglementairement en méthode IRB ou en méthode Standard. L'horizon d'analyse est fixé à 3 ans (voire 4 ans pour le processus budgétaire 2021). Le processus de stress est intégré dans la gouvernance de l'entreprise et vise à renforcer le dialogue entre les filières risque et finance sur la sensibilité du coût du risque et des exigences en fonds propres à une dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des stress tests crédit globaux sont une brique importante de l'ICAAP. Ils sont examinés par le Comité exécutif et sont également communiqués au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

### **Mécanismes de réduction du risque de crédit**

#### **Garanties reçues et sûretés**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRR/CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité). Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs

: biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est du ressort des différentes entités.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

### **Utilisation de contrats de compensation**

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole S.A, ses filiales et les Caisses régionales appliquent le close out netting leur permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie. Ils recourent également aux techniques de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé, en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat cadre qui a été signé avec la contrepartie..

### **Utilisation de dérivés de crédit**

La Caisse régionale n'utilise pas de dérivés de crédit

## **Gestion du risque de marché**

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché dont les principaux sont :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

### **Objectifs et politique**

La maîtrise des risques de marché de la Caisse régionale repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques et des procédures de surveillance. En termes de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché incertain et marqué par la crise sanitaire, la Caisse régionale a poursuivi une politique de gestion prudente des risques de marché en cohérence avec son cadre d'appétence aux risques.

## Gestion du risque

### Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du Crédit Agricole S.A. est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des risques Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles. Elle tient informés les organes exécutifs (Direction générale de Crédit Agricole S.A.) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du conseil) de l'exposition du Groupe aux risques de marché ;
- au niveau de la Caisse régionale, un Responsable des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

### Les Comités de décision et de suivi des risques

Le Comité Financier composé de la Direction Générale, du Directeur Financier, du Responsable du service Contrôle de gestion-Gestion Financière et du responsable du Contrôle Permanent se réunit chaque mois. Il prend les décisions liées à la stratégie et au risque :

- Propose, adapte et exécute la politique financière ;
- Propose la politique d'allocation cible de fonds propres, la politique de refinancement et celle de gestion de la liquidité ;
- Propose les critères d'acceptation des nouvelles contreparties ;
- Contrôle l'évolution de la contribution au PNB des opérations effectuées ;
- Fixe le dispositif de limites de marché et d'alertes, validé par le Conseil d'Administration et en assure la révision annuelle

## Méthodologies de mesures et d'encadrement

### Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur la Value at Risk (VaR), la VaR stressée, les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation des positions au sein de la Caisse régionale présentant des risques de marché. Le processus de contrôles permanents intègre des procédures de validation et de backtesting des modèles.

### La VaR (Value at Risk)

L'élément central du dispositif de mesure des risques de marché est la Value at Risk (VaR) historique. Elle peut être définie comme étant la perte théorique maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, prix d'actifs, etc.), sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés. La Caisse régionale retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps d'un jour, en s'appuyant sur un an d'historique de données. Ceci permet le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la Caisse régionale dans ses activités de trading, en quantifiant le niveau de perte considéré comme maximal dans 99 cas sur 100, à la suite de la réalisation d'un certain nombre de facteurs de risque.

### Le backtesting

Un processus de backtesting permet de contrôler la pertinence du modèle de VaR pour la Caisse régionale. Il vérifie a posteriori que le nombre d'exceptions (journées pour lesquelles le niveau de perte est supérieur à la VaR) reste conforme à l'intervalle de confiance de 99 % (une perte quotidienne ne devrait statistiquement excéder la VaR calculée que deux ou trois fois par an).

Ce contrôle est effectué mensuellement par le Middle-Office.

## Les stress scenarios

En complément de la mesure de la VaR, un deuxième indicateur de risque, le stress scénario, permet d'appréhender plus correctement l'impact des conditions extrêmes de marché.

Les calculs de stress s'appliquent sur les titres comptabilisés en titres de placement et en titres d'investissement. Le dispositif Groupe est basé sur des encadrements en stress basés sur deux scénarios :

- Stress Groupe : stress élaboré à partir d'une dégradation marquée sur le souverain France qui se propage sur les autres limites souverains, corporate et bancaires, et en particulier sur les titres périphériques.
- Stress Adverse 1 an : il reprend, pour chaque facteur de risque (spread de crédit, taux d'intérêt et inflation), la plus grande variation sur un an observé sur un historique long (supérieur à 10 ans).

	En M€	31/12/21	31/12/22
Pertes potentielles selon le stress	Stress Groupe sur portefeuille JVR et JCR (TP) (hors EMTN)	28,1	27,7
	Stress Adverse 1 an sur portefeuille JVR et JCR (TP) (hors EMTN)	40,8	38,6
	Stress sur Produits complexes (EMTN)	23,9	11,3
	Stress Groupe sur portefeuille CAM (TI)	21,1	25,8

Le contrôle des scénarios de stress est effectué mensuellement par le Middle-Office. Il est réalisé avec un décalage d'un mois sur la base des fichiers reçus de Crédit Agricole SA (RiskMetric). Aucun dépassement n'a été constaté sur l'année 2022.

## Les indicateurs complémentaires

La Caisse régionale choisit une allocation de portefeuille permettant d'assurer une contribution régulière au PNB y compris dans un scénario stressé.

Dans le but de maîtriser au mieux son risque, la Caisse régionale s'est fixé plusieurs limites de placements (limite d'exposition par poche d'actif, limite sur contreparties).

La Caisse régionale gère également sur son portefeuille de titres de placement un dispositif d'alerte pour encadrer le risque de moins-values.

Les seuils d'alerte validés par le Conseil d'Administration sont les suivants :

- Alerte de perte globale 1 % maxi des fonds propres N-1 ;
- Alerte par facteur de risque :
- Perte maxi 0,5 % des fonds propres sur les classes d'actifs obligataires et alternatifs.
- Perte maxi 0,5 % des fonds propres sur les classes d'actifs actions et diversifiés.
- Une alerte est faite auprès de la Direction Générale en cas de moins-values latentes générées sur l'année civile supérieures à 2,5 millions d'euros.

Le suivi de ces limites est mensuel néanmoins un point hebdomadaire sur la valorisation du portefeuille est fait par la gestion financière et c'est ce reporting qui sert d'alerte en cas de fortes fluctuations à la baisse.

## Utilisation des dérivés de crédit

La Caisse régionale n'utilise pas les dérivés de crédit (CDS).

## Gestion du bilan

### Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction Financière de la Caisse régionale définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein de la Caisse régionale. Chaque année elle détermine et propose à la validation du Conseil d'administration de la Caisse régionale sa politique financière pour l'année à venir et les orientations stratégiques qu'elle souhaite prendre en matière notamment de risque de taux et de risque de

liquidité. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en oeuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

### **Risque de taux d'intérêt global**

Le règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013 a introduit de nouvelles exigences de publication au titre du Pilier 3 relatives au risque de taux d'intérêt global. Les informations qualitatives attendues, précisées à l'article 448, couvrent certains des thèmes jusqu'à présent traités dans la partie Gestion des risques.

### **Risque de change**

Le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise. La Caisse régionale n'a pas de position de change de cette nature.

### **Gestion des risques de liquidité et de financement**

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

#### **Objectifs et politique**

L'objectif de la Caisse régionale en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, la Caisse régionale s'appuie sur un système interne au Groupe Crédit Agricole de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;
- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte. Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité, notamment le LCR, le NSFR ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM).

#### **Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité**

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité de la Caisse régionale est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en deux ensembles :

- les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement du Groupe Crédit Agricole et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;

Les normes du système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole sont définies dans une convention entre Crédit Agricole SA et chaque entité du Groupe qui précise les principes, les règles et les recommandations. La Caisse régionale se voit ainsi notifier des limites sur les indicateurs.

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité et valide les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité de la Caisse régionale.

La situation de liquidité de la Caisse régionale fait l'objet de présentations mensuelles en Comité Financier et plusieurs fois par an au Conseil d'Administration.

### Gestion de la liquidité

La gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte auprès de la clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès :

- de Crédit Agricole SA. La Caisse régionale a la possibilité de se refinancer à taux de marché auprès de Crédit Agricole S.A. sous plusieurs formes : compte courant de trésorerie, emprunts en blanc, avances globales ;
- ou sur le marché interbancaire. La Caisse régionale rédige chaque année un programme d'émission de titres de créances négociables déposé auprès de la Banque de France qui l'autorise à émettre des NEU CP (court terme) ou des NEU MTN (moyen terme) et ainsi à se refinancer sur le marché.

### Gestion de la liquidité Court Terme

Le calibrage de la limite court terme est défini de façon à permettre à chaque entité du Groupe de résister à un environnement de liquidité très dégradé (stressscénarios) sur une période d'une année. Cette résistance est mesurée en projetant sur l'horizon d'une année les sorties et les entrées ou réserves de « cash » prévues :

- la composante « entrée de cash » intègre principalement les actifs mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE), les actifs cessibles des portefeuilles titres et la part des refinancements qui sont considérés comme pouvant être renouvelés dans une situation de stress.
- la composante « sortie de cash » intègre principalement les refinancements de marché court terme et moyen/long terme arrivant à échéance dans l'année ainsi que les besoins de refinancements additionnels nécessaires à l'activité commerciale.

La limite globale de liquidité court terme correspond au montant maximum de refinancement court terme autorisé pour la Caisse régionale.

La Caisse régionale est autorisée à utiliser le refinancement court terme au-delà de la limite ferme en fonction de l'utilisation de l'ensemble des Caisses régionales :

- La Limite Court Terme (LCT) ferme est applicable lorsque l'utilisation de LCT de toutes les Caisses régionales est supérieure à 90%.
- La Limite Court Terme conditionnelle 1 correspondant à 1.245 x la LCT ferme est applicable lorsque l'utilisation de LCT de toutes les Caisses régionales est comprise entre 80% et 90%.
- La Limite Court Terme conditionnelle 2 correspondant à 1.490 x la LCT ferme est applicable lorsque l'utilisation de LCT de toutes les Caisses régionales est inférieure à 80%.

La centralisation des informations permettant le suivi du risque de liquidité est réalisée via l'outil interne New Deal chaque mois et le contrôle du respect des limites est présenté régulièrement en Comité financier. Un suivi est réalisé par la Gestion Financière (en collaboration avec la Coopération GFC Liquidité CARCENTRE) afin de s'assurer du respect quotidien de cette limite court terme ainsi qu'un prévisionnel qui permet d'anticiper les opérations à réaliser pour ne pas dépasser la limite autorisée.

Le dépassement de la limite court terme entraîne une alerte et une éventuelle facturation de liquidité au coût équivalent à celle du déficit moyen terme. La Caisse régionale adapte le profil de son refinancement en fonction :

- des capacités de tirage sur son compte courant de trésorerie
- du profil de son endettement court terme ;
- des prévisions du niveau de consommation de sa limite court terme.

La Caisse régionale vise à lisser son échéancier d'emprunts de manière à réduire la volatilité des Outflows liés à son refinancement dans son ratio LCR et dans les stress.

La Caisse régionale vise à lisser son échéancier d'emprunts de manière à réduire la volatilité des Outflows liés à son refinancement dans son ratio LCR et dans les stress

2022	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
LCT (ferme)	358	357	357	357	357	357	357	357	357	357	357	357
LTC applicable (selon utilisation toute CR)	533	532	532	532	532	532	532	532	532	532	532	532
Conso. de LCT (fin de mois)	-61	-233	-186	-209	-173	-106	29	-320	-255	-2	158	211
% de Conso (sur LCT applicable)	-11%	-44%	-35%	-39%	-33%	-20%	5%	-60%	-48%	0%	30%	40%
Disponible sur LCT applicable	594	765	718	741	705	638	503	852	787	534	374	321

## Gestion de la liquidité Moyen et Long Terme

La volonté de Crédit Agricole S.A. est d'ajuster le profil de refinancement moyen long terme de sorte à garantir durablement la couverture des besoins en liquidité MLT, avec prise en compte de la capacité d'accès au marché (risque de concentration). Le risque de concentration d'échéances (risque d'illiquidité à MLT) est le risque de ne pas pouvoir lever sur les marchés le montant nécessaire au renouvellement des refinancements ou de lever à de mauvaises conditions. Il s'agit de maîtriser un risque d'illiquidité à moyen terme.

La mesure du risque de concentration des échéances se limite au compartiment ALM par la prise en compte des tombées de la dette à MLT (supérieures à 1 an en durée initiale). Compte tenu des besoins du Groupe et de ses capacités de refinancement sur le marché, la limite de concentration des échéances long terme par semestre est actuellement de 1,8% des encours de crédits.

La Caisse régionale n'a constaté, en 2022, aucun dépassement « actif » de la limite de concentration des échéances Long Terme.

Des dépassements sont constatés sur certains semestres du fait d'opérations non initiées par la Caisse régionale comme par exemple les refinancements TLTRO. Ces dépassements sont alors autorisés par Crédit Agricole S.A. puisque considérés comme « passifs », ils ont fait l'objet de présentations régulières en Comité financier.

Au 31 décembre 2022, la Caisse régionale respecte l'ensemble des limites de concentration.

## Gestion du risque opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations externalisées, dont les PSEE (prestations de service essentielles externalisées).

### Organisation et dispositif de surveillance :

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans la Caisse régionale comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

### Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels :

- supervision du dispositif par la Direction générale (via le volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne) ;
- mission du responsable Risques et du manager Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;
- responsabilité dans la maîtrise de ses risques ;
- corpus de normes et procédures ;
- déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétence au risque mise en place en 2015 intégrant le risque opérationnel.

## Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies :

Les cartographies sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par la Caisse régionale avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité de contrôle interne et une présentation en Comité des Risques du Conseil d'Administration.

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

## Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque :

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

## Calcul et reporting réglementaire des fonds propres au titre du risque opérationnel au niveau consolidé et au niveau entité :

Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse groupe Crédit Agricole reprenant les principales sources de risques impactant les métiers et les plans d'action associés sur les incidents les plus importants.

## Outils :

La plateforme outil RCP (Risque et contrôle permanent) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc ...).

S'agissant de la composante du système d'information relative au calcul et à l'allocation des fonds propres réglementaires, le plan d'évolution s'est poursuivi avec une rationalisation des référentiels, une meilleure granularité des informations, une automatisation des contrôles des données reprises dans les états réglementaires COREP, visant ainsi à répondre aux principes de saine gestion du SI risque du Comité de Bâle.

Ces composantes font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central.

Par ailleurs, les risques liés aux prestations essentielles externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et font l'objet d'un reporting dédié ainsi que de contrôles consolidés communiqués en central. Le dispositif du groupe Crédit Agricole est en cours d'adaptation conformément aux lignes directrices de l'ABE relatives à l'externalisation diffusées en 02/2019. Ces dernières ont été déclinées dans une norme, publiée en décembre 2021, dédiée à la maîtrise des risques des activités externalisées au sein du Groupe.

## Méthodologie

La Caisse régionale utilise l'approche des mesures avancées (AMA). L'utilisation de l'AMA a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007. Pour les filiales de la Caisse régionale, restant en méthode standard (TSA), les coefficients de pondération réglementaires utilisés pour le calcul d'exigence en fonds propres sont ceux préconisés par le Comité de Bâle (pourcentage du produit net bancaire en fonction des lignes métiers).

## Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA :

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- de favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de

confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type Loss Distribution Approach.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- de l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...) ;
- de l'évolution des cartographies de risques ;
- d'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- la base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
  - sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
  - aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ; caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Un comité semestriel de backtesting du modèle AMA (Advanced Measurement Approach) est en place et se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif et la méthodologie Risques opérationnels ont fait l'objet de missions d'audit externe de la BCE en 2015 et 2016 et 2017. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe, mais aussi de compléter l'approche prudentielle relative aux risques émergents (cyber risk, conformité/conduct risk).

## **PUBLICATION DES ACCORDS DE GOUVERNANCE (EU OVB)**

---

Les principes de gouvernance de la Caisse régionale résultent des articles du Code monétaire et financier propres aux Caisses de Crédit Agricole Mutuel et de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, telle que modifiée notamment par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire.

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Touraine Poitou est composé statutairement de dix-huit administrateurs au maximum élus pour trois ans par l'Assemblée générale et renouvelables par tiers.

### **Le Comité des Nominations**

Conformément à l'article L.511-89 du Code monétaire et financier, la Caisse régionale a créé un Comité des Nominations.

Le Comité des nominations est composé de 6 membres du Conseil d'administration de la Caisse régionale, à l'exception du Président du Conseil d'administration, désignés par le Conseil d'administration sur proposition du Président en fonction de leurs compétences particulières (la Présidence est assurée par le 1er Vice-Président).

- Il identifie et recommande au conseil d'administration les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateurs en vue de proposer leur candidature à l'assemblée générale,
- Il évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences (individuelles et collectives) des administrateurs
- Il précise les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein de ces Conseils et évalue le temps à consacrer à ces fonctions
- Il fixe un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration, du Conseil de surveillance ou de tout autre organe exerçant des fonctions équivalentes. Il élabore une politique ayant pour objet d'atteindre cet objectif
- Il évalue périodiquement et au moins une fois par an la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'administration au regard des missions qui lui sont assignées et soumet à ce conseil toutes recommandations utiles
- Il évalue périodiquement et au moins une fois par an les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Conseil d'administration, tant individuellement que collectivement, et lui en rend compte
- Il examine périodiquement les politiques du Conseil d'administration en matière de sélection et de nomination des dirigeants effectifs et du responsable de la fonction de gestion des risques et formule des recommandations en la matière
- Dans l'exercice de ses missions, le comité des nominations s'assure que le conseil d'administration n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de l'établissement de crédit.

Le Comité des nominations est composé de 6 membres. Le Comité des nominations s'est réuni 4 fois en 2022.

Les travaux du conseil ont porté sur les points suivants :

- Composition actuelle du Conseil d'administration ;
- La désignation des représentants du Conseil dans les différentes instances 2022 ;
- L'évaluation des administrateurs sur la base des compétences dont il a été préconisé la poursuite d'un plan de formation ;
- La formation des nouveaux administrateurs ;
- La projection du renouvellement du Conseil d'administration ;
- L'évaluation annuelle du Conseil d'administration.

### **Concernant la diversité du Conseil d'administration**

Le champ d'application de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 modifiant l'article L.225-37 du Code de commerce et relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance se limite aux sociétés ayant la forme de SA ou de SCA ne s'applique donc pas aux Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel qui ne sont ni des SA, ni des SCA.

Toutefois, la Caisse Régionale est sensible à la diversification de son Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration est ainsi composé de 44.4 % de femmes (8 administratrices sur un Conseil de dix-huit membres statutaires dont 2 femmes membres du Bureau du Conseil). Alors même que la réglementation relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration et de surveillance ne s'applique pas à la Caisse régionale, le Conseil d'administration dans une démarche volontaire et progressive, s'était en effet fixé un objectif d'atteindre 40% d'ici les assemblées Générales 2019 et ce afin de faire converger les pratiques de la Caisse en matière de féminisation du Conseil avec les pratiques qui sont devenues la norme pour un grand nombre de sociétés depuis le 1er janvier 2017 (conformément à la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle). Le comité des nominations est

vigilant pour tendre à la parité Hommes/Femmes en recrutant des potentiels féminins et en remplaçant en cas de départ une femme par une femme.

### **Concernant l'application de la politique de mixité au sein du Comité de Direction de la Caisse et parmi les postes à plus forte responsabilité**

Promouvoir la diversité au sein de l'entreprise, tel est l'objectif du groupe TEAM MIXYTE, composé de 11 femmes et 7 hommes qui se réunissent chaque mois pour proposer un plan d'actions et assurer la mise en œuvre du développement de la mixité dans l'entreprise et plus particulièrement dans le domaine des carrières. La Team MIXYTE a valorisé en 2022 des actions permettant aux femmes d'atteindre les fonctions d'encadrement supérieur telles que des conférences ou des participations à des formations inter-entreprises sur des thèmes tels que « poser les bases d'une carrière réussie » ou « marketing de soi ».

A cet égard, 64% des promotions 2022 ont concernées des femmes (vs 57% en 2021).

La proportion de Femmes cadre a progressé de 3,6 points en 3 ans et de 8 points en 7 ans passant de 39,6% en 2016 à 44% en 2019 à 47,6% en 2022.

En outre, les femmes représentent 40,5% des managers de managers de la Caisse régionale (32 sur 79). Pour l'index d'égalité femmes / hommes, celui de 2022 est de 93/100.

### **Le Comité des Risques**

Conformément à l'article L.511-89 du Code monétaire et financier, la Caisse régionale a créé un Comité des Risques. Le Comité des risques est composé de 6 administrateurs : Jean Noël BIDAUD (Président), Eloi CANON, Véronique BROUARD, Véronique BEJAUD, Patrice MERCEREAU, Jean-Luc GALVAING.

Le responsable du contrôle périodique, le responsable de la gestion des risques, le responsable de la conformité et le Directeur financier sont invités permanents du Comité des risques.

Le Comité des Risques s'est réuni 6 fois en 2022.

Ses missions principales sont de :

- Conseiller le Conseil d'administration sur la stratégie globale de l'établissement de crédit ou de la société de financement et sur l'appétence globale en matière de risque, tant actuels que futurs.
- Assister le conseil lorsque celui-ci contrôle la mise en oeuvre de cette stratégie par les personnes mentionnées à l'article L.511-13 Code monétaire et financier et par le responsable de la fonction de gestion des risques.
- Examiner, dans le cadre de sa mission, si les prix des produits et services proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière des risques de l'établissement. Lorsque les prix ne reflètent pas correctement les risques, le comité présente au Conseil d'administration un plan d'action pour y remédier.
- Examiner (sans préjudice des attributions du comité de rémunération) si les incitations prévues par la politique et les pratiques de de rémunération de l'établissement de crédit ou la société de financement sont compatibles avec la situation de ces derniers au regard des risques auxquels ils sont exposés, de leur capital, de leur liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices attendus.

## 4.2 Risque de crédit et de contrepartie

On entend par:

- **Probabilité de défaut (PD)** : probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **Valeurs exposées au risque (EAD)** : montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **Pertes en cas de défaut (LGD)** : rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **Expositions brutes** : montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **Facteur de conversion (CCF)** : rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **Pertes attendues (EL)** : le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **Emplois pondérés (RWA)** : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;
- **Ajustements de valeur** : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **Evaluations externes de crédit** : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

### INFORMATIONS QUALITATIVES GÉNÉRALES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT (EU CRA)

---

Les informations qualitatives générales sur le risque de crédit sont décrites dans la partie 4 «Composition et évolution des emplois pondérés – Approche de l'établissement en matière de gestion des risques ».

## 4.2.1 Expositions en défaut et ajustements de valeur

### QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS RESTRUCTURÉES (EU CQ1)

31/12/2022		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
<i>(en milliers d'euros)</i>									
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	□	□	□	□	□	□	□	□
010	Prêts et avances	49 364	43 555	43 217	43 217	(8 873)	(18 307)	46 386	15 473
020	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□
030	Administrations publiques	□	□	□	□	□	□	□	□
040	Établissements de crédit	□	□	□	□	□	□	□	□
050	Autres entreprises financières	90	893	893	893	(62)	(443)	110	83
060	Entreprises non financières	16 745	16 249	16 245	16 245	(3 372)	(7 090)	18 470	7 557
070	Ménages	32 529	26 413	26 079	26 079	(5 439)	(10 774)	27 806	7 833
080	Titres de créance	□	□	□	□	□	□	□	□
090	Engagements de prêt donnés	1 020	2 460	2 460	2 460	(124)	□	882	505
100	<b>Total</b>	<b>50 384</b>	<b>46 015</b>	<b>45 677</b>	<b>45 677</b>	<b>(8 997)</b>	<b>(18 307)</b>	<b>47 268</b>	<b>15 978</b>

### QUALITÉ DE LA RESTRUCTURATION (EU CQ2)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CQ2 « Qualité de la restructuration ».

## QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR JOURS DE RETARD (CQ3)

31/12/2022

		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
		Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut	
<i>(en milliers d'euros)</i>													
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	897 389	897 389	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
010	Prêts et avances	13 462 546	13 455 527	7 019	177 661	79 182	4 965	9 758	12 749	22 778	13 572	34 657	177 209
020	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
030	Administrations publiques	651 419	651 419	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
040	Établissements de crédit	1 220 385	1 220 385	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
050	Autres entreprises financières	415 346	415 346	□	3 989	528	□	□	164	52	1 326	1 919	3 989
060	Entreprises non financières	2 795 784	2 793 736	2 048	78 130	35 389	1 034	3 508	5 029	10 640	5 636	16 894	78 125
070	Dont PME	2 632 743	2 630 695	2 048	74 911	35 389	1 033	3 508	5 029	7 422	5 636	16 894	74 906
080	Ménages	8 379 612	8 374 641	4 971	95 542	43 265	3 931	6 250	7 556	12 086	6 610	15 844	95 095
090	Titres de créance	751 778	751 778	□	2 903	2 903	□	□	□	□	□	□	□
100	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
110	Administrations publiques	382 757	382 757	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
120	Établissements de crédit	126 173	126 173	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
130	Autres entreprises financières	75 470	75 470	□	2 903	2 903	□	□	□	□	□	□	□
140	Entreprises non financières	167 378	167 378	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
150	Expositions hors bilan	6 864 805			20 339								20 339
160	Banques centrales	□			□								□
170	Administrations publiques	13 815			□								□

31/12/2022

		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
<i>(en milliers d'euros)</i>													
180	Établissements de crédit	5 160 048			□								□
190	Autres entreprises financières	78 560			4								4
200	Entreprises non financières	931 490			15 491								15 491
210	Ménages	680 892			4 844								4 844
<b>220</b>	<b>Total</b>	<b>21 976 518</b>	<b>15 104 694</b>	<b>7 019</b>	<b>200 903</b>	<b>82 085</b>	<b>4 965</b>	<b>9 758</b>	<b>12 749</b>	<b>22 778</b>	<b>13 572</b>	<b>34 657</b>	<b>197 548</b>

## QUALITÉ DES EXPOSITIONS NON PERFORMANTES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (EU CQ4)

31/12/2022

		Valeur comptable / montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes			Dont soumises à dépréciation			
			Dont en défaut					
(en milliers d'euros)								
010	<b>Expositions au bilan</b>	14 394 888	180 564	177 209	14 252 804	(251 156)		□
030	Royaume uni	6 289	314	314	6 289	(185)		□
040	Pays-Bas	12 870	□	□	12 870	(25)		□
050	Luxembourg	7 572	□	□	5 334	(2)		□
060	Suede	2 011	□	□	2 011	□		□
070	Autres pays	□	□	□	□	□		□
080	<b>Expositions hors bilan</b>	6 885 144	20 339	20 339			35 570	
090	France	□	□	□			□	
090	Monaco	□	□	□			□	
100	Royaume uni	□	□	□			□	
110	Japon	□	□	□			□	
120	Luxembourg	20	□	□			□	
130	Etats-Unis	36	□	□			□	
140	Autres pays	□	□	□			□	
150	<b>Total</b>	21 280 032	200 903	197 548	14 252 804	(251 156)	35 570	□

## QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES AUX ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EU CQ5)

31/12/2022		Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
			Dont en défaut				
<i>(en milliers d'euros)</i>							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	544 405	11 816	11 816	544 405	(15 717)	□
020	Industries extractives	548	□	□	548	(6)	□
030	Industrie manufacturière	134 112	8 951	8 951	133 122	(9 824)	□
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	178 240	1	1	178 240	(18 583)	□
050	Production et distribution d'eau	13 330	1 226	1 226	13 330	(1 454)	□
060	Construction	102 719	5 346	5 341	102 719	(6 012)	□
070	Commerce	463 347	13 979	13 979	463 347	(32 922)	□
080	Transport et stockage	16 354	957	957	16 354	(492)	□
090	Hébergement et restauration	69 615	2 804	2 804	69 615	(3 907)	□
100	Information et communication	10 355	390	390	10 355	(194)	□
110	Activités financières et d'assurance	38 540	1 383	1 383	38 140	(1 698)	□
120	Activités immobilières	1 023 711	16 138	16 138	1 023 711	(32 016)	□
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	132 724	8 607	8 607	132 724	(9 054)	□
140	Activités de services administratifs et de soutien	54 026	2 822	2 822	54 026	(2 549)	□
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	55 922	□	□	55 922	(18)	□
160	Enseignement	3 194	181	181	3 194	(137)	□
170	Santé humaine et action sociale	14 015	2 671	2 671	14 015	(674)	□
180	Arts, spectacles et activités récréatives	12 908	139	139	12 908	(345)	□
190	Autres services	5 849	719	719	5 843	(691)	□
<b>200</b>	<b>Total</b>	<b>2 873 914</b>	<b>78 130</b>	<b>78 125</b>	<b>2 872 518</b>	<b>(136 293)</b>	□

## EVALUATION DES GARANTIES – PRÊTS ET AVANCES (EU CQ6)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CQ6 « Evaluation des garanties – prêts et avances ».

## EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS ASSOCIÉES (EU CR1)

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes - Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
<i>(en milliers d'euros)</i>																
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	897 389	897 389	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
010	Prêts et avances	13 462 546	12 480 507	980 643	177 661	452	177 209	(147 627)	(62 163)	(85 464)	(103 230)	(17)	(103 213)	□	8 633 046	49 940
020	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
030	Administrations publiques	651 419	651 277	142	□	□	□	(331)	(331)	□	□	□	□	□	1 102	□
040	Établissements de crédit	1 220 385	1 220 385	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
050	Autres entreprises financières	415 346	354 250	61 096	3 989	□	3 989	(19 142)	(9 968)	(9 174)	(3 066)	□	(3 066)	□	220 850	83
060	Entreprises non financières	2 795 784	2 522 911	271 477	78 130	5	78 125	(86 592)	(44 785)	(41 807)	(49 701)	□	(49 701)	□	1 619 812	20 886
070	Dont PME	2 632 743	2 376 195	255 152	74 911	5	74 906	(77 200)	(39 042)	(38 158)	(46 545)	□	(46 545)	□	1 536 812	20 884
080	Ménages	8 379 612	7 731 684	647 928	95 542	447	95 095	(41 562)	(7 079)	(34 483)	(50 463)	(17)	(50 446)	□	6 791 282	28 971
090	Titres de créance	751 778	610 006	3 987	2 903	□	□	(299)	(207)	(92)	□	□	□	□	228 504	□
100	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
110	Administrations publiques	382 757	382 757	□	□	□	□	(123)	(123)	□	□	□	□	□	157 522	□
120	Établissements de crédit	126 173	115 272	□	□	□	□	(26)	(26)	□	□	□	□	□	40 860	□
130	Autres entreprises financières	75 470	9 450	□	2 903	□	□	(4)	(4)	□	□	□	□	□	2 753	□
140	Entreprises non financières	167 378	102 527	3 987	□	□	□	(146)	(54)	(92)	□	□	□	□	27 369	□
150	Expositions hors bilan	6 864 805	6 798 650	66 155	20 339	□	20 339	(29 411)	(17 022)	(12 389)	(6 159)	□	(6 159)	□	302 967	5 996

31/12/2022

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes - Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3				
<i>(en milliers d'euros)</i>																
160	Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
170	Administrations publiques	13 815	13 815	□	□	□	(7)	(7)	□	□	□	□	□	□	□	□
180	Établissements de crédit	5 160 048	5 160 048	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
190	Autres entreprises financières	78 560	70 072	8 488	4	□	(3 181)	(2 322)	(859)	□	□	□	□	□	20 092	□
200	Entreprises non financières	931 490	892 664	38 826	15 491	□	(24 337)	(13 926)	(10 411)	(6 131)	□	(6 131)	□	□	151 745	5 889
210	Ménages	680 892	662 051	18 841	4 844	□	(1 886)	(767)	(1 119)	(28)	□	(28)	□	□	131 130	107
220	<b>Total</b>	<b>21 976 518</b>	<b>20 786 552</b>	<b>1 050 785</b>	<b>200 903</b>	<b>452</b>	<b>(177 337)</b>	<b>(79 392)</b>	<b>(97 945)</b>	<b>(109 389)</b>	<b>(17)</b>	<b>(109 372)</b>	□	<b>9 164 517</b>	<b>55 936</b>	

## MATURITÉ RÉSIDUELLE DES EXPOSITIONS (EU CR1-A)

31/12/2022		Valeur exposée au risque nette					
		À vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>							
1	Prêts et avances	□	1 973 487	4 842 268	6 532 400	41 195	13 389 350
2	Titres de créance	□	79 775	426 527	181 910	66 170	754 382
<b>3</b>	<b>Total</b>	□	<b>2 053 262</b>	<b>5 268 795</b>	<b>6 714 310</b>	<b>107 365</b>	<b>14 143 732</b>

## VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS (EU CR2)

31/12/2022		Valeur comptable brute
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>010</b>	<b>Stock initial de prêts et avances non performants</b>	191 664
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	60 463
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	(74 466)
040	Sorties dues à des sorties de bilan	
050	Sorties dues à d'autres situations	
<b>060</b>	<b>Stock final de prêts et avances non performants</b>	177 661

## VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET DES RECOUVREMENTS NETS CUMULES CORRESPONDANTS (EU CR2A)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CR2A « Variations de l'encours de prêts et avances non performants et des recouvrements nets cumules correspondants »

## SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ7)

31/12/2022		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
<i>(en milliers d'euros)</i>			
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	□	□
020	Autre que PP&E	108	□
030	<i>Biens immobiliers résidentiels</i>	□	□
040	<i>Biens immobiliers commerciaux</i>	□	□
050	<i>Biens meubles (automobiles, navires, etc.)</i>	□	□
060	<i>Actions et titres de créance</i>	□	□
070	<i>Autres sûretés</i>	108	□
080	<b>Total</b>	<b>108</b>	□

## SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ8)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CQ8 « Garantie obtenue par prise de possession et par processus d'exécution - ventilation par période »

## INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS (EU CRB)

### RISQUE DE CREDIT

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de roll out du Groupe sont la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" des Caisses Régionales du Crédit Agricole (CRCA) avec effet au 1er octobre 2014, ainsi que l'autorisation émise par la BCE en juillet 2021 d'utiliser les modèles de probabilité de défaut dédiés aux professionnels de l'immobilier et d'étendre l'utilisation des modèles de probabilité de défaut concernant les opérations de rachat à effet de levier (leverage buy-out ou LBO) aux CRCA.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de roll out), les travaux sur le déploiement de l'approche IRB se poursuivent. Une actualisation du plan de roll out est adressée annuellement à l'autorité compétente. En outre, en application de l'article 150 du règlement délégué (UE) N° 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, un dossier de demande d'autorisation pour le recours à l'utilisation partielle permanente (UPP) de l'approche standard sur certains périmètres du groupe Crédit Agricole a été transmis à la BCE en 2021.

### 4.2.2 Expositions en approche standard

#### EXIGENCES QUALITATIVES EN MATIÈRE DE PUBLICATION DES MODÈLES STANDARDISÉS (EU CRD)

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de plusieurs agences de notation : S&P, Moody's, Fitch, Cerved et BdF.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition « Etablissements » ou « Entreprises » dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

**APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) AU 31 DÉCEMBRE 2022 (EU CR4)**

31/12/2022		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité des RWA	
		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	RWA	Densité des RWA (%)
<b>Catégories d'expositions</b>							
<i>(en milliers d'euros)</i>							
1	Administrations centrales ou banques centrales	77 026	□	77 026	□	142 705	185,27%
2	Administrations régionales ou locales	□	□	□	□	□	0,00%
3	Entités du secteur public	□	□	□	□	□	0,00%
4	Banques multilatérales de développement	□	□	□	□	□	0,00%
5	Organisations internationales	□	□	□	□	□	0,00%
6	Établissements	74 988	5 109	74 988	5 109	7 836	9,78%
7	Entreprises	156 165	32 952	156 165	32 952	189 117	100,00%
8	Clientèle de détail	48 906	26 830	48 906	26 830	52 050	68,73%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	□	□	□	□	□	0,00%
10	Expositions en défaut	2 839	□	2 839	□	4 212	148,40%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	□	□	□	□	□	0,00%
12	Obligations garanties	□	□	□	□	□	0,00%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	□	□	□	□	□	0,00%
14	Organismes de placement collectif	3 363	□	3 363	□	2 602	77,37%
15	Actions	102	□	102	□	102	100,00%
16	Autres éléments	219 979	□	219 979	□	160 827	73,11%
17	<b>Total</b>	<b>583 369</b>	<b>64 891</b>	<b>583 369</b>	<b>64 891</b>	<b>559 453</b>	<b>86,30%</b>

## EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (EU CR5)

31/12/2022		Pondération de risque														Total	Dont non notées	
		0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%			Autres
Catégories d'expositions <i>(en milliers d'euros)</i>																		
1	Administrations centrales ou banques centrales	19 944										57 082					77 026	77 026
2	Administrations régionales ou locales																	
3	Entités du secteur public																	
4	Banques multilatérales de développement																	
5	Organisations internationales																	
6	Établissements	40 917				39 180											80 097	80 097
7	Entreprises									189 117							189 117	189 117
8	Expositions sur la clientèle de détail								75 736								75 736	75 736
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier																	
10	Expositions en défaut									91	2 748						2 839	2 839
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé																	
12	Obligations garanties																	
13	Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme																	
14	Parts ou actions d'organismes de placement collectif	433			2	237		591		2 007	82			10			3 363	3 190
15	Expositions sous forme d'actions									102							102	102
16	Autres éléments	59 152								160 827							219 979	219 979
17	<b>Total</b>	<b>120 446</b>			<b>2</b>	<b>39 418</b>		<b>591</b>		<b>75 736</b>	<b>352 144</b>	<b>2 830</b>	<b>57 082</b>		<b>10</b>		<b>648 260</b>	<b>648 087</b>

Les expositions sur les classes d'actifs « Administrations centrales et banques centrales » et « Banques » (établissements) traitées en approche standard bénéficient majoritairement de l'application d'un coefficient de pondération de 0% fin 2021 comme à fin 2020. Cela reflète la qualité des activités réalisées avec ces types de contrepartie

### 4.2.3 Qualité des expositions en approche notations internes

#### **PUBLICATION DES INFORMATIONS QUALITATIVES EXIGIBLES ASSOCIÉES À L'APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (EU CRE)**

---

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;
- la catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié ;
- pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les paramètres qui rentrent dans les formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de

pertes constitués en interne par le groupe Crédit Agricole. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole.

Pour la Clientèle de détail, suite au changement de la définition interne du défaut en lien avec les nouvelles orientations de l'EBA, la définition du défaut s'applique désormais également uniquement au niveau du débiteur. Les règles de contagion sont définies et précisément documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques...).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des Risques Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (Loss Given Default, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

Conformément aux procédures internes de validation des modèles, l'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit fait l'objet d'une présentation au Comité des Normes et Modèles (CNM) pour approbation, après une revue indépendante menée par la fonction de Validation interne du Groupe. Ce processus de validation interne précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

En application de l'article 189 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, une synthèse annuelle du fonctionnement du système de notation est présentée aux organes de direction (Comité des Risques de Crédit Agricole S.A. et Comité des Risques Groupe). Cette présentation intègre les conclusions générales des processus de revue indépendante et de validation des modèles internes.

Les systèmes et procédures de notations internes sont présentés dans la partie "Gestion des risques – Risque de Crédit – Méthodologies et systèmes de mesure des risques".

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	495 201	4 396	75,00%	702 251	0,00%	□	45,00%	2.5	3 265	0,47%	2	(153)
	0,00 à <0,10	495 054	4 396	75,00%	702 104	0,00%	□	45,00%	2.5	3 214	0,46%	2	(153)
	0,10 à <0,15	147	□	0,00%	147	0,12%	□	45,00%	2.5	51	34,94%	□	□
	0,15 à <0,25	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,25 à <0,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <2,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <1,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,5 à <5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	5 à <10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10 à <20	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
Sous-total (catégorie d'expositions)	495 201	4 396	75,00%	702 251	0,00%	□	45,00%	2.5	3 265	0,47%	2	(153)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Etablissements	0,00 à <0,15	2 842 739	40 715	82,57%	2 983 931	0,03%	□	12,59%	2.5	136 589	4,58%	123	(367)
	0,00 à <0,10	2 842 739	40 715	82,57%	2 983 931	0,03%	□	12,59%	2.5	136 589	4,58%	123	(367)
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,15 à <0,25	1 906	30	20,00%	1 912	0,16%	□	45,00%	2.5	786	41,13%	1	(2)
	0,25 à <0,50	1 883	326	35,10%	1 998	0,28%	□	42,16%	2.5	1 033	51,71%	2	(2)
	0,50 à <0,75	1 266	100	20,00%	1 286	0,60%	□	45,00%	2.5	1 028	79,98%	3	(3)
	0,75 à <2,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <1,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,5 à <5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	5 à <10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10,00 à <100,00	15	□	0,00%	15	19,99%	□	45,04%	2.5	38	252,57%	1	□
	10 à <20	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	20 à <30	15	□	0,00%	15	19,99%	□	45,04%	2.5	38	252,57%	1	□
30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
100,00 (défaut)	18	□	0,00%	18	100,00%	□	44,98%	2.5	□	0,00%	8	(18)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	2 847 827	41 171	82,00%	2 989 159	0,03%	□	12,65%	2.5	139 475	4,67%	140	(393)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	369 413	142 507	71,48%	469 699	0,06%	□	44,20%	2.5	104 063	22,16%	126	(1 789)
	0,00 à <0,10	251 635	98 203	73,32%	328 974	0,04%	□	44,92%	2.5	57 187	17,38%	54	(738)
	0,10 à <0,15	117 778	44 304	67,39%	140 725	0,12%	□	42,52%	2.5	46 876	33,31%	72	(1 050)
	0,15 à <0,25	4 200	□	0,00%	4 200	0,16%	□	45,00%	2.5	1 745	41,56%	3	(2)
	0,25 à <0,50	344 357	177 067	67,87%	406 513	0,34%	□	44,09%	2.5	243 564	59,92%	615	(9 447)
	0,50 à <0,75	6 477	4 577	75,00%	9 910	0,60%	□	45,00%	2.5	7 926	79,98%	27	(20)
	0,75 à <2,50	223 415	64 766	74,45%	201 706	1,05%	□	43,01%	2.5	190 248	94,32%	913	(18 231)
	0,75 à <1,75	223 415	64 738	74,44%	201 678	1,05%	□	43,01%	2.5	190 214	94,32%	913	(18 231)
	1,75 à <2,5	□	28	100,00%	28	1,91%	□	45,02%	2.5	35	1.2251	□	□
	2,50 à <10,00	49 134	65 894	72,98%	47 484	3,82%	□	43,98%	2.5	68 791	144,87%	788	(14 872)
	2,5 à <5	44 226	63 703	72,93%	41 161	3,18%	□	44,46%	2.5	57 957	140,81%	581	(14 755)
	5 à <10	4 908	2 192	74,43%	6 324	8,03%	□	40,88%	2.5	10 834	171,33%	208	(116)
	10,00 à <100,00	13 916	11 996	82,73%	21 355	17,98%	□	45,00%	2.5	52 690	246,73%	1 728	(1 653)
	10 à <20	13 218	9 777	79,19%	18 476	17,60%	□	45,00%	2.5	45 326	245,32%	1 463	(1 144)
	20 à <30	698	2 219	98,29%	2 879	20,43%	□	45,00%	2.5	7 364	255,77%	265	(509)
30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
100,00 (défaut)	13 790	5 668	62,01%	16 555	100,00%	□	44,99%	2.5	□	0,00%	7 448	(12 701)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	1 024 703	472 475	70,95%	1 177 422	2,22%	□	43,98%	2.5	669 028	56,82%	11 648	(58 715)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - financement spécialisé	0,00 à <0,15	1 794	3 018	50,00%	3 303	0,05%	□	45,00%	2.5	648	19,62%	1	□
	0,00 à <0,10	1 794	3 018	50,00%	3 303	0,05%	□	45,00%	2.5	648	19,62%	1	□
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,15 à <0,25	26 160	2 553	80,32%	28 210	0,16%	□	44,85%	2.5	11 564	40,99%	20	(719)
	0,25 à <0,50	41 230	750	75,00%	39 607	0,30%	□	44,36%	2.5	22 508	56,83%	53	(31)
	0,50 à <0,75	48 831	9 849	78,42%	50 290	0,60%	□	43,30%	2.5	39 327	78,20%	131	(436)
	0,75 à <2,50	13 505	824	75,00%	13 518	0,84%	□	44,43%	2.5	12 149	89,87%	50	(1 171)
	0,75 à <1,75	13 505	824	75,00%	13 518	0,84%	□	44,43%	2.5	12 149	89,87%	50	(1 171)
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,50 à <10,00	4 088	60	50,00%	4 118	5,00%	□	45,00%	2.5	6 541	158,85%	93	(60)
	2,5 à <5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	5 à <10	4 088	60	50,00%	4 118	5,00%	□	45,00%	2.5	6 541	158,85%	93	(60)
	10,00 à <100,00	975	□	0,00%	489	12,00%	□	45,00%	2.5	1 068	2.1851	26	(491)
	10 à <20	975	□	0,00%	489	12,00%	□	45,00%	2.5	1 068	2.1851	26	(491)
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
Sous-total (catégorie d'expositions)		136 583	17 054	73,26%	139 535	0,61%	□	44,12%	2.5	93 805	67,23%	374	(2 908)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	79 858	25 856	71,10%	88 541	0,09%	□	44,78%	2.5	18 165	20,52%	35	(674)
	0,00 à <0,10	32 427	3 179	85,08%	35 131	0,04%	□	45,00%	2.5	4 559	12,98%	6	(16)
	0,10 à <0,15	47 432	22 678	69,14%	53 410	0,12%	□	44,63%	2.5	13 607	25,48%	29	(658)
	0,15 à <0,25	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,25 à <0,50	234 779	75 556	63,52%	259 187	0,40%	□	43,62%	2.5	114 510	44,18%	447	(7 339)
	0,50 à <0,75	363	□	0,00%	363	0,60%	□	45,00%	2.5	193	53,05%	1	(1)
	0,75 à <2,50	331 273	121 715	69,23%	369 903	1,08%	□	43,04%	2.5	228 741	61,84%	1 709	(12 670)
	0,75 à <1,75	331 201	121 715	69,23%	369 832	1,07%	□	43,04%	2.5	228 674	61,83%	1 708	(12 670)
	1,75 à <2,5	71	□	0,00%	71	1,93%	□	45,01%	2.5	67	94,11%	1	(1)
	2,50 à <10,00	154 621	42 092	73,09%	155 546	4,00%	□	42,77%	2.5	135 016	86,80%	2 664	(13 275)
	2,5 à <5	127 070	35 448	72,08%	131 668	3,27%	□	42,72%	2.5	108 830	82,66%	1 838	(10 129)
	5 à <10	27 551	6 645	78,49%	23 877	8,03%	□	43,06%	2.5	26 186	1,09669	825	(3 147)
	10,00 à <100,00	14 508	6 380	76,19%	14 904	20,29%	□	43,47%	2.5	23 574	158,17%	1 313	(2 382)
	10 à <20	3 879	1 840	46,16%	3 501	15,00%	□	44,03%	2.5	5 257	150,15%	231	(544)
	20 à <30	10 629	4 540	88,36%	11 403	21,91%	□	43,30%	2.5	18 317	160,63%	1 082	(1 839)
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
100,00 (défaut)	34 873	8 814	67,65%	34 760	100,00%	□	44,04%	2.5	□	0,00%	15 306	(22 553)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	850 274	280 414	68,55%	923 204	5,32%	□	43,37%	2.5	520 199	56,35%	21 474	(58 895)	
<b>Total (toutes catégories d'expositions)</b>	<b>5 354 588</b>	<b>815 511</b>	<b>70,75%</b>	<b>5 931 571</b>		□		<b>2.5</b>	<b>1 425 772</b>	<b>24,04%</b>	<b>33 638</b>	<b>(121 065)</b>	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,00 à <0,10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,10 à <0,15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,15 à <0,25	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,25 à <0,50	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,50 à <0,75	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,75 à <2,50	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,75 à <1,75	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	1,75 à <2,5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2,50 à <10,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2,5 à <5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5 à <10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10,00 à <100,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10 à <20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	20 à <30	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	30,00 à <100,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	100,00 (défaut)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sous-total (catégorie d'expositions)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Etablissements	0,00 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,15 à <0,25	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,25 à <0,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <2,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <1,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,5 à <5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	5 à <10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10 à <20	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
Sous-total (catégorie d'expositions)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,00 à <0,10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,10 à <0,15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,15 à <0,25	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,25 à <0,50	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,50 à <0,75	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,75 à <2,50	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	0,75 à <1,75	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	1,75 à <2,5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2,50 à <10,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2,5 à <5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5 à <10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10,00 à <100,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10 à <20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	20 à <30	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
30,00 à <100,00	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
100,00 (défaut)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sous-total (catégorie d'expositions)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	0,00%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - financement spécialisé	0,00 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,15 à <0,25	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,25 à <0,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <2,50	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <1,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	2,5 à <5	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	5 à <10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	10 à <20	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	
Sous-total (catégorie d'expositions)	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	18 141	3 548	75,00%	20 802	0,13%	□	44,29%	2.5	5 234	25,16%	12	(20)
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,10 à <0,15	18 141	3 548	75,00%	20 802	0,13%	□	44,29%	2.5	5 234	25,16%	12	(20)
	0,15 à <0,25	33 751	2 712	75,00%	35 785	0,20%	□	44,78%	2.5	11 854	33,12%	32	(35)
	0,25 à <0,50	69 075	4 522	75,00%	72 466	0,37%	□	44,91%	2.5	32 636	45,04%	121	(194)
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <2,50	77 079	3 351	75,00%	79 610	1,23%	□	44,98%	2.5	59 190	74,35%	441	(977)
	0,75 à <1,75	60 001	1 669	75,00%	61 252	0,99%	□	45,00%	2.5	44 373	72,44%	273	(649)
	1,75 à <2,5	17 078	1 683	75,00%	18 358	2,04%	□	44,92%	2.5	14 816	80,71%	168	(329)
	2,50 à <10,00	40 100	1 241	78,35%	41 119	5,00%	□	44,76%	2.5	46 345	112,71%	920	(3 969)
	2,5 à <5	20 467	200	77,48%	20 621	3,80%	□	44,89%	2.5	22 945	111,27%	352	(1 769)
	5 à <10	19 634	1 041	78,52%	20 498	6,20%	□	44,63%	2.5	23 400	114,16%	568	(2 200)
	10,00 à <100,00	4 290	16	75,03%	4 302	16,01%	□	45,00%	2.5	6 732	156,48%	310	(871)
	10 à <20	4 290	16	75,03%	4 302	16,01%	□	45,00%	2.5	6 732	156,48%	310	(871)
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	100,00 (défaut)	5 328	61	75,01%	5 374	100,00%	□	45,00%	2.5	1 086	20,22%	2 418	(3 596)
Sous-total (catégorie d'expositions)	247 763	15 451	75,27%	259 459	3,65%	□	44,84%	2.5	163 076	62,85%	4 255	(9 663)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - EXPOSITIONS RENOUVELABLES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Expositions renouvelables	0,00 à <0,15	18 300	231 156	111,28%	275 534	0,06%	□	23,51%	1,00	2 656	0,96%	39	(162)
	0,00 à <0,10	8 515	173 164	106,79%	193 441	0,04%	□	23,22%	1,00	1 248	0,65%	17	(97)
	0,10 à <0,15	9 785	57 992	124,68%	82 093	0,11%	□	24,20%	1,00	1 408	1,72%	22	(66)
	0,15 à <0,25	6 618	32 146	126,70%	47 353	0,22%	□	24,20%	1,00	1 393	2,94%	25	(54)
	0,25 à <0,50	5 915	20 968	135,68%	34 367	0,39%	□	24,48%	1,00	1 658	4,83%	33	(48)
	0,50 à <0,75	3 842	7 343	173,31%	16 569	0,73%	□	25,57%	1,00	1 360	8,21%	31	(51)
	0,75 à <2,50	8 258	15 907	165,84%	34 653	1,48%	□	25,30%	1,00	4 815	13,90%	131	(144)
	0,75 à <1,75	8 098	15 281	166,61%	33 571	1,46%	□	25,30%	1,00	4 623	13,77%	125	(132)
	1,75 à <2,5	160	626	147,05%	1 082	2,04%	□	25,50%	1,00	192	17,78%	6	(11)
	2,50 à <10,00	6 262	6 923	234,34%	22 492	5,27%	□	26,53%	1,00	7 911	35,17%	316	(267)
	2,5 à <5	4 689	5 331	225,03%	16 686	4,21%	□	26,32%	1,00	5 103	30,59%	186	(159)
	5 à <10	1 573	1 592	265,53%	5 806	8,29%	□	27,13%	1,00	2 807	48,35%	131	(108)
	10,00 à <100,00	1 138	873	310,03%	3 853	17,92%	□	27,33%	1,00	2 733	70,94%	190	(141)
	10 à <20	1 008	755	313,22%	3 374	15,67%	□	27,18%	1,00	2 298	68,12%	143	(114)
	20 à <30	82	32	423,32%	221	29,05%	□	27,18%	1,00	190	85,84%	17	(11)
	30,00 à <100,00	49	86	239,46%	258	37,69%	□	29,35%	1,00	246	95,07%	29	(16)
100,00 (défaut)	819	471	0,01%	819	100,00%	□	48,25%	1,00	154	18,86%	395	(486)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	51 152	315 787	121,74%	435 639	0,86%	□	24,12%	1,00	22 681	5,21%	1 160	(1 353)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL - NON - PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - non - PME	0,00 à <0,15	923 941	39 928	112,40%	969 070	0,07%	□	18,50%	1,00	34 299	3,54%	121	(600)
	0,00 à <0,10	589 326	23 976	115,62%	617 157	0,04%	□	17,73%	1,00	14 073	2,28%	42	(231)
	0,10 à <0,15	334 615	15 952	107,57%	351 913	0,11%	□	19,85%	1,00	20 226	5,75%	79	(369)
	0,15 à <0,25	258 150	8 131	126,03%	268 606	0,22%	□	21,39%	1,00	26 359	9,81%	125	(665)
	0,25 à <0,50	149 471	6 480	105,73%	156 552	0,39%	□	20,92%	1,00	21 867	13,97%	129	(1 049)
	0,50 à <0,75	54 251	2 358	110,80%	57 080	0,73%	□	24,57%	1,00	13 183	23,10%	102	(646)
	0,75 à <2,50	117 702	4 483	112,29%	123 477	1,41%	□	22,50%	1,00	34 019	27,55%	400	(1 709)
	0,75 à <1,75	112 512	4 209	112,44%	117 974	1,38%	□	22,71%	1,00	32 652	27,68%	380	(1 582)
	1,75 à <2,5	5 190	274	110,09%	5 503	2,04%	□	17,95%	1,00	1 367	24,84%	20	(127)
	2,50 à <10,00	50 906	1 139	106,32%	53 746	5,04%	□	24,25%	1,00	20 644	38,41%	660	(1 923)
	2,5 à <5	38 915	733	109,28%	40 740	4,13%	□	24,43%	1,00	15 423	37,86%	414	(1 327)
	5 à <10	11 991	406	100,98%	13 007	7,87%	□	23,70%	1,00	5 221	40,14%	246	(596)
	10,00 à <100,00	10 829	324	141,51%	13 492	19,85%	□	26,72%	1,00	8 265	61,26%	735	(1 012)
	10 à <20	8 793	242	155,67%	10 221	15,74%	□	26,09%	1,00	5 722	55,98%	420	(714)
	20 à <30	1 225	30	100,00%	2 385	29,05%	□	28,39%	1,00	1 835	76,93%	197	(137)
30,00 à <100,00	811	52	100,00%	886	42,37%	□	29,50%	1,00	708	79,88%	119	(161)	
100,00 (défaut)	30 721	24	0,00%	30 721	100,00%	□	55,54%	1,00	6 547	21,31%	17 062	(20 379)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	1 595 972	62 867	113,40%	1 672 745	2,40%	□	20,62%	1,00	165 183	9,88%	19 335	(27 983)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL – PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - PME	0,00 à <0,15	101 235	15 912	136,39%	122 943	0,13%	□	25,83%	1,00	7 756	6,31%	41	(178)
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,10 à <0,15	101 235	15 912	136,39%	122 943	0,13%	□	25,83%	1,00	7 756	6,31%	41	(178)
	0,15 à <0,25	275 614	80 021	134,97%	383 636	0,19%	□	18,33%	1,00	23 290	6,07%	142	(677)
	0,25 à <0,50	363 175	79 228	131,75%	467 680	0,36%	□	17,16%	1,00	38 933	8,33%	294	(1 444)
	0,50 à <0,75	□	17	240,18%	40	0,73%	□	30,01%	1,00	8	21,33%	□	□
	0,75 à <2,50	305 617	48 850	139,08%	374 509	1,21%	□	22,93%	1,00	72 979	19,49%	999	(6 462)
	0,75 à <1,75	239 716	39 263	132,34%	292 153	0,97%	□	25,47%	1,00	60 829	20,82%	761	(4 764)
	1,75 à <2,5	65 901	9 587	166,67%	82 356	2,05%	□	13,94%	1,00	12 150	14,75%	238	(1 699)
	2,50 à <10,00	108 629	13 710	153,56%	131 853	5,16%	□	27,00%	1,00	43 057	32,66%	1 838	(11 793)
	2,5 à <5	58 621	6 600	150,04%	68 981	3,80%	□	32,04%	1,00	25 871	37,51%	840	(5 403)
	5 à <10	50 008	7 110	156,83%	62 872	6,65%	□	21,48%	1,00	17 186	27,34%	998	(6 390)
	10,00 à <100,00	26 908	2 206	146,22%	33 241	17,72%	□	21,98%	1,00	12 649	38,05%	1 425	(6 814)
	10 à <20	24 337	2 176	146,13%	29 351	15,12%	□	21,16%	1,00	10 295	35,07%	1 015	(5 980)
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	30,00 à <100,00	2 571	30	152,52%	3 889	37,33%	□	28,20%	1,00	2 354	60,53%	410	(833)
100,00 (défaut)	39 947	3 919	0,01%	39 948	100,00%	□	65,16%	1,00	12 339	30,89%	26 029	(26 851)	
Sous-total (catégorie d'expositions)		1 221 124	243 863	133,82%	1 553 849	3,84%	□	21,70%	1,00	211 011	13,58%	30 768	(54 220)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - CLIENTÈLE DE DÉTAIL - EXPOSITIONS GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS DES PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des PME	0,00 à <0,15	40 152	1 955	100,00%	42 107	0,13%	□	21,86%	1,00	2 176	5,17%	12	(59)
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,10 à <0,15	40 152	1 955	100,00%	42 107	0,13%	□	21,86%	1,00	2 176	5,17%	12	(59)
	0,15 à <0,25	70 676	1 968	100,00%	72 645	0,21%	□	21,44%	1,00	5 275	7,26%	33	(93)
	0,25 à <0,50	111 862	6 192	100,00%	118 054	0,38%	□	21,99%	1,00	13 591	11,51%	99	(335)
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	0,75 à <2,50	106 507	6 544	100,00%	113 051	1,19%	□	23,50%	1,00	29 033	25,68%	305	(1 783)
	0,75 à <1,75	85 889	6 003	100,00%	91 892	1,00%	□	25,38%	1,00	23 809	25,91%	238	(1 310)
	1,75 à <2,5	20 618	541	100,00%	21 160	2,04%	□	15,33%	1,00	5 224	24,69%	66	(473)
	2,50 à <10,00	44 177	1 194	100,00%	45 371	5,34%	□	26,13%	1,00	32 135	70,83%	639	(5 245)
	2,5 à <5	23 521	617	100,00%	24 138	3,80%	□	28,61%	1,00	15 995	66,27%	262	(2 279)
	5 à <10	20 655	577	100,00%	21 233	7,09%	□	23,32%	1,00	16 139	76,01%	377	(2 966)
	10,00 à <100,00	13 100	29	100,00%	13 129	16,59%	□	19,64%	1,00	11 137	84,83%	437	(2 944)
	10 à <20	12 785	29	100,00%	12 814	16,06%	□	19,74%	1,00	10 911	85,14%	418	(2 873)
	20 à <30	□	□	0,00%	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%	□	□
	30,00 à <100,00	315	□	0,00%	315	38,18%	□	15,58%	1,00	226	71,85%	19	(71)
	100,00 (défaut)	7 362	□	0,00%	7 362	100,00%	□	63,74%	1,00	2 260	30,70%	4 693	(3 415)
Sous-total (catégorie d'expositions)	393 836	17 882	100,00%	411 719	3,39%	□	23,42%	1,00	95 607	23,22%	6 218	(13 873)	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS N'APPARTENANT PAS À DES PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Garantie par des biens immobiliers n'appartenant pas à des PME	0,00 à <0,15	4 016 473	141 870	100,00%	4 158 345	0,06%	□	14,15%	1,00	104 077	2,50%	385	(804)
	0,00 à <0,10	2 573 246	85 002	100,00%	2 658 249	0,04%	□	13,86%	1,00	43 263	1,63%	139	(257)
	0,10 à <0,15	1 443 227	56 868	100,00%	1 500 096	0,11%	□	14,66%	1,00	60 814	4,05%	246	(546)
	0,15 à <0,25	765 789	34 203	100,00%	799 992	0,22%	□	15,86%	1,00	58 145	7,27%	277	(951)
	0,25 à <0,50	512 241	26 361	100,00%	538 602	0,40%	□	15,91%	1,00	60 488	11,23%	339	(1 511)
	0,50 à <0,75	207 074	10 980	100,00%	218 054	0,73%	□	16,76%	1,00	39 595	18,16%	267	(1 081)
	0,75 à <2,50	448 963	18 410	100,00%	467 374	1,43%	□	16,63%	1,00	129 948	27,80%	1 113	(5 756)
	0,75 à <1,75	430 026	17 914	100,00%	447 941	1,40%	□	16,67%	1,00	123 514	27,57%	1 051	(5 269)
	1,75 à <2,5	18 937	495	100,00%	19 433	2,04%	□	15,66%	1,00	6 433	33,11%	62	(487)
	2,50 à <10,00	235 411	8 190	100,00%	243 601	5,18%	□	18,03%	1,00	154 669	63,49%	2 299	(9 302)
	2,5 à <5	173 663	5 520	100,00%	179 184	4,10%	□	17,82%	1,00	101 241	56,50%	1 312	(5 741)
	5 à <10	61 748	2 669	100,00%	64 417	8,17%	□	18,62%	1,00	53 428	82,94%	986	(3 560)
	10,00 à <100,00	40 105	1 098	100,00%	41 203	19,10%	□	19,76%	1,00	46 280	112,32%	1 627	(3 174)
	10 à <20	34 547	971	100,00%	35 519	16,06%	□	19,33%	1,00	38 958	1.09683	1 104	(2 620)
	20 à <30	1 096	44	100,00%	1 139	29,05%	□	21,49%	1,00	1 529	134,23%	71	(88)
	30,00 à <100,00	4 463	83	100,01%	4 545	40,31%	□	22,64%	1,00	5 793	127,45%	452	(466)
100,00 (défaut)	45 123	108	0,34%	45 123	100,00%	□	40,62%	1,00	10 201	22,61%	18 328	(19 302)	
Sous-total (catégorie d'expositions)	6 271 179	241 217	99,96%	6 512 294	1,24%	□	15,13%	1,00	603 401	9,27%	24 634	(41 880)	
<b>Total (toutes catégories d'expositions)</b>	<b>9 781 026</b>	<b>897 068</b>	<b>117,35%</b>	<b>10 845 704</b>		□		<b>1,04</b>	<b>1 260 958</b>	<b>11,63%</b>	<b>86 368</b>	<b>(148 972)</b>	

**PÉRIMÈTRE D'UTILISATION DE L'APPROCHE STANDARD ET DE L'APPROCHE NI (APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE) (EU CR6-A)**

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
1	Administrations centrales ou banques centrales	498 498	597 959	0,03%	98,87%	1,10%
1.1	<i>Dont Administrations régionales ou locales</i>		9 677	0,01%	99,99%	0,00%
1.2	<i>Dont Entités du secteur public</i>		176 668	0,02%	96,43%	3,55%
2	Établissements	2 881 587	2 982 989	1,20%	98,77%	0,04%
3	Entreprises	2 810 944	3 233 875	1,98%	32,56%	65,47%
3.1	<i>Dont Entreprises — financement spécialisé, à l'exclusion de l'approche de référencement</i>		153 638	0,00%	96,94%	3,06%
3.2	<i>Dont Entreprises — financement spécialisé dans le cadre de l'approche de référencement</i>		□	0,00%	0,00%	0,00%
	<i>Dont PME</i>		1 393 902	0,00%	33,41%	66,59%
4	Clientèle de détail	10 586 245	10 493 415	0,47%	99,29%	0,25%
4.1	<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers PME</i>		411 718	0,00%	100,00%	0,00%
4.2	<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers non-PME</i>		6 512 397	0,00%	100,00%	0,00%
4.3	<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles</i>		366 939	0,00%	100,00%	0,00%
4.4	<i>dont Clientèle de détail — autres PME</i>		1 492 331	0,04%	98,32%	1,65%

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
4.5	<i>dont Clientèle de détail — autres non-PME</i>		1 710 030	2,87%	97,13%	0,01%
5	Actions	<input type="checkbox"/>	424 037	0,04%	99,96%	0,00%
6	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	<input type="checkbox"/>	219 979	100,00%	0,00%	0,00%
7	<b>Total</b>	<b>16 777 274</b>	<b>17 952 255</b>	<b>0,85%</b>	<b>88,72%</b>	<b>10,43%</b>

## 4.2.4 Utilisation des dérivés de crédit en couverture

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes au 31/12/2022

### EFFET DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT SUR LES ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (EU CR7)

31/12/2022		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
<i>(en milliers d'euros)</i>			
1	<b>Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple</b>	<b>1 425 772</b>	<b>1 425 772</b>
2	Administrations centrales et banques centrales	3 265	3 265
3	Établissements	139 475	139 475
4	Entreprises	1 283 032	1 283 032
4.1	<i>dont Entreprises - PME</i>	520 199	520 199
4.2	<i>dont Entreprises - Financement spécialisé</i>	93 805	93 805
5	<b>Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée</b>	<b>1 260 958</b>	<b>1 260 958</b>
6	Administrations centrales et banques centrales	□	□
7	Établissements	□	□
8	Entreprises	163 076	163 076
8.1	<i>dont Entreprises - PME</i>	163 076	163 076
8.2	<i>dont Entreprises - Financement spécialisé</i>	□	□
9	Clientèle de détail	1 097 883	1 097 883
9.1	<i>dont Clientèle de détail - PME - Garanties par une sûreté immobilière</i>	95 607	95 607
9.2	<i>dont Clientèle de détail - non-PME - Garanties par une sûreté immobilière</i>	603 401	603 401
9.3	<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles</i>	22 681	22 681
9.4	<i>dont Clientèle de détail — PME — Autres</i>	211 011	211 011
9.5	<i>dont Clientèle de détail — non-PME — Autres</i>	165 183	165 183
10	<b>TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)</b>	<b>2 686 731</b>	<b>2 686 731</b>

**APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-A) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)**

31/12/2022	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n		
<i>(en milliers d'euros)</i>															
Administrations centrales et banques centrales	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	□	
Établissements	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	□	
Entreprises	259 459	0,00%	15,96%	15,96%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	7,84%	0,00%	□	163 076	
<i>dont Entreprises - PME</i>	259 459	0,00%	15,96%	15,96%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	7,84%	0,00%	□	163 076	
<i>dont Entreprises - Financement spécialisé</i>	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	□	
<i>Dont Entreprises - Autres</i>	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	□	
Clientèle de détail	10 586 246	0,00%	26,86%	26,86%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	38,30%	0,00%	□	1 097 883	
<i>Dont Clientèle de détail — Biens immobiliers PME</i>	411 719	0,00%	84,89%	84,89%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,04%	0,00%	□	95 607	
<i>Dont Clientèle de détail — Biens immobiliers non-PME</i>	6 512 294	0,00%	38,29%	38,29%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	60,62%	0,00%	□	603 401	
<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles</i>	435 639	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	22 681	
<i>dont Clientèle de détail — autres PME</i>	1 553 849	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	5,68%	0,00%	□	211 011	

31/12/2022	Techniques d'atténuation du risque de crédit												Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
	Total des expositions	Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
(en milliers d'euros)	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	
dont Clientèle de détail — autres non-PME	1 672 745	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,83%	0,00%	□	165 183	
<b>Total</b>	<b>10 845 704</b>	<b>0,00%</b>	<b>26,59%</b>	<b>26,59%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>37,57%</b>	<b>0,00%</b>	□	<b>1 260 958</b>	

**APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-F) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)**

31/12/2022	Techniques d'atténuation du risque de crédit												Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
	Total des expositions	Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
(en milliers d'euros)	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	
Administrations centrales et banques centrales	702 251	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	3 265
Établissements	2 989 159	0,00%	0,02%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	139 475
Entreprises	2 240 161	0,62%	11,52%	7,58%	2,21%	1,72%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	1 283 032
dont Entreprises - PME	923 204	0,27%	16,52%	12,91%	2,15%	1,46%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	520 199
dont Entreprises - Financement spécialisé	139 535	0,15%	9,21%	0,32%	7,36%	1,54%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	93 805
Dont Entreprises - Autres	1 177 422	0,94%	7,86%	4,27%	1,65%	1,95%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	□	669 028
<b>Total</b>	<b>5 931 571</b>	<b>0,23%</b>	<b>4,36%</b>	<b>2,87%</b>	<b>0,84%</b>	<b>0,65%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	□	<b>1 425 772</b>

## 4.2.5 Évolution des RWA

### ÉTATS DES FLUX D'ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA) POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT SELON L'APPROCHE NOTATION INTERNE (EU CR8)

31/12/2022

		Montant d'exposition pondéré
<i>(en milliers d'euros)</i>		
1	<b>Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente</b>	<b>2 451 779</b>
2	Taille de l'actif (+/-)	313 867
3	Qualité de l'actif (+/-)	(76 609)
4	Mises à jour des modèles (+/-)	□
5	Méthodologie et politiques (+/-)	□
6	Acquisitions et cessions (+/-)	□
7	Variations des taux de change (+/-)	9
8	Autres (+/-)	(2 315)
9	<b>Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration</b>	<b>2 686 731</b>

## 4.2.6 Résultat du backtesting

Les Caisses régionales utilisent le même modèle, le backtesting est réalisé en central par Crédit Agricole SA.

On appelle *backtesting* dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de *backtesting* est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques Groupe. Il fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des Risques Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- Les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre).

Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des Risques Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- la qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;
- la qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- l'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Les étapes de *backtesting* sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le *backtesting* débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le *backtesting* de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des Risques Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, via le Comité des Normes et Modèles, le résultat du *backtesting* après avis de la fonction de Validation interne du Groupe, dont les conclusions sont présentées dans un Comité Technique permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle...).

Ces contrôles *ex post* sont réalisés au travers du cycle (*through-the-cycle*) sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de backtesting de l'exercice 2021 pour les modèles de probabilité de défaut (PD).

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - ETABLISSEMENTS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Etablissements	0,00 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES PME**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	16	□	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	16	□	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,15 à <0,25	37	□	0,00%	0,20%	0,21%	3,45%
	0,25 à <0,50	50	□	0,00%	0,37%	0,37%	0,00%
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	72	□	0,00%	1,23%	1,29%	5,14%
	0,75 à <1,75	48	□	0,00%	0,99%	0,91%	3,63%
	1,75 à <2,5	24	□	0,00%	2,04%	2,04%	8,17%
	2,50 à <10,00	22	2	9,09%	5,00%	4,81%	9,85%
	2,5 à <5	9	□	0,00%	3,80%	3,80%	0,00%
	5 à <10	13	2	15,39%	6,20%	5,50%	16,67%
	10,00 à <100,00	9	□	0,00%	16,01%	19,09%	27,65%
	10 à <20	8	□	0,00%	16,01%	16,68%	31,10%
	20 à <30	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	1	□	0,00%	0,00%	38,30%	0,00%
100,00 (défaut)	6	6	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES – FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES AUTRES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	272	□	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	272	□	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,15 à <0,25	563	□	0,00%	0,21%	0,20%	0,53%
	0,25 à <0,50	731	□	0,00%	0,38%	0,38%	0,67%
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	743	1	0,14%	1,19%	1,26%	1,43%
	0,75 à <1,75	548	1	0,18%	1,00%	0,98%	0,79%
	1,75 à <2,5	195	□	0,00%	2,04%	2,04%	3,23%
	2,50 à <10,00	301	7	2,33%	5,34%	5,24%	4,42%
	2,5 à <5	138	1	0,73%	3,80%	3,80%	2,40%
	5 à <10	163	6	3,68%	7,09%	6,46%	6,13%
	10,00 à <100,00	109	14	12,84%	16,59%	17,26%	16,87%
	10 à <20	98	11	11,22%	16,06%	14,95%	15,45%
	20 à <30	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	11	3	27,27%	38,18%	37,81%	29,53%
100,00 (défaut)		106	106	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PARTICULIERS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	31 983	14	0,04%	0,06%	0,06%	0,06%
	0,00 à <0,10	21 596	7	0,03%	0,04%	0,04%	0,04%
	0,10 à <0,15	10 387	7	0,07%	0,11%	0,11%	0,10%
	0,15 à <0,25	5 903	3	0,05%	0,22%	0,22%	0,21%
	0,25 à <0,50	4 096	6	0,15%	0,40%	0,40%	0,37%
	0,50 à <0,75	2 051	8	0,39%	0,73%	0,73%	0,57%
	0,75 à <2,50	3 617	21	0,58%	1,43%	1,45%	1,26%
	0,75 à <1,75	3 451	20	0,58%	1,40%	1,43%	1,18%
	1,75 à <2,5	166	1	0,60%	2,04%	2,04%	2,89%
	2,50 à <10,00	1 792	51	2,85%	5,18%	5,19%	4,78%
	2,5 à <5	1 309	30	2,29%	4,10%	4,17%	3,77%
	5 à <10	483	21	4,35%	8,17%	7,94%	7,51%
	10,00 à <100,00	385	62	16,10%	19,10%	18,68%	20,77%
	10 à <20	322	42	13,04%	16,06%	15,76%	17,69%
	20 à <30	26	12	46,15%	29,05%	29,05%	44,85%
	30,00 à <100,00	37	8	21,62%	40,31%	36,84%	30,59%
100,00 (défaut)		567	567	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CREDIT RENOUVELABLE QUALIFIE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédit renouvelable qualifié	0,00 à <0,15	107 139	72	0,07%	0,06%	0,06%	0,06%
	0,00 à <0,10	70 392	35	0,05%	0,04%	0,04%	0,04%
	0,10 à <0,15	36 747	37	0,10%	0,11%	0,11%	0,10%
	0,15 à <0,25	21 900	21	0,10%	0,22%	0,22%	0,21%
	0,25 à <0,50	15 581	49	0,31%	0,39%	0,40%	0,39%
	0,50 à <0,75	10 378	64	0,62%	0,73%	0,73%	0,62%
	0,75 à <2,50	17 727	184	1,04%	1,48%	1,55%	1,35%
	0,75 à <1,75	17 265	182	1,05%	1,46%	1,54%	1,32%
	1,75 à <2,5	462	2	0,43%	2,04%	2,04%	2,47%
	2,50 à <10,00	13 136	550	4,19%	5,27%	5,34%	4,73%
	2,5 à <5	9 694	322	3,32%	4,21%	4,29%	3,75%
	5 à <10	3 442	228	6,62%	8,29%	8,30%	7,48%
	10,00 à <100,00	2 452	367	14,97%	17,92%	17,57%	16,95%
	10 à <20	2 135	268	12,55%	15,67%	15,45%	14,81%
	20 à <30	200	60	30,00%	29,05%	29,05%	30,21%
	30,00 à <100,00	117	39	33,33%	37,69%	36,77%	33,44%
100,00 (défaut)		1 055	1 055	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à <0,15	1 792	1	0,06%	0,13%	0,13%	0,06%
	0,00 à <0,10	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	1 792	1	0,06%	0,13%	0,13%	0,06%
	0,15 à <0,25	3 722	1	0,03%	0,19%	0,20%	0,15%
	0,25 à <0,50	4 065	5	0,12%	0,36%	0,37%	0,37%
	0,50 à <0,75	12	□	0,00%	0,73%	0,72%	0,00%
	0,75 à <2,50	4 217	25	0,59%	1,21%	1,22%	0,93%
	0,75 à <1,75	3 315	21	0,63%	0,97%	0,99%	0,66%
	1,75 à <2,5	902	4	0,44%	2,05%	2,08%	1,92%
	2,50 à <10,00	1 871	72	3,85%	5,16%	5,65%	5,14%
	2,5 à <5	905	26	2,87%	3,80%	3,80%	3,30%
	5 à <10	966	46	4,76%	6,65%	7,39%	6,86%
	10,00 à <100,00	878	137	15,60%	17,72%	22,02%	21,17%
	10 à <20	645	74	11,47%	15,12%	16,70%	16,04%
	20 à <30	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	233	63	27,04%	37,33%	36,74%	35,39%
100,00 (défaut)	1 344	1 344	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CREDITS AUX PARTICULIERS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux particuliers	0,00 à <0,15	38 225	35	0,09%	0,07%	0,07%	0,10%
	0,00 à <0,10	23 157	20	0,09%	0,04%	0,04%	0,08%
	0,10 à <0,15	15 068	15	0,10%	0,11%	0,11%	0,13%
	0,15 à <0,25	9 551	14	0,15%	0,22%	0,22%	0,22%
	0,25 à <0,50	7 346	31	0,42%	0,39%	0,40%	0,43%
	0,50 à <0,75	4 611	33	0,72%	0,73%	0,73%	0,68%
	0,75 à <2,50	8 742	125	1,43%	1,41%	1,55%	1,72%
	0,75 à <1,75	8 476	123	1,45%	1,38%	1,54%	1,70%
	1,75 à <2,5	266	2	0,75%	2,04%	2,04%	2,35%
	2,50 à <10,00	7 251	394	5,43%	5,04%	5,40%	5,88%
	2,5 à <5	5 270	217	4,12%	4,13%	4,30%	4,63%
	5 à <10	1 981	177	8,94%	7,87%	8,32%	9,23%
	10,00 à <100,00	4 302	815	18,95%	19,85%	21,73%	22,10%
	10 à <20	2 341	299	12,77%	15,74%	15,32%	16,46%
	20 à <30	1 879	492	26,18%	29,05%	29,05%	28,47%
	30,00 à <100,00	82	24	29,27%	42,37%	36,74%	36,87%
100,00 (défaut)		5 396	5 396	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	21	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	21	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	0,12%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	1	□	0,00%	0,00%	0,75%	0,00%
	0,75 à <1,75	1	□	0,00%	0,00%	0,75%	0,00%
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ETABLISSEMENTS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Etablissements	0,00 à <0,15	499	□	0,00%	0,03%	0,03%	0,00%
	0,00 à <0,10	499	□	0,00%	0,03%	0,03%	0,00%
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	12	□	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	9	□	0,00%	0,28%	0,30%	0,00%
	0,50 à <0,75	1	□	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	19,99%	0,00%	0,00%
	10 à <20	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	□	□	0,00%	19,99%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)		1	1	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - PMET**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PMEt	0,00 à <0,15	38	□	0,00%	0,09%	0,10%	0,00%
	0,00 à <0,10	8	□	0,00%	0,04%	0,04%	0,00%
	0,10 à <0,15	30	□	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	2	□	0,00%	0,00%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	353	□	0,00%	0,40%	0,39%	0,00%
	0,50 à <0,75	34	□	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	868	12	1,38%	1,08%	1,18%	0,40%
	0,75 à <1,75	806	12	1,49%	1,07%	1,13%	0,40%
	1,75 à <2,5	62	□	0,00%	1,93%	1,90%	0,45%
	2,50 à <10,00	502	9	1,79%	4,00%	4,33%	0,89%
	2,5 à <5	345	8	2,32%	3,27%	3,03%	0,46%
	5 à <10	157	1	0,64%	8,03%	7,20%	1,82%
	10,00 à <100,00	75	5	6,67%	20,29%	17,39%	8,41%
	10 à <20	37	4	10,81%	15,00%	13,62%	5,94%
	20 à <30	38	1	2,63%	21,91%	21,05%	10,82%
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)		139	139	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPECIALISE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	1	□	0,00%	0,05%	0,06%	0,00%
	0,00 à <0,10	1	□	0,00%	0,05%	0,06%	0,00%
	0,10 à <0,15	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	5	□	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	7	□	0,00%	0,30%	0,30%	0,00%
	0,50 à <0,75	11	□	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	11	□	0,00%	0,84%	1,19%	0,00%
	0,75 à <1,75	9	□	0,00%	0,84%	1,03%	0,00%
	1,75 à <2,5	2	□	0,00%	0,00%	1,90%	0,00%
	2,50 à <10,00	□	□	0,00%	5,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	□	□	0,00%	5,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	□	□	0,00%	12,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	□	□	0,00%	12,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - AUTRES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	105	□	0,00%	0,06%	0,07%	0,00%
	0,00 à <0,10	70	□	0,00%	0,04%	0,04%	0,00%
	0,10 à <0,15	35	□	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	11	□	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	159	1	0,63%	0,34%	0,36%	0,13%
	0,50 à <0,75	23	□	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	168	□	0,00%	1,05%	1,16%	0,19%
	0,75 à <1,75	152	□	0,00%	1,05%	1,08%	0,16%
	1,75 à <2,5	16	□	0,00%	1,91%	1,91%	0,49%
	2,50 à <10,00	40	□	0,00%	3,82%	4,25%	0,29%
	2,5 à <5	27	□	0,00%	3,18%	3,00%	0,00%
	5 à <10	13	□	0,00%	8,03%	6,85%	0,89%
	10,00 à <100,00	6	□	0,00%	17,98%	17,33%	3,10%
	10 à <20	3	□	0,00%	17,60%	14,00%	0,00%
	20 à <30	3	□	0,00%	20,43%	20,67%	6,19%
	30,00 à <100,00	□	□	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
100,00 (défaut)	27	27	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

Le calcul des taux de PD moyens à long terme est réalisé sans chevauchement de fenêtres temporelles.

**APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (NI) - CONTRÔLE A POSTERIORI DES  
PROBABILITÉS DE DÉFAUT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION (EU CR9 -1)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CR9-1 « Approche fondée sur la notation interne (NI) - Contrôle a posteriori des probabilités de défaut par catégorie d'exposition ».

## 4.3 Risque de contrepartie

### INFORMATION QUALITATIVE SUR LE RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCRA)

Les informations concernant les informations qualitatives sur le risque de contrepartie sont décrites dans la partie 4 « Composition et évolution des emplois pondérés – Approche de l'établissement en matière de gestion des risques ».

#### 4.3.1 Exposition au risque de contrepartie par approche

##### ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE (EU CCR1)

31/12/2022		Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
EU-1	UE - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)	□	□		1,4	□	□	□	□
EU-2	UE - SA-CCR simplifiée (pour les dérivés)	□	□		1,4	□	□	□	□
1	SA-CCR (pour les dérivés)	12 199	37 436		1,4	616 598	69 490	68 706	12 825
2	IMM (pour les dérivés et les OFT)			□	□	□	□	□	□
2a	<i>Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres</i>			□		□	□	□	□
2b	<i>Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé</i>			□		□	□	□	□
2c	<i>Dont issues d'ensembles de compensation de conventions multiproduits</i>			□		□	□	□	□
3	<i>Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)</i>					□	□	□	□
4	<i>Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)</i>					54 404	54 404	54 404	□
5	VaR pour les OFT					□	□	□	□
6	<b>Total</b>					<b>671 002</b>	<b>123 893</b>	<b>123 110</b>	<b>12 825</b>

L'exposition totale au risque de contrepartie s'élève à XX milliers d'euros au 31 décembre 2022 (sous forme d'instruments dérivés : X milliers d'euros et sous forme d'opérations de financement de titres : x milliers d'euros).

### 4.3.2 Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES (EU CCR3)

31/12/2022	Pondération de risque											Valeur d'exposition totale
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	Autres	
<b>Catégories d'expositions</b>												
<i>(en milliers d'euros)</i>												
Administrations centrales ou banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Administrations régionales ou locales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Entités du secteur public	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Banques multilatérales de développement	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Organisations internationales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Établissements	360	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	360
Entreprises	□	□	□	□	□	□	□	□	735	□	□	735
Clientèle de détail	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Autres éléments	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>Valeur d'exposition totale</b>	<b>360</b>	□	□	□	□	□	□	□	<b>735</b>	□	□	<b>1 094</b>

### 4.3.3 Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

#### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration centrales et banque centrales	0,00 à <0,15	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,15 à <0,25	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,25 à <0,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,50 à <0,75	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,75 à <2,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	2,50 à <10,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	10,00 à <100,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	100,00 (défaut)	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	<b>Sous total</b>	□	<b>0,00%</b>	□	<b>0,00%</b>	□	□	<b>0,00%</b>
Etablissements	0,00 à <0,15	109 783	0,03%	□	6,29%	2,50	3 199	2,91%
	0,15 à <0,25	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,25 à <0,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,50 à <0,75	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,75 à <2,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	2,50 à <10,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	10,00 à <100,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	100,00 (défaut)	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>109 783</b>	<b>0,03%</b>	□	<b>6,29%</b>	<b>2,50</b>	<b>3 199</b>	<b>2,91%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)								
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,15 à <0,25	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,25 à <0,50	6 774	0,41%	□	45,00%	2,50	4 583	67,65%
	0,50 à <0,75	2 819	0,60%	□	45,00%	2,50	2 255	79,98%
	0,75 à <2,50	1 125	0,81%	□	45,00%	2,50	1 016	90,34%
	2,50 à <10,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	10,00 à <100,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	100,00 (défaut)	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>10 718</b>	<b>0,50%</b>	□	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>7 854</b>	<b>73,28%</b>
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,15 à <0,25	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,25 à <0,50	895	0,31%	□	45,00%	2,50	399	44,54%
	0,50 à <0,75	59	0,59%	□	45,00%	2,50	30	51,53%
	0,75 à <2,50	333	1,26%	□	45,00%	2,50	253	75,84%
	2,50 à <10,00	22	3,83%	□	45,00%	2,50	22	97,07%
	10,00 à <100,00	205	17,23%	□	45,00%	2,50	334	1.6297
	100,00 (défaut)	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>1 514</b>	<b>2,87%</b>	□	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>1 037</b>	<b>68,49%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,15 à <0,25	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,25 à <0,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,50 à <0,75	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	0,75 à <2,50	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	2,50 à <10,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	10,00 à <100,00	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	100,00 (défaut)	□	0,00%	□	0,00%	□	□	0,00%
	<b>Sous total</b>	□	<b>0,00%</b>	□	<b>0,00%</b>	□	□	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL (TOUTES LES CATÉGORIES D'EXPOSITIONS PERTINENTES POUR LE CCR)</b>		<b>122 015</b>	<b>0,11%</b>	□	<b>10,18%</b>	<b>2,50</b>	<b>12 090</b>	<b>9,91%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Administration centrales et banque centrales	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
Etablissements	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
Entreprises - PME	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
Crédit aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDIT RENOUVELABLE QUALIFIÉ**

31/12/2022

<i>Catégories d'expositions</i>	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Crédit renouvelable qualifié	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
Autres crédits aux particuliers	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

31/12/2022								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à <0,15		0,00%		0,00%			0,00%
	0,15 à <0,25		0,00%		0,00%			0,00%
	0,25 à <0,50		0,00%		0,00%			0,00%
	0,50 à <0,75		0,00%		0,00%			0,00%
	0,75 à <2,50		0,00%		0,00%			0,00%
	2,50 à <10,00		0,00%		0,00%			0,00%
	10,00 à <100,00		0,00%		0,00%			0,00%
	100,00 (défaut)		0,00%		0,00%			0,00%
	<b>Sous total</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>
<b>TOTAL (TOUTES LES CATÉGORIES D'EXPOSITIONS PERTINENTES POUR LE CCR)</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>	

### 4.3.4 Sûretés

#### COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCR5.B)

31/12/2022

		Sûretés utilisées dans des opérations sur dérivés				Sûretés utilisées dans des OFT			
		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies	
		Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation
<i>(en milliers d'euros)</i>									
1	Espèces — monnaie nationale	□	322 900	□	□	□	4 356	□	□
2	Espèces — autres monnaies	□	□	□	□	□	□	□	□
3	Dette souveraine nationale	□	□	□	□	□	□	□	□
4	Autre dette souveraine	□	□	□	□	□	□	□	□
5	Dette des administrations publiques	□	□	□	□	□	□	□	□
6	Obligations d'entreprise	□	□	□	□	□	□	□	□
7	Actions	□	□	□	□	□	□	□	□
8	Autres sûretés	□	□	□	□	□	□	□	155 288
9	<b>Total</b>	□	<b>322 900</b>	□	□	□	<b>4 356</b>	□	<b>155 288</b>

### 4.3.5 Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) (CCR7)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CCR7 « Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) ».

### 4.3.6 Expositions sur les contreparties centrales (CCP)

#### EXPOSITIONS SUR LES CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (EU CCR8)

		31/12/2022	
		Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>1</b>	<b>Expositions aux contreparties centrales éligibles (total)</b>		<input type="checkbox"/>
2	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	i) Dérivés de gré à gré	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	ii) Dérivés négociés en bourse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	iii) Opérations de financement sur titres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	<input type="checkbox"/>	
8	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	Contributions non financées au fonds de défaillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11</b>	<b>Expositions aux contreparties centrales non éligibles (total)</b>		<input type="checkbox"/>
12	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	i) Dérivés de gré à gré	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	ii) Dérivés négociés en bourse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	iii) Opérations de financement sur titres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16	iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	<input type="checkbox"/>	
18	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20	Contributions non financées au fonds de défaillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### 4.3.7 CVA

Le cadre prudentiel CRR/CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du Credit Valuation Adjustment (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérivés OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon ce dispositif prudentiel, les établissements utilisent une formule réglementaire (“méthode standard”) ou sont autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée (“VaR CVA”).

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties “Institutions financières” hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marché au titre du risque spécifique de taux.

## EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) (EU CCR2)

31/12/2022		Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
<i>(en milliers d'euros)</i>			
1	Total des opérations soumises à la méthode avancée	□	□
2	i) composante VaR (y compris le multiplicateur 3 ×)		□
3	ii) composante VaR en situation de tensions (y compris le multiplicateur 3 ×)		□
4	Opérations soumises à la méthode standard	55 379	57 515
EU-4	Opérations soumises à l'approche alternative (sur la base de la méthode de l'exposition initiale)	□	□
5	<b>Total des opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA</b>	55 379	57 515

## 4.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CRC)

#### Dispositif de gestion des sûretés réelles reçues

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans la partie “Gestion des risques – Risque de crédit – Garanties reçues et sûretés”.

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa liquidité, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement a minima.

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements en vertu du Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (CRR) et de la Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo-maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote

intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime, de l'immobilier ou du négoce de matières premières. Ces métiers sont pratiqués par des middle office dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

### Fournisseurs de protection

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit) sont les agences de crédit export qui relèvent pour la plupart du risque souverain. Les plus importantes agences sont la BPI (France), Euler Hermès (Allemagne) et Sace SPA (Italie).

### Utilisation par le Crédit Agricole des techniques de réduction de risque en couverture de certains de ses engagements vis-à-vis de tiers

Crédit Agricole peut recourir également à des techniques de réduction de risque pour couvrir certaines de ses opérations vis-à-vis de tiers, notamment des opérations de refinancement. Ces dernières peuvent contenir une clause de collatéralisation supplémentaire en cas de dégradation de la qualité de crédit de Crédit Agricole S.A entité sociale. A titre d'illustration, à fin 2021, en cas de baisse d'un cran de la notation de cette qualité de crédit, le Groupe devrait remettre aux contreparties de ces opérations de refinancement un supplément global de sûretés de 287 millions d'euros.

### Dérivés de crédit utilisés en couverture

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'utilise pas de dérivés de crédit

### APERÇU DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CR3)

31/12/2022		Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
1	Prêts et avances	5 603 753	8 682 986	4 218 191	4 464 795	□
2	Titres de créance	525 878	228 504	□	228 504	
3	<b>Total</b>	<b>6 129 631</b>	<b>8 911 490</b>	<b>4 218 191</b>	<b>4 693 299</b>	□
4	<i>Dont expositions non performantes</i>	27 394	49 940	23 188	26 752	□
EU-5	<i>Dont en défaut</i>	□	□			

### EXPOSITIONS SUR DERIVES DE CREDIT (CCR6)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau CCR6 Expositions sur dérivés de crédit »

## 4.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole, hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus "conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui présentent une nature économique similaire". Il s'agit principalement :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;
- des options implicites des obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions ;
- des options sur actions ;
- des titres super subordonnés.

Les techniques comptables et les méthodes de valorisation utilisées sont décrites dans l'annexe 1.2 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

### MONTANT DES EXPOSITIONS BRUTES ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE EN MÉTHODE NOTATION INTERNE (EU CR10.5)

31/12/2022 Catégories (en milliers d'euros)	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital- investissement	481	□	190%	481	915	4
Expositions sur actions cotées	137 379	□	290%	137 379	398 399	1 099
Autres expositions sur actions	282 711	8 427	370%	291 138	1 077 211	6 987
<b>Total</b>	<b>420 572</b>	<b>8 427</b>		<b>428 998</b>	<b>1 476 524</b>	<b>8 090</b>

Le montant des expositions sur actions (bilan et hors bilan) traité en approche notation interne s'élève à 429 millions d'euros au 31 décembre 2022 (contre 403 millions d'euros au 31 décembre 2021).

Par ailleurs, le montant des expositions sur actions traité en méthode standard s'élève à 0,1 million d'euros au 31/12/2022 et à un montant de RWA de 0,1 million d'euros au 31/12/2022.

Le montant cumulé des plus-values ou moins-values réalisées sur les ventes et liquidations sur la période sous revue est présenté dans l'annexe 4 aux états financiers "Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

## 4.6 Expositions de titrisation

### 4.6.1 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

#### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES EXPOSITIONS DE TITRISATION (EU SECA)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE (SEC1)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

### **EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME EMETTEUR OU MANDATAIRE (SEC3)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

### **EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR (SEC4)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

### **EXPOSITIONS TITRISÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT - EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENT DU RISQUE DE CRÉDIT (SEC5)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

### **EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

## **4.7 Risques de marché**

Les CR ne remontent pas de montants significatifs en matière d'emplois pondérés sur le risque de marché. Elles ne sont pas concernées par la publication des tableaux et commentaires liés au risque de marché

### **INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE DE MARCHÉ (EU MRA)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication des tableaux et commentaires liés au risque de marché dont les montants ne sont pas significatifs.

#### **4.7.1 Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation**

### **EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (EU MR1)**

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau dont les montants ne sont pas significatifs.

## 4.7.2 Expositions en méthode modèle interne

### RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (EU MR2-A)

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau dont les montants ne sont pas significatifs.

### ETAT DES FLUX D'APR RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DE MODÈLE INTERNE (EU MR2-B)

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication Du tableau MR2-B « Etat des flux d'APR relatifs aux expositions au risque de marche dans le cadre de l'approche de modèle interne ».

## 4.7.3 Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

### EXIGENCES DE PUBLICATION D'INFORMATIONS QUALITATIVES POUR LES ÉTABLISSEMENTS UTILISANT UNE AMI (EU MRB)

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau MR2B « Exigences de publication d'information qualitatives pour les établissements utilisant une approche des modèles internes (AMI).

### VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau MR3 « Valeur du portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes (AMI) ».

## 4.7.4 Backtesting du modèle de VAR (MR4)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau MR4 « Backtesting du modèle de VAR ».

## 4.8 Risque opérationnel

### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE OPÉRATIONNEL (EU ORA)

---

#### Méthodologie de calcul des fonds propres en méthode avancée

Le groupe Crédit Agricole a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1er janvier 2008, la méthode avancée (AMA - Advanced Measurement Approach) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le champ d'application de la méthode avancée et de la méthode standard ainsi que la description de la méthodologie avancée sont présentés dans la partie "Gestion des risques – Risques opérationnels – Méthodologie".

S'agissant des informations qualitatives générales sur le risque opérationnel, elles sont traitées dans le chapitre « Gestion des risques » du RFA :

- objectifs et politiques en matière de gestion des risques, se reporter dans la section 8.I au paragraphe « Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels » ;
- approches pour l'évaluation des exigences minimales de fonds propres, se reporter dans la section 8.II « Méthodologie » ;
- approche méthodologique AMA, se reporter dans la section 8.II « Méthodologie » au paragraphe « Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA » ;
- recours à l'assurance pour l'atténuation du risque dans l'approche par mesure avancée se reporter dans la section 8.IV « Assurance et couverture des risques opérationnels ».

### Techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel

Les techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel sont présentées dans la partie "Gestion des risques – Risques opérationnels – Assurance et couverture des risques opérationnels".

## 4.8.1 Exigences de fonds propres et montants de RWA au titre du risque opérationnel

### EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET MONTANTS DE RWA AU TITRE DU RISQUE OPÉRATIONNEL (EU OR1)

Activités bancaires		Indicateur pertinent			Exigences de fonds propres	Montant d'exposition au risque
		Exercice n-3	Exercice n-2	Précédent exercice		
010	Activités bancaires en approche élémentaire (BIA)	□	□	□	□	□
020	Activités bancaires en approche standard (TSA) / en approche standard de remplacement (ASA)	□	□	□	1 832	22 896
	<u>En approche standard (TSA):</u>	□	□	□		
030	Financement des entreprises (CF)	□	□	□		
040	Négociation et vente institutionnelle (TS)	□	□	□		
050	Courtage de détail (RBr)	□	□	□		
060	Banque commerciale (CB)	□	□	□		
070	Banque de détail (RB)	2 127	3 000	40 664		
080	Paiement et règlement (PS)	□	□	□		
090	Services d'agence (AS)	□	□	□		
100	Gestion d'actifs (AM)	□	□	□		
	<u>En approche standard de remplacement (ASA):</u>					
110	Banque commerciale (CB)	□	□	□		
120	Banque de détail (RB)	□	□	□		
130	Activités bancaires en approche par mesure avancée (AMA)	483 857	295 617	308 165	41 345	516 812

## 5. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

---

### 5.1 Gestion du Risque de Liquidité

#### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RISQUE DE LIQUIDITÉ (EU LIQA)

---

##### 5.1.1 Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité

La stratégie mise en œuvre par le Groupe Crédit Agricole en matière de gestion du risque de liquidité s'articule autour de quelques grands principes :

- Une structure de financement qui minimise le risque et des coussins de liquidité conséquents, destinés à permettre au Groupe de faire face à une éventuelle crise de liquidité.
- Une gestion prudente du risque de liquidité intraday.
- Un dispositif robuste de pilotage et d'encadrement du risque de liquidité.

Le Groupe s'assure de la diversification de ses sources de financement de marché via des indicateurs dédiés, à la fois pour le court et le long terme. La diversification porte sur la catégorie de contrepartie (différents acteurs de marché, clientèle retail et corporate), la devise et le pays de la contrepartie.

##### 5.1.2 Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est coordonnée pour le Groupe Crédit Agricole par la Direction du Pilotage Financier Groupe, au sein de la direction finance de Crédit Agricole SA.

Cette fonction assure la consolidation et le suivi des indicateurs de pilotage du risque de liquidité produits par les entités du Groupe.

La direction des risques Groupe assure un second regard sur la saine gestion du risque de liquidité au travers des normes, indicateurs, limites via sa participation aux instances de gouvernance de la liquidité.

##### 5.1.3 Centralisation de la liquidité et interactions intra-groupe

La gestion de la liquidité au sein du Groupe Crédit Agricole est centrée sur Crédit Agricole S.A. qui joue le rôle de banque pivot pour les autres entités du Groupe. Crédit Agricole SA centralise la majorité des refinancements et redistribue les excédents au sein du Groupe. Les flux financiers et l'accès aux marchés financiers transitent donc majoritairement par Crédit Agricole S.A..

Pour des raisons spécifiques et sous conditions, les autres entités peuvent avoir un accès direct aux marchés. C'est notamment le cas de CACF, CA-CIB et CA Italia.

##### 5.1.4 Systèmes de reporting et de mesure du risque de liquidité

Dans la pratique, le suivi du risque de liquidité s'effectue via un outil centralisé commun à toutes les entités qui font partie du périmètre de suivi du risque de liquidité du Groupe.

Via un plan de comptes adapté au suivi du risque de liquidité, cet outil permet d'identifier les compartiments homogènes du bilan du Groupe et de chacune de ses entités. Cet outil véhicule également l'échéancier de chacun de ces compartiments. En production depuis 2013, il mesure sur base mensuelle les différents indicateurs normés par le Groupe :

- Les indicateurs dits « du modèle interne de liquidité » : bilan de liquidité, réserves, stress scénarios, concentration du refinancement court terme et long terme, etc.

- Les indicateurs réglementaires : LCR, NSFR, ALMM.

Ce dispositif est complété d'outils de gestion apportant une vision quotidienne de certains risques (liquidité intraday, production quotidienne du LCR).

La gestion de la liquidité est également intégrée au processus de planification du Groupe. Ainsi le bilan est projeté, notamment dans le cadre des exercices budgétaires / Plan moyen terme.

### 5.1.5 Couverture du risque de liquidité

Les politiques d'atténuation du risque de liquidité mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole consistent à maîtriser les sorties de liquidité qui se matérialiseraient en période de crise. Cela passe essentiellement par le fait de :

- disposer d'une structure de bilan solide, privilégiant le refinancement moyen long terme et limitant le recours au refinancement court terme. A ce titre le Groupe s'est fixé un objectif de gestion en matière de Position en Ressources Stables et d'une limite en matière de refinancement court terme net.
- maîtriser l'empreinte du Groupe sur le marché du refinancement,
- diversifier ses sources de refinancement de marché.

Les politiques de couverture du risque de liquidité visent à disposer d'actifs liquéfiables à court terme, afin de pouvoir faire face à des sorties significatives de liquidité en période de crise de liquidité. Ces actifs sont constitués principalement de :

- dépôts en banque centrale (essentiellement auprès de la BCE),
- titres de très bonne qualité, liquides et sujets à un faible risque de variation de valeur,
- et créances mobilisables en banque centrale.

### 5.1.6 Plan d'urgence liquidité

Crédit Agricole S.A. dispose d'un Plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de crise de liquidité. Ce Plan d'urgence du Groupe s'applique sur le périmètre des entités encadrées par le système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole et comporte trois niveaux, déclenchés selon la sévérité de la situation de crise :

- *Jaune* : la situation nécessite une surveillance accrue et des mesures de faible ampleur.
- *Orange* : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens inhabituels pour faire face à la crise.
- *Rouge* : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens exceptionnels pour faire face à la crise.

Les indicateurs servant à l'éventuel déclenchement du Plan d'urgence sont mesurés hebdomadairement par la Direction du Pilotage Financier de Crédit Agricole S.A..

Le dispositif s'appuie sur une gouvernance dédiée en cas de déclenchement du plan d'urgence, qui comprend notamment un comité de crise présidé par la direction générale. Le plan d'urgence Groupe fait l'objet de tests de manière annuelle.

### 5.1.7 Stress-tests liquidité

L'établissement s'assure qu'il dispose d'un volant d'actifs liquides suffisant pour faire face aux situations de crise de liquidité. Il s'agit notamment de titres liquides sur le marché secondaire, de titres susceptibles d'être mis en pension, ou bien encore de titres ou de créances mobilisables auprès des Banques Centrales.

Le Groupe se fixe des seuils de tolérance en terme de durée de survie sur les 3 scénarios suivants :

- Un scénario de crise dit systémique correspondant à une crise sur le marché du refinancement. La durée de survie est fixée à un an.
- Un scénario de crise dit idiosyncratique correspondant à une crise sévère bien que de moindre envergure que le scénario de crise globale notamment parce que la liquidité de marché des actifs n'est pas impactée. La durée de survie est fixée à trois mois.
- Un scénario de crise dit global correspondant à une crise brutale et sévère, à la fois spécifique à l'établissement c'est-à-dire affectant sa réputation, et systémique c'est-à-dire affectant l'ensemble du marché du financement. La durée de survie est fixée à un mois.

En pratique, ces stress tests sont réalisés en appliquant un jeu d'hypothèses au bilan de liquidité : le test est considéré « passé » si les actifs liquides permettent de maintenir une liquidité positive sur toute la période de stress.

### **5.1.8 Pilotage et gouvernance**

L'appétence au risque de liquidité est définie chaque année par la gouvernance dans le Risk Appetite Framework, qui traduit le niveau de risque accepté par le Groupe. Cela se matérialise par des seuils d'alerte et des limites sur les indicateurs clé du dispositif de suivi du risque de liquidité :

- Le LCR et le NSFR, pilotés avec une marge de manœuvre par rapport aux exigences réglementaires (soit un seuil d'appétence pour le LCR à 110%).
- Les indicateurs internes, tels que la Position en Ressources Stables (PRS), les scénarios de crise de liquidité et les réserves de liquidité font également l'objet de seuils d'alerte et limites.

**Principaux indicateurs d'appétence et de gestion du risque de liquidité suivis par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou au 31/12/2022 :**

	LCT	LCR	NSFR	PRS	Stress	Réserves (vision modèle interne)
<b>Crédit Agricole Touraine Poitou</b>	39.7%	116.2%	107.6%	1.148 M€	Global > 0	1 350 M€
					Systemique > 0	2 474 M€
					Idiosyncratique > 0	1 402 M€
						1 285 M€

Le dispositif de pilotage interne est complété par d'autres mesures du risque de liquidité (concentration du refinancement moyen long terme par contreparties, échéances et devises, sensibilité au refinancement de marché court terme, empreinte de marché, niveau d'encombrement des actifs, besoins de liquidité contingents) suivies au niveau Groupe et déclinées à différents niveaux (paliers de sous-consolidation des filiales et Caisses Régionales).

Le Groupe établit annuellement une déclaration concernant l'adéquation des dispositifs de gestion du risque de liquidité, assurant que les systèmes de gestion de risque de liquidité mis en place sont adaptés au profil et à la stratégie du Groupe. Cette déclaration, approuvée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA, est adressée à la Banque Centrale Européenne, en tant que superviseur du Groupe.

**RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE EN BESOIN DE LIQUIDITE COURT TERME \_ LIQUIDTY COVERAGE RATIO - LCR (EU LIQ1)**

LCR moyen sur 12 mois glissant (moyenne des 12 dernières mesures de fin de mois)			
31/03/222	30/06/2022	30/09/2022	31/12/2022
184.4%	182.2%	179.2%	170.7%

(en milliers d'euros)		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
		31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022	31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022
EU 1a	TRIMESTRE SE TERMINANT LE								
EU 1b	Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12		12		12		12	
<b>ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)</b>									
1	<b>Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)</b>					<b>1 867 322</b>		<b>1 870 694</b>	
<b>SORTIES DE TRÉSORERIE</b>									
2	Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	3 629 960		3 529 084		220 632		211 951	
3	Dépôts stables	2 730 633		2 682 788		136 532		134 139	
4	Dépôts moins stables	899 327		846 296		84 100		77 811	
5	Financements de gros non garantis	1 420 171		1 321 579		735 981		709 207	
6	<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives</i>	503 316		427 627		120 067		103 676	
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	903 355		880 035		602 415		591 615	
8	Créances non garanties	13 500		13 917		13 500		13 917	
9	Financements de gros garantis					2 378		2 353	
10	Exigences complémentaires	1 064 496		1 061 845		225 585		192 213	
11	Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de sûretés	163 800		126 007		163 800		126 007	
12	Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de créance	□		□		□		□	
13	Facilités de crédit et de liquidité	900 696		935 838		61 785		66 207	

(en milliers d'euros)		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
14	Autres obligations de financement contractuelles	1 682		1 647		1 682		1 647	
15	Autres obligations de financement éventuel	77 507		83 315		77 507		83 315	
<b>16</b>	<b>TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE</b>					<b>1 263 764</b>		<b>1 200 686</b>	

		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
<b>ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	□		□		□		□	
18	Entrées provenant d'expositions pleinement performantes	408 099		446 668		167 378		170 484	
19	Autres entrées de trésorerie	486		1 195		486		1 195	
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					□		□	
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)					□		□	
<b>20</b>	<b>TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>	<b>408 585</b>		<b>447 863</b>		<b>167 863</b>		<b>171 679</b>	
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	□		□		□		□	
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %	□		□		□		□	
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	408 585		447 863		167 863		171 679	
<b>VALEUR AJUSTÉE TOTALE</b>									
21	COUSSIN DE LIQUIDITÉ					1 867 322		1 870 694	
22	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES					1 095 901		1 029 007	
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ					171,00%		182,00%	

**INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RATIO LCR (EU LIQB)**
**RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ MOYEN/LONG-TERME (NET STABLE FUNDING RATIO) - RATIO NSFR (EU LIQ2)**

	30/06/2022	30/09/2022	31/12/2022
<b>NSFR</b>	107.2%	106.8%	107.6%

		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
31/12/2022						
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Éléments du financement stable disponible</b>						
<b>1</b>	<b>Éléments et instruments de fonds propres</b>	<b>2 028 995</b>	□	□	<b>16 193</b>	<b>2 045 188</b>
2	<i>Fonds propres</i>	2 028 995	□	□	16 193	2 045 188
3	<i>Autres instruments de fonds propres</i>		□	□	□	□
<b>4</b>	<b>Dépôts de la clientèle de détail</b>		<b>3 802 072</b>	□	□	<b>3 562 036</b>
5	<i>Dépôts stables</i>		2 803 416	□	□	2 663 245
6	<i>Dépôts moins stables</i>		998 656	□	□	898 790
<b>7</b>	<b>Financement de gros:</b>		<b>2 897 048</b>	<b>713 916</b>	<b>6 176 038</b>	<b>7 003 924</b>
8	<i>Dépôts opérationnels</i>		354 557	□	□	177 279
9	<i>Autres financements de gros</i>		2 542 491	713 916	6 176 038	6 826 646
<b>10</b>	<b>Engagements interdépendants</b>		□	□	□	□
<b>11</b>	<b>Autres engagements:</b>	<b>65 593</b>	<b>860 147</b>	□	<b>156 034</b>	<b>156 034</b>
12	<i>Engagements dérivés affectant le NSFR</i>	65 593				
13	<i>Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.</i>		860 147	□	156 034	156 034
<b>14</b>	<b>Financement stable disponible total</b>					<b>12 767 182</b>
<b>Éléments du financement stable requis</b>						
<b>15</b>	<b>Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)</b>					<b>26 716</b>
<b>EU-15a</b>	<b>Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture</b>		<b>392</b>	<b>1 179</b>	<b>857 678</b>	<b>730 362</b>
<b>16</b>	<b>Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles</b>		<b>49 233</b>	□	□	<b>24 617</b>
<b>17</b>	<b>Prêts et titres performants:</b>		<b>1 006 758</b>	<b>844 229</b>	<b>11 051 979</b>	<b>9 414 865</b>
18	<i>Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.</i>		□	□	□	□
19	<i>Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers</i>		241 000	176 054	1 238 205	1 350 332
20	<i>Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:</i>	□	483 310	389 229	3 326 611	3 411 244

31/12/2022

		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
21	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	□	4 954	4 629	97 453	68 136
22	<i>Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:</i>	□	260 064	272 845	6 269 498	4 453 478
23	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>		233 927	243 067	5 977 105	4 176 986
24	<i>Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan</i>		22 384	6 101	217 665	199 812
<b>25</b>	<b>Actifs interdépendants</b>		□	□	□	□
<b>26</b>	<b>Autres actifs:</b>		<b>605 501</b>	<b>20 882</b>	<b>1 276 498</b>	<b>1 604 820</b>
27	<i>Matières premières échangées physiquement</i>				□	□
28	<i>Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP</i>		□	□	□	□
29	<i>Actifs dérivés affectant le NSFR</i>		□			□
30	<i>Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie</i>		76 402			3 820
31	<i>Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus</i>		529 099	20 882	1 276 498	1 601 000
<b>32</b>	<b>Éléments de hors bilan</b>		□	□	<b>939 631</b>	<b>63 345</b>
<b>33</b>	<b>Financement stable requis total</b>					<b>11 864 725</b>
<b>34</b>	<b>Ratio de financement stable net (%)</b>					<b>107,61%</b>

## 6. RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

---

Conformément à l'article 448 du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou est assujettie à la publication d'informations relatives au risque de taux d'intérêt.

### 6.1 Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire

#### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBBA)

---

##### 6.1.1 Définition du risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux du portefeuille bancaire se réfère au risque actuel ou potentiel d'une baisse des fonds propres ou des revenus de la banque résultant de mouvements adverses des taux d'intérêt qui affectent les positions de son portefeuille bancaire.

Le risque de taux se décompose en trois sous-types de risque :

- le **risque directionnel** ou risque d'impasse résultant de la structure des échéances des instruments du portefeuille bancaire et reflétant le risque induit par le calendrier de révision des taux des instruments. L'ampleur du risque d'impasse varie selon que les changements de la structure à terme des taux évoluent constamment le long de la courbe des taux (risque parallèle) ou différemment par période (risque non parallèle) ;
- le **risque de base** reflétant l'impact de variations relatives des taux d'intérêt pour des instruments financiers ayant des maturités similaires et valorisés avec des indices de taux d'intérêt différents ;
- le **risque optionnel** résultant de positions dérivées ou bilantielles permettant à la banque ou son client de modifier le niveau et le calendrier des flux de trésorerie ; le risque optionnel est scindé en 2 catégories : risque optionnel automatique et risque optionnel comportemental.

Il est géré - notamment par la mise en place de couvertures - et fait l'objet d'un encadrement à l'aide de limites.

##### 6.1.2 Stratégies de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt global

###### Objectif

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures de la banque contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêt.

Les variations de taux d'intérêt impactent la marge nette d'intérêt en raison des décalages de durée et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter la volatilité de cette marge.

###### Dispositif de limites et pratiques de couverture

Les limites mises en place au niveau de la banque permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur chacune des 10 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale de la banque dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge nette d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de la Caisse régionale encadrent l'exposition au risque de taux d'intérêt global. Ces limites encadrent le risque de taux et, le cas échéant, le risque inflation et le risque de base.

La Caisse régionale assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. La Caisse régionale est donc amenée à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

### **Conduite de tests de résistance**

Un dispositif interne trimestriel (ICAAP ou *internal capital adequacy assessment process*) vise ici à estimer le besoin en capital interne requis au titre du risque de taux que La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou pourrait connaître. Celui-ci est mesuré selon deux approches, en valeur économique et en revenu.

L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- Du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- Du risque de taux optionnel automatique (équivalent delta et équivalent gamma des options de caps et de floors, principalement) ;
- Du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- D'une consommation potentielle des limites sur l'exposition en risque de taux

L'impact en revenu est calculé à partir des simulations de marge nette d'intérêt (cf. infra).

Ce dispositif interne est complété de tests de résistance (ou stress test) réglementaires pilotés par l'Autorité Bancaire Européenne. Cet exercice est réalisé périodiquement au sein du groupe Crédit Agricole au niveau de consolidation le plus élevé ; la Caisse régionale y contribue en tant qu'entité appartenant au périmètre de consolidation visé. Le risque de taux fait partie des risques soumis à ce type d'exercice.

### **Rôle de l'audit indépendant**

Un système de contrôle à trois niveaux et indépendant est mis en place de façon à s'assurer de la robustesse du dispositif :

- le dispositif de mesure du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un processus de contrôle permanent ;
- la Direction des risques de la Caisse régionale émet un avis sur les processus d'encadrement et les nouveaux produits ;
- l'audit interne assure des inspections régulières dans les différents départements.

### **Rôle et pratiques du comité financier**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou gère son exposition sous le contrôle de son comité financier, dans le respect de ses limites et des normes du groupe Crédit Agricole.

Le comité financier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou est présidé par le Directeur général et comprend plusieurs membres du Comité de direction ainsi que des représentants de la Direction des risques :

- Il examine les positions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou ;
- Il examine le respect des limites applicables à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou ;
- Il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global proposées par le Département de gestion actif-passif.

De plus, la situation individuelle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou au regard du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses Régionales organisé par Crédit Agricole S.A.

### **Pratiques de la banque en matière de validation appropriée des modèles**

Les modèles de gestion actif-passif des Caisses régionales sont élaborés au niveau national par Crédit Agricole S.A. Ils suivent le même circuit de validation au sein de la Caisse régionale et font l'objet d'une information à Crédit Agricole S.A. lorsqu'ils sont adaptés localement.

La pertinence des modèles est contrôlée annuellement, notamment par l'examen de données historiques ou des conditions de marché présentes. Ils font l'objet d'une revue indépendante (dite « second regard ») par la fonction risque de Crédit Agricole S.A. pour les modèles nationaux et par celle de la Caisse régionale pour les adaptations locales.

### **6.1.3 Indicateurs de mesure du risque de taux et périodicité de calcul**

Le risque de taux d'intérêt global est quantifié à l'aide de mesures statiques et dynamiques.

#### **Approche en valeur économique**

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à échéancer dans le futur (selon une vision dite en extinction, dite « statique ») les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options comportementales vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

Les risques découlant des options automatiques (options de *caps* et de *floors*) sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques peut être couvert par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives.

Une sensibilité de la valeur actualisée nette de la valeur économique de la banque restitue de façon synthétique l'impact qu'aurait un choc de taux sur le montant des impasses de taux définies ci-dessus. Cette sensibilité est calculée sur le taux et le cas échéant, sur l'inflation et sur le risque de base (chocs variables selon l'indice de référence).

Elles font chacune l'objet d'un encadrement sous la forme d'une limite qui ne peut dépasser un pourcentage des fonds propres prudentiels totaux.

Les impasses sont produites sur base mensuelle. Les sensibilités de valeur économique sont calculées avec la même fréquence.

## **Approche en revenu**

Une approche en revenu complète cette vision bilancielle avec des simulations de marge nette d'intérêt projetées sur 3 années, intégrant des hypothèses de nouvelle production (approche dite « dynamique »). La méthodologie correspond à celle des stress tests conduits par l'EBA, à savoir une vision à bilan constant avec un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à maturité.

Ces indicateurs ne font pas l'objet d'un encadrement mais contribuent à la mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux.

Cette mesure est effectuée trimestriellement.

### **6.1.4 Chocs de taux utilisés pour les mesures internes**

#### **Indicateurs relatifs à l'approche en valeur économique**

Un choc uniforme de +/- 200 points de base est appliqué pour le calcul de la sensibilité au taux d'intérêt. S'agissant de sensibilité à l'inflation, un choc de +/- 100 points de base est retenu.

#### **Indicateurs relatifs à l'approche en revenu**

Les simulations de marge nette d'intérêt projetées sont réalisées selon 6 scénarii :

- réalisation des taux à terme (scénario central) ;
- chocs de +/- 200 points de base sur les taux d'intérêt ;
- chocs de +/- 50 points de base sur les taux d'intérêt ;
- choc de + 100 points de base sur l'inflation.

#### **ICAAP**

Les mesures utilisées pour l'ICAAP au titre de l'approche en valeur économique sont réalisées en s'appuyant sur un jeu de 6 scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode ACP (Analyse en composantes principales) et un calibrage cohérent avec celui utilisé pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2 (un intervalle de confiance de 99,9% et une période d'observation historique de 10 ans).

Pour l'approche en revenu, les chocs retenus sont de +/- 200 points de base.

### **6.1.5 Hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes**

La définition des modèles de gestion actif-passif repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle, complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

Les modélisations portent pour l'essentiel sur les :

- dépôts à vue : l'écoulement modélisé prend en compte la stabilité historiquement observée des encours. Même si les dépôts à vue français ont montré historiquement une grande stabilité, une fraction des encours (notamment ceux constitués après 2015) est réputée plus sensible au taux et une moindre stabilité lui est reconnue ;
- livrets d'épargne : le modèle traduit la dépendance de la rémunération de ces produits aux taux de marché et de l'inflation pour certains ;

- crédits échéancés : pour les crédits taux fixe les plus longs (majoritairement les crédits habitat), la modélisation tient compte de la dépendance de l'intensité des remboursements anticipés au niveau des taux d'intérêt. Les remboursements anticipés modélisés sont ainsi mis à jour trimestriellement ;
- fonds propres : le modèle traduit une convention de nature stratégique qui a pour but de stabiliser la marge nette d'intérêt. Il relie la maturité de l'échéancement des fonds propres à la maturité de l'activité commerciale de l'entité.

### 6.1.6 Couverture du risque de taux

Sont développées dans cette partie la couverture de juste valeur (*Fair value hedge*) et la couverture de flux de trésorerie (*Cash flow hedge*).

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- La protection de la valeur patrimoniale de la banque

Cette première approche suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt à l'actif et au passif (i.e. de manière simplifiée, les postes à taux fixe), afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe et inflation, caps de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*) dès lors que des instruments identifiés (micro-FVH) ou des groupes d'instruments identifiés (macro-FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

En vue de vérifier l'adéquation de la macrocouverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité et chaque génération.

Pour chaque relation de macrocouverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés. L'efficacité rétrospective est ainsi mesurée en s'assurant que l'évolution de l'encours couvert, en début de période, ne met pas en évidence de surcouverture a posteriori. D'autres sources d'inefficacité sont par ailleurs mesurées : l'écart BOR / OIS, la *Credit Valuation Adjustment* (CVA) / *Debit Valuation Adjustment* (DVA) et la *Funding Valuation Adjustment* (FVA).

- La protection de la marge d'intérêt

Cette seconde approche suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation de leur taux d'intérêt dans le futur, soit parce qu'ils sont indexés sur les indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (swaps de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro-CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro-CFH). Comme pour la couverture de juste valeur, la documentation et l'appréciation de l'efficacité de ces relations de couverture s'appuient sur des échéanciers prévisionnels.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

La Caisse régionale privilégie la protection de sa valeur patrimoniale pour la gestion de son risque de taux.

### 6.1.7 Principales hypothèses de modélisation et de paramètres pour les mesures réglementaires

Les hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes présentées au point e. sont également appliquées aux mesures réglementaires, à l'exception des éléments ci-dessous :

- Les fonds propres et participations, les autres actifs et autres passifs sont exclus des impasses ;
- la durée moyenne de la collecte non échéancée est plafonnée à 5 ans.

### 6.1.8 Signification des mesures

Les mesures internes montrent que les positions relatives au risque de taux d'intérêt global sont raisonnables au regard du montant des fonds propres dont dispose la Caisse régionale.

En effet, la sensibilité de la valeur économique de la banque à une variation des taux d'intérêt et de l'inflation de respectivement 200 points de base et 100 points de base ressort à 91,7 millions d'euro, soit 6,3% des fonds propres prudentiels totaux.

Les mesures réglementaires figurant dans l'état EU IRRBB1<sup>1</sup> ci-dessous sont pénalisées par l'exclusion des fonds propres<sup>1</sup> de la Caisse régionale, qui demeurent une ressource à taux fixe importante.

### 6.1.9 Autres informations pertinentes

Les taux d'intérêt relatifs aux principaux produits de collecte nationaux sont actualisés mensuellement par le comité Taux de Crédit Agricole S.A.

## 6.2 Informations quantitatives sur le risque de taux

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur économique et du produit net d'intérêts à différents scénarios de chocs de taux d'intérêt définis par la réglementation.

#### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBB1)

Scénarii de choc réglementaires (en milliers d'euros)	Variation de la valeur économique	Variation du produit net d'intérêts
	31/12/2022	31/12/2022
Choc parallèle vers le haut	(69)	4
Choc parallèle vers le bas	(40)	(4)
Pentification de la courbe	7	
Aplatissement de la courbe	(27)	
Hausse des taux courts	(43)	
Baisse des taux courts	33	

## Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul et scénarios de chocs de taux sont définis par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) dans les « Orientations sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation » parues le 19 juillet 2018 (EBA/GL/2018/02).

### ■ Valeur économique

Le paragraphe 115 des orientations de l'EBA précise les modalités de calcul de la variation de valeur économique. Celle-ci est déterminée à partir d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et livrets d'épargne) hors institutions financières est plafonnée à 5 ans.

Il est considéré un scénario de choc de taux instantané. Les chocs de taux utilisés sont ceux des principales zones économiques où La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou est exposé, à savoir la zone euro.

En points de base	EUR	CHF
Choc parallèle	200	100
Taux courts	250	150
Taux longs	100	100

Les scénarios de pentification et d'aplatissement de la courbe des taux sont des scénarios non uniformes où des chocs de taux variables selon la maturité sont à la fois appliqués sur les taux courts et les taux longs.

Un seuil minimum (ou floor), variable selon les maturités (de -100 points de base au jour le jour à 0 point de base à 20 ans, conformément à l'article 115(k) des orientations de l'EBA susmentionnées), est appliqué aux taux d'intérêt après prise en compte des scénarii de choc à la baisse.

### ■ Produit nets d'intérêts

La variation du produit net d'intérêts est calculée à un horizon de 12 mois en prenant l'hypothèse d'un bilan constant et donc d'un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme. Il est considéré ici un scénario de choc de taux instantané de 50 points de base quelle que soit la devise.

Il est constaté une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique de La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente.

La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume de passifs à taux fixe globalement plus faible que les actifs à taux fixe sur les échéances à venir.

A l'inverse, la marge nette d'intérêt augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne réglementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux.

De plus, l'impact d'une hausse de taux est supposé se transmettre à 100% et immédiatement aux actifs clientèles ; les dépôts à vue se maintiennent à leur niveau actuel élevé, sans être rémunérés (reprise des hypothèses des tests de résistance de l'EBA). Dans les faits, la hausse de la marge nette d'intérêt se matérialiserait plus progressivement que le laissent supposer les résultats donnés ci-dessus.

## 7. ACTIFS GREVES

### ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS (EU AE1)

31/12/2022		Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA		dont EHQLA et HQLA
<i>(en milliers d'euros)</i>									
010	<b>Actifs de l'établissement publiant les informations</b>	5 278 321	10 564			11 401 538	460 946		
030	Instruments de capitaux propres	□	□	□	□	1 331 655	□	1 338 124	□
040	Titres de créance	10 564	10 564	14 042	14 042	751 381	457 582	710 302	523 691
050	dont: obligations garanties	□	□	□	□	7 205	7 205	6 893	6 893
060	dont: titrisations	□	□	□	□	□	□	□	□
070	dont: émis par des administrations publiques	□	□	□	□	375 756	375 756	435 767	435 767
080	dont: émis par des sociétés financières	□	□	□	□	216 391	32 829	189 822	32 255
090	dont: émis par des sociétés non financières	10 564	10 564	14 042	14 042	165 518	56 400	88 591	58 062
120	Autres actifs	5 267 758	□			9 318 503	3 365		

## SURETÉS REÇUES (EU AE2)

31/12/2022

		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		Non grevé	
				Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA
<i>(en milliers d'euros)</i>					
130	Sûretés reçues par l'établissement publiant les informations	□	□	□	□
140	Prêts à vue	□	□	□	□
150	Instruments de capitaux propres	□	□	□	□
160	Titres de créance	□	□	□	□
170	dont: obligations garanties	□	□	□	□
180	dont: titrisations	□	□	□	□
190	dont: émis par des administrations publiques	□	□	□	□
200	dont: émis par des sociétés financières	□	□	□	□
210	dont: émis par des sociétés non financières	□	□	□	□
220	Prêts et avances autres que prêts à vue	□	□	□	□
230	Autres sûretés reçues	□	□	□	□
240	Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titrisations	□	□	□	□
241	Propres obligations garanties et titrisations émises et non encore données en nantissement			217 591	□
250	<b>TOTAL SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS</b>	<b>5 278 321</b>	<b>10 564</b>		

## SOURCES DES CHARGES GREVANT LES ACTIFS (EU AE3)

31/12/2022

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis, autres qu'obligations garanties et titrisations, grevés
<i>(en milliers d'euros)</i>			
010	Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés	934 925	1 196 672

## INFORMATIONS DESCRIPTIVES COMPLÉMENTAIRES (EU AE4)

Crédit Agricole S.A. suit et pilote le niveau de charge des actifs dans le Groupe Crédit Agricole.

Les charges grevant les actifs et sûretés reçues du Groupe Crédit Agricole portent principalement sur les prêts et avances (autres que prêts à vue). En effet, la mobilisation des créances privées a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants.

La hausse du ratio de charge des actifs du Groupe Crédit Agricole observée sur 2021 s'explique en particulier par la hausse des tirages auprès de la BCE au titre du T-LTRO, dans la continuité de celle observée sur 2020 dans le cadre des mesures prises pour faire face à la crise du Covid-19. Des travaux de fiabilisation continus en vue de garantir l'exhaustivité des charges grevant les actifs et sûretés reçues déclarés ont également contribué à la hausse observée.

Crédit Agricole SA jouant le rôle d'acteur central dans la plupart de ces dispositifs de financement sécurisé, ces niveaux de charges se déclinent de fait au niveau intragroupe entre Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses Régionales du Crédit Agricole.

Le ratio de charge des actifs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou représente 31.44% au 31 Décembre 2022.

Les sources des charges grevant principalement des prêts et avances (autres que prêts à vue) pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou sont les suivantes :

- Les avances SFH reçues de la part de Crédit Agricoles S.A. dans le cadre des émissions d'obligations garanties (covered bonds) au sens de l'article 52, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE, dans le cadre du programme suivant : Crédit Agricole Home Loan SFH, mobilisant les créances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou

Au 31 Décembre 2022, ces avances SFH totalisent 839.4 millions d'euros d'actifs grevés.

- Les titres adossés à des actifs (ABS) émis lors d'opérations de titrisations - telles que définies à l'article 4, paragraphe 1, point 61), du règlement (UE) no 575/2013 - réalisées principalement par le groupe CA Consumer Finance et ses filiales ainsi que par LCL (via le FCT CA Habitat 2017, 2018, 2019 et 2020).

Au 31 Décembre 2022, les titres adossés à des actifs placés totalisent 61.5 millions d'euros d'actifs sous-jacents grevés.

- Les dépôts garantis (autres que mises en pension) liés principalement aux activités de financement : auprès de la BCE au titre du T-LTRO, ainsi qu'auprès d'organismes institutionnels français ou supranationaux (comme la CDC, la BEI et la BDCE).

Au 31 Décembre 2022, les dépôts garantis (autres que mises en pension) totalisent 4,1 milliards d'euros d'actifs grevés.

- Les avances CRH reçues de la part de Crédit Agricoles S.A. dans le cadre des émissions de titres de créance (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH) sous format de billets à ordre, et mobilisant les sûretés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou.

Au 31 Décembre 2022, ces avances CRH totalisent 151.9 millions d'euros d'actifs grevés.

Les autres sources principales de charges grevant les actifs pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou sont :

- Les mises en pensions (repurchase agreements)

Au 31 Décembre 2022, les mises en pension totalisent 156.8 millions d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés.

- La contribution au Fond de Résolution Unique et grevant majoritairement du cash au titre de l'engagement au FRU :

Au 31 Décembre 2022, la contribution au FRU totalise 6.8 millions d'euros.

## 8. POLITIQUE DE REMUNERATION

### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION (REMA)

---

#### Définition du personnel identifié

Au sein des Caisses Régionales, et en application des critères qualitatifs liés à la fonction, les collaborateurs dits « personnels identifiés » comprennent :

- Le Directeur général de Caisse régionale,
- L'ensemble des membres du Comité de direction, qu'ils soient nommés cadres de direction (Directeur général, Directeur général adjoint et Directeur) ainsi que les salariés non cadres de direction mais qui participent de manière permanente à ce Comité,
- Les responsables des trois fonctions de contrôles à savoir les fonctions Risques et contrôles permanents, Conformité et Audit, si ces derniers ne sont pas déjà membres du Comité de direction.

#### Politique de rémunération

La politique de rémunération des Cadres de direction, Directeurs généraux, Directeurs généraux adjoints et Directeurs, est définie dans l'Annexe de la convention collective des cadres de direction de Caisses Régionales. La politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux, mandataires sociaux, est par ailleurs complétée dans un référentiel qui leur est propre.

La politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux ainsi que celle applicable aux Cadres de direction salariés des Caisses Régionales, ainsi que leurs évolutions, sont présentées, pour avis, à la Commission Nationale de rémunération des Cadres de direction de Caisses régionales. Ces politiques et les évolutions sont, après obtention de l'avis de la Commission Nationale de Rémunération dont la composition et le fonctionnement sont exposés ci-dessous, soumises à l'agrément de Crédit Agricole SA dans sa fonction d'organe central.

#### Commission Nationale de Rémunération

Le rôle de la Commission Nationale de Rémunération et de l'organe central ne se limite pas aux politiques de rémunération. En effet, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, la Commission Nationale de Rémunération examine, comme détaillé ci-dessous, chacune des situations individuelles.

Afin de prendre en compte :

- l'organisation spécifique du Groupe Crédit Agricole où, par la Loi, l'organe central, a un rôle de supervision des nominations et rémunérations des Directeurs Généraux,
- l'absence, dans les Caisses Régionales, de salariés professionnels des marchés financiers dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise,
- l'existence de la Commission Nationale de Rémunération des cadres de direction de Caisses Régionales,

Le Conseil d'administration de chaque Caisse Régionale a délégué à la Commission Nationale de Rémunération, le rôle de Comité des rémunérations de la Caisse Régionale, et lui a donné mandat en ce sens.

La composition de cette Commission a été modifiée en 2011 afin que ses membres puissent être considérés comme indépendants vis-à-vis des Caisses Régionales.

La Commission Nationale de Rémunération est composée :

- de trois Présidents de Caisse Régionale
- du Directeur Général de la F.N.C.A

- de trois membres ès qualité représentant le Directeur Général de Crédit Agricole S.A. : le Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole SA en charge des Caisses Régionales (Président de la Commission), l'Inspecteur Général du Groupe Crédit Agricole, le Directeur des Relations avec les Caisses Régionales.

Participent également aux séances de la Commission :

- le Directeur Général Adjoint de la F.N.C.A en charge des Cadres de direction
- le Responsable Administration/Réglementation de la Direction des Relations avec les Caisses Régionales qui en assure le secrétariat.

Si la Commission venait à traiter de rémunérations concernant une Caisse Régionale dont le Président participe à la réunion, ce dernier quitterait la séance afin de ne pas participer aux débats.

La Commission se réunit semestriellement et, le cas échéant, peut être consultée à tout moment en cas de besoin.

## **Systemes de rémunération**

La rémunération globale des collaborateurs de Caisses Régionales est constituée de :

- la rémunération fixe,
- la rémunération variable annuelle dont, le cas échéant, une partie est différée,
- la rétribution variable collective (intéressement et participation), le cas échéant,
- les périphériques de rémunération (régimes de retraite supplémentaire des cadres de direction de Caisses Régionales).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de la Convention collective dont il relève, de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Il n'existe pas de rémunération attribuée sous forme d'options, d'actions de performance ou d'autres instruments financiers en Caisses régionales.

Pour les Cadres de direction, la rémunération fixe est composée de plusieurs catégories :

- la rémunération liée à la fonction,
- la rémunération complémentaire liée à la taille de la Caisse Régionale,
- la rémunération des compétences et, le cas échéant, une rémunération spécifique dite de catégorie 1,
- la rémunération spécifique dite de catégorie 2.

Les montants de ces rémunérations sont fixes et limités par des plafonds. Ils sont propres à chaque statut de Cadre de direction et communs à l'ensemble des Caisses régionales.

Seule la rémunération complémentaire liée à la Caisse régionale est issue de calculs tenant compte, notamment, du poids de capitaux moyens gérés par la Caisse Régionale et de son poids de bilan. Ces montants sont déterminés, selon une formule définie dans les textes précités, par l'organe central pour le compte des Caisses régionales.

## **Rémunération variable annuelle**

Seule une rémunération variable individuelle existe en Caisse Régionale. Elle est liée à la performance, fonction de l'atteinte d'objectifs fixés, voire aux résultats de l'entité et, le cas échéant, au profil de risque de l'établissement. En cas de performance insuffisante ou de comportements à risques, la rémunération variable est directement impactée. La rémunération variable n'est jamais garantie.

Les attributions individuelles de rémunérations variables sont liées à une évaluation individuelle annuelle formalisée prenant en compte la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, collectifs et/ou individuels.

La composante variable ne peut excéder :

- 45% d'une partie de la composante fixe pour un Directeur général,
- 35% de la composante fixe pour un Directeur général adjoint,
- 27% de la composante fixe pour un Directeur,
- Une limite propre à chaque Caisse Régionale pour les autres collaborateurs.

La part de rémunération variable supérieure au plafond déterminé par l'organe central de Crédit Agricole est étalée sur les trois exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable, avec un rythme de versement par tiers indexés sur la valeur du Certificat Coopératif d'Associé de la Caisse régionale concernée.

Le montant total de la rémunération variable attribué à un collaborateur personnel identifié peut, à tout moment et en tout ou partie, être réduit en fonction des agissements ou des comportements à risques constatés. Une revue des éventuels comportements à risque est réalisée par la Commission Nationale des Rémunérations. Les contrôles des rémunérations au niveau des Caisses régionales sont effectués par l'Inspection Générale de l'organe central lors de ses missions régulières en Caisses régionales.

En application des critères quantitatifs liés au niveau de rémunération, les collaborateurs non identifiés au titre des critères qualitatifs liés à la fonction et dont la rémunération totale attribuée au titre de l'exercice précédent les positionnerait dans les 0,3% des collaborateurs les mieux rémunérés de l'entité, entrent dans le périmètre des « Personnels identifiés ». La structure des rémunérations en Caisses Régionales implique qu'il ne peut pas y avoir de collaborateur « non identifié » dont la rémunération totale le positionnerait dans les 0,3% des collaborateurs les mieux rémunérés de l'entité.

### **Rémunération variable du Directeur Général**

Cette rémunération est fondée sur des critères de performance appréciés par rapport à la situation financière, à la qualité du pilotage et de la gouvernance de la Caisse Régionale dont les risques.

Des critères quantitatifs sont définis sur différents domaines comme l'activité, la rentabilité, le déficit crédit collecte et les risques. Ces critères sont suivis par la Direction des Relations avec les Caisses régionales dont le Directeur est membre de la Commission Nationale de Rémunération, lui-même rattaché au Président de cette Commission.

Des critères plus qualitatifs se rapportant au développement de la Caisse régionale (gouvernance, gestion des ressources humaines et perspectives notamment) mais aussi, plus largement, du Groupe Crédit Agricole, sont retenus et transmis par le Président de la Caisse régionale.

Au final, l'application de règles d'encadrement et de plafonnement de ces rémunérations, leur suivi par la Commission Nationale de Rémunération ainsi que, pour les Directeurs généraux de Caisses régionales, leur agrément par l'organe central du Crédit Agricole conduit à leur modération, à la fois dans le temps mais aussi en valeur absolue.

## RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE DURANT L'EXERCICE FISCAL (REM1)

31/12/2022

			Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
<i>(en milliers d'euros)</i>						
1	Rémunération fixe	Nombre de membres du personnel identifiés	□	10	□	4
2		Rémunération fixe totale	□	1 579 121	□	210 791
3		Dont: en numéraire	□	□	□	□
4		(Sans objet dans l'UE)				
EU-4a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents	□	□	□	□
5		Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	□	□	□	□
EU-5x		Dont: autres instruments	□	□	□	□
6		(Sans objet dans l'UE)				
7		Dont: autres formes	□	□	□	□
8	(Sans objet dans l'UE)					
9	Rémunération variable	Nombre de membres du personnel identifiés	□	10	□	4
10		Rémunération variable totale	□	463 849	□	28 638
11		Dont: en numéraire	□	□	□	□
12		Dont: différée	□	□	□	□
EU-13 a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents	□	□	□	□
EU-14 a		Dont: différée	□	□	□	□
EU-13b		Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	□	□	□	□
EU-14b		Dont: différée	□	□	□	□
EU-14x		Dont: autres instruments	□	□	□	□
EU-14y		Dont: différée	□	□	□	□
15	Dont: autres formes	□	□	□	□	
16	Dont: différée	□	□	□	□	
17	<b>Rémunération totale (2 + 10)</b>		□	<b>2 042 970</b>	□	<b>239 429</b>



## PAIEMENTS SPÉCIAUX (REM2)

31/12/2022

		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Rémunérations variables garanties octroyées					
1	Rémunérations variables garanties octroyées — Nombre de membres du personnel identifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Rémunérations variables garanties octroyées — Montant total	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Dont rémunérations variables garanties octroyées qui ont été versées au cours de l'exercice et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice					
4	Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Montant total	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice					
6	Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Montant total	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	Dont versées au cours de l'exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	Dont différées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	Dont indemnités de départ versées au cours de l'exercice qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	Dont indemnités les plus élevées octroyées à une seule personne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE (REM3)

	Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
1	Organe de direction - Fonction de surveillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	En numéraire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Actions ou droits de propriété équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Autres instruments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Autres formes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Organe de direction - Fonction de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	En numéraire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	Actions ou droits de propriété équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	Autres instruments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	Autres formes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	Autres membres de la direction générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	En numéraire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	Actions ou droits de propriété équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
17	Autres instruments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18	Autres formes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	Autres membres du personnel identifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20	En numéraire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21	Actions ou droits de propriété équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23	Autres instruments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24	Autres formes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25	<b>Montant total</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## RÉMUNÉRATION >= 1 MILLIONS D'EUROS / AN (REM4)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou n'est pas concernée par la publication du tableau REM4 «Rémunération >= 1 millions d'euros / an».

## INFORMATIONS SUR LES RATIOS ENTRE COMPOSANTES FIXE ET VARIABLE DE LA RÉMUNÉRATION DES PRENEURS DE RISQUE (REM5)

31/12/2022

		Rémunérations dans l'organe de direction			Domaines d'activité					Total	
		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Ensemble de l'organe de direction	Banque d'investissement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions transversales	Fonctions de contrôle interne indépendant		Tous les autres
<i>(en milliers d'euros)</i>											
1	Nombre total de membres du personnel identifiés										□
2	Dont: membres de l'organe de direction	□	10	□							
3	Dont: autres membres de la direction générale				□	□	□	□	□	□	
4	Dont: autres membres du personnel identifiés				□	□	□	□	4	□	
5	Rémunération totale des membres du personnel identifiés	□	2 042 970	□	□	□	□	□	239 429	□	
6	Dont: rémunération variable	□	463 849	□	□	□	□	□	28 638	□	
7	Dont: rémunération fixe	□	1 579 121	□	□	□	□	□	210 791	□	

## 9. ANNEXES

### COMPOSITION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES (EU CC1)

31/12/2022		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves</b>				
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	631 674	631 674	a
	dont : Actions	□	□	
	dont : CCI/CCA des Caisses régionales	239 368	239 368	
	dont : Parts sociales des Caisses locales	392 306	392 306	
2	Résultats non distribués	2	2	
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	1 743 905	1 743 905	c
EU-3a	Fonds pour risques bancaires généraux	□	□	
4	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 3, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des CET1	□	□	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	□	□	d
EU-5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	70 111	70 111	b
6	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>2 445 692</b>	<b>2 445 692</b>	
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires</b>				
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(31 993)	(31 993)	
8	Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(6 154)	(6 154)	e
9	Sans objet	□	□	
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	□	□	f
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	□	□	g
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(8 090)	(8 090)	
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	□	□	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
14	Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	□	□	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(1 020)	(1 020)	h
16	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	(2 101)	(2 101)	
17	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	□	□	
18	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(914 931)	(914 931)	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	□	□	
20	Sans objet	□	□	
EU-20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250 %, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	□	□	
EU-20b	dont: participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)	□	□	
EU-20c	dont: positions de titrisation (montant négatif)	□	□	
EU-20d	dont: positions de négociation non dénouées (montant négatif)	□	□	
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	□	□	i
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65 % (montant négatif)	□	□	
23	dont: detentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important	□	□	
24	Sans objet	□	□	
25	dont: actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles	□	□	
EU-25a	Pertes de l'exercice en cours (montant négatif)	□	□	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
EU-25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	□	□	
26	Sans objet	□	□	
27	Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de l'établissement (montant négatif)	(5 718)	(5 718)	
27a	Autres ajustements réglementaires	(17 701)	(17 701)	
28	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>(987 708)</b>	<b>(987 708)</b>	
29	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 457 984</b>	
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): instruments</b>				
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	□	□	
31	dont: classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable	□	□	j
32	dont: classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable	□	□	
33	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1	□	□	k
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	□	□	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	□	□	l
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	□	□	
35	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	□	□	
36	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires</b>	□	□	
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): ajustements réglementaires</b>				
37	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	□	□	
38	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	□	□	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
39	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(2 190)	(2 190)	
40	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	□	□	
41	Sans objet	□	□	
42	Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de l'établissement (montant négatif)	(3 527)	(3 527)	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	□	□	
43	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>(5 718)</b>	<b>(5 718)</b>	
44	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	□	□	
45	<b>Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 457 984</b>	
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2): instruments</b>				
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	□	□	m
47	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'Article 486, paragraphe 4, du CRR	□	□	n
EU-47a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	□	□	
EU-47b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	□	□	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	□	□	
49	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	□	□	
50	Ajustements pour risque de crédit	16 193	16 193	
51	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires</b>	<b>16 193</b>	<b>16 193</b>	
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2): ajustements réglementaires</b>				
52	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	□	□	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
53	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	□	□	
54	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(18 725)	(18 725)	
54a	Sans objet	□	□	
55	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(995)	(995)	
56	Sans objet	□	□	
EU-56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	□	□	
EU-56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	□	□	
57	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>(19 720)</b>	<b>(19 720)</b>	
58	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	□	□	
59	<b>Total des fonds propres (TC = T1 + T2)</b>	<b>1 457 984</b>	<b>1 457 984</b>	
60	<b>Montant total d'exposition au risque</b>	<b>5 332 789</b>	<b>5 332 789</b>	
<b>Ratios et exigences de fonds propres, y compris les coussins</b>				
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	27,34%	27,34%	
62	Fonds propres de catégorie 1	27,34%	27,34%	
63	Total des fonds propres	27,34%	27,34%	
64	Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	7,03%	7,03%	
65	dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,50%	2,50%	
66	dont: exigence de coussin de fonds propres contracyclique	0,03%	0,03%	
67	dont: exigence de coussin pour le risque systémique	0,00%	0,00%	
EU-67a	dont: exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	0,00%	0,00%	
EU-67b	dont: exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,00%	0,00%	
68	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant d'exposition au risque) disponibles après le respect des exigences minimales de fonds propres</b>	<b>19,34%</b>	<b>19,34%</b>	
<b>Minima nationaux (si différents de Bâle III)</b>				
69	Sans objet	□	□	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
<i>(en milliers d'euros)</i>				
70	Sans objet	□	□	
71	Sans objet	□	□	
<b>Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)</b>				
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres et d'engagements éligibles d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles)	236 502	236 502	
73	Détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des positions courtes éligibles)	11 379	11 379	
74	Sans objet	□	□	
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies)	57 082	57 082	0
<b>Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2</b>				
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	□	□	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	□	□	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	149 984	149 984	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	16 193	16 193	
<b>Instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2022 uniquement)</b>				
80	Plafond actuel applicable aux instruments CET1 soumis à exclusion progressive	□	□	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	□	□	
82	Plafond actuel applicable aux instruments AT1 soumis à exclusion progressive	□	□	
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	□	□	
84	Plafond actuel applicable aux instruments T2 soumis à exclusion progressive	□	□	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	□	□	

## RAPPROCHEMENT ENTRE LES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET LE BILAN DANS LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS (EU CC2)

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2022	31/12/2022	
<b>Actifs - Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés</b>				
1	Caisse, Banques centrales	61 912	61 912	
2	Actif financiers détenus à des fins de transaction	93 399	93 399	
3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	202 580	202 580	
4	Instruments dérivés de couverture	294 986	294 986	
5	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	24 523	24 523	
6	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 154 852	1 154 852	
7	Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 115 007	2 115 007	
8	Prêts et créances sur la clientèle	12 167 569	12 167 569	
9	Titres de dettes	589 171	589 171	
10	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(241 996)	(241 996)	
11	Actifs d'impôts courants et différés	80 935	80 935	
12	Dont impôts différés actifs provenant des reports déficitaires	□	□	f
13	Dont impôts différés actifs provenant des différences temporelles	56 174	56 174	i , o
14	Compte de régularisation et actifs divers	151 895	151 895	
15	Dont actifs de fonds de pension à prestations définies	1 020	1 020	h
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	□	□	
17	Participation aux bénéfices différés	□	□	
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	□	□	
19	Dont goodwill inclus dans l'évaluation des investissements importants	□	□	e
20	Immeubles de placement	74 753	74 753	
21	Immobilisations corporelles	60 222	60 222	
22	Immobilisation incorporelles	2 575	2 575	e
23	Ecart d'acquisition	3 579	3 579	e
24	<b>Total de l'actif</b>	<b>16 835 962</b>	<b>16 835 962</b>	
<b>Passifs - Ventilation par catégorie de passifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés</b>				
1	Banques centrales	□	□	
2	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	88 279	88 279	
3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□	
4	Instruments dérivés de couverture	46 499	46 499	
5	Dettes envers les établissements de crédit	8 803 660	8 803 660	
6	Dettes envers la clientèle	4 727 021	4 727 021	
7	Dettes représentées par un titre	53 903	53 903	

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2022	31/12/2022	
8	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(33 848)	(33 848)	
9	Passifs d'impôts courants et différés	15 385	15 385	
10	Dont impôts différés passifs provenant des reports déficitaires	□	□	f
11	Dont impôts différés passifs provenant des différences temporelles	□	□	i
12	Dont impôts différés passifs sur goodwill	□	□	e
13	Dont impôts différés passifs sur immobilisations incorporelles	□	□	e
14	Dont impôts différés passifs sur fonds de pension	□	□	h
15	Compte de régularisation et passifs divers	613 623	613 623	
16	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	□	□	
17	Provisions techniques des contrats d'assurance	□	□	
18	Provisions	58 151	58 151	
19	Dettes subordonnées	□	□	
20	Dont instruments AT1	□	□	k
21	Dont instruments éligibles en qualification Tier 2	□	□	m , n
22	<b>Total dettes</b>	<b>14 372 673</b>	<b>14 372 673</b>	
<b>Capitaux propres</b>				
1	Capitaux propres – part du Groupe	2 463 289	2 463 289	
2	Capital et réserves liées	630 063	630 063	
3	Dont instruments de fonds propres CET1 et primes d'émission associées	632 025	632 025	a
4	Dont instruments AT1	□	□	j , l
5	Réserves consolidées	1 514 710	1 514 710	
6	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	224 895	224 895	c
7	Dont réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	□	□	g
8	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	□	□	
9	Résultat de l'exercice	93 621	93 621	b
10	Participations ne donnant pas le contrôle	□	□	d
11	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 463 289</b>	<b>2 463 289</b>	
12	<b>Total du passif</b>	<b>16 835 962</b>	<b>16 835 962</b>	

## PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES (EU CCA)

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
1	Émetteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2a	Placement public ou privé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Droit(s) régissant l'instrument	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3a	Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<i>Traitement réglementaire</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Règles CRR après transition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en milliers, à la dernière date de clôture)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	Valeur nominale de l'instrument	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
EU-9a	Prix d'émission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
EU-9b	Prix de rachat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	Classification comptable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	Date d'émission initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	Perpétuel ou à durée déterminée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	Échéance initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
15	Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16	Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<i>Coupons/dividendes</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17	Dividende/coupon fixe ou flottant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18	Taux du coupon et indice éventuel associé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
EU-20a	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
EU-20b	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21	Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22	Cumulatif ou non cumulatif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23	Convertible ou non convertible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24	Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25	Si convertible, entièrement ou partiellement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
26	Si convertible, taux de conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
27	Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28	Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
29	Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
30	Caractéristiques en matière de réduction du capital	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
31	Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
32	Si réduction du capital, totale ou partielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
33	Si réduction du capital, définitive ou provisoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
34	Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
34a	Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
EU-34b	Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
35	Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
36	Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37	Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
37a	Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
(1) Indiquer «Sans objet» si la question n'est pas applicable.			

## AJUSTEMENTS D'ÉVALUATION PRUDENTE (EU PV1)

	AVA de catégorie	Catégorie de risque					AVA de catégorie — Incertitude d'évaluation		AVA de catégorie totale après diversification	Dont: Total approche principale dans le portefeuille de négociation	Dont: Total approche principale dans le portefeuille bancaire
		Actions	Taux d'intérêt	Change	Crédit	Matières premières	AVA relatives aux écarts de crédit constatés d'avance	AVA relatives aux coûts d'investissement et de financement			
1	Incertitude sur les prix du marché	1 542	□	□	773	□	□	□	1 158	□	1 158
2	Sans objet						□	□			
3	Coûts de liquidation	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
4	Positions concentrées	□	□	□	14	□	□	□	14	□	14
5	Résiliation anticipée	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
6	Risque lié au modèle	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
7	Risque opérationnel	77	□	□	39	□	□	□	116	□	116
8	Sans objet										
9	Sans objet										
10	Frais administratifs futurs	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
11	Sans objet										
12	<b>Total des corrections de valeur supplémentaires (AVA)</b>								<b>31 993</b>	□	<b>31 993</b>

Déclaration en vertu des orientations 2016/11 de l'ABE relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n°575/2013 et des modifications ultérieures

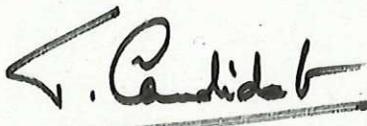
Thierry CANDIDAT, Directeur général adjoint de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance, conformément aux directives 2016/11 de l'EBA sur les exigences de divulgation en vertu de la partie huit du règlement (UE) n°575/2013 (et modifications ultérieures) 4.2 paragraphe - section C, les informations fournies conformément à la partie huit susmentionnée ont été préparées conformément aux processus de contrôle interne convenus au niveau de l'organe de direction.

Fait à Poitiers, le 23 Mars 2023

Le Directeur général adjoint



Thierry CANDIDAT

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA TOURAINE ET DU POITOU**

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit

Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 023 986